



22^{es} controverses européennes de Marciac

AGRICULTURE, ALIMENTATION, TERRITOIRES RURAUX...

Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir?





Sommaire

Vendredi 29 juillet 2016

- EN TOILE DE FOND** P 6
 Économie et agriculture : rompre avec le XX^e siècle...
 Benoît DAVIRON, page 6
 Où sont nos grands récits mobilisateurs ?
 Catherine LARRÈRE, page 8
 Pourquoi notre modèle d'agriculture est-il devenu mortel ?
 Olivier ASSOULY, page 10
- ÉCHANGES AVEC LA SALLE** P 12
 « Replacer l'homme au centre ? Je me méfie beaucoup de ce mot d'ordre »
- TÉMOIGNAGE DES GROUPES DE RÉFLEXION** P 14
 Podemos : un mouvement en rupture ?
 Tomas GARCIA-AZCARATE, page 14
 Ruralité : rompre avec les a priori, page 15
- LA RESTITUTION DES CERCLES D'ÉCHANGES** P 16
 Rompre avec le monde qui a dépossédé les créateurs de leurs richesses
- UN CERCLE « JEUNES GÉNÉRATIONS »** P 17
 Nous, jeunes, dotés d'une faible expérience, avons-nous le droit d'envisager une rupture ?
- DISPUTE** P 18
 « L'agriculture française pour nourrir le Monde : rompre avec une fable ? »
- TÉMOIGNAGE DES GROUPES DE RÉFLEXION** P 23
 Avec quoi nous faut-il rompre, en matière de coopération Nord/Sud ?
- ÉCHANGES AVEC LA SALLE** P 25
 Exporter n'est pas un indicateur de performance, importer n'est un signe de faiblesse
- LES ÉTONNEMENTS DE...** P 30
 Thomas COCHINI, Mathieu DALMAIS, Catherine LARRÈRE, Olivier ASSOULY

- LE OFF DES CONTROVERSES** P 31
 Les agriculteurs s'emparent du débat

Samedi 30 juillet 2016

- RELECTURE** P 34
 Rompre avec le catastrophisme
- DISPUTE** P 37
 Faut-il rompre avec l'élevage industriel ?
 Danielle EVEN et Jocelyne PORCHER
- ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC** P 41
 La viande, l'animal et l'homme
- TÉMOIGNAGE DES GROUPES DE RÉFLEXION** P 44
 Quatre ruptures à opérer pour la politique européenne
 Éric ANDRIEU, Marc TARABELLA
- ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC** P 46
 L'inacceptable et l'intolérable...
- LES POINTS SUR LES « i »** P 47
 Un enseignement agricole trop conventionnel ?
 Mathieu DALMAIS, Thomas COCHINI, Élise COQUILLART
- ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC** P 51
 Quelles leçons en tirer ?
- PERSPECTIVES** P 54
 Pourquoi j'ai changé mon fusil d'épaule ?
 Jean-Luc MAYAUD, page 54
 Comment ré-enchanter l'avenir ?
 Philippe BARET, Maximilien ROUER, page 56
 Ruptures et cultures, Patrick DENOUX, page 60
- ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC** P 63
 « Débusquons tous les faux-semblants ! »



Édito

Pour élaborer le sujet de cette 22^e, tout a commencé par un agacement face à certains mots qui inondent les discours officiels et médiatiques : résilience, transition, adaptation... des concepts flous et un peu mous qui ne semblent pas à la hauteur des chocs que nos sociétés vivent actuellement. Comme si rien ou presque ne devait modifier les logiques et les moyens de l'ordre ancien. Parmi ces mots récurrents, figure également la crise. Crise de l'élevage, crise financière, crise économique, environnementale, sociale, politique, ... Une lancinante déclinaison qui pourrait bien, paradoxalement, jouer un rôle rassurant. Car des crises, se dit-on, on en a vu d'autres et nous en sommes toujours sortis. C'est bien là d'ailleurs leur caractéristique : les crises sont forcément transitoires, elles appellent une issue. Sauf que, justement, le cycle semble aujourd'hui enrayé. Alors, est-ce vraiment de crise dont il faut parler ?

Bien sûr, la formulation du sujet de ces Controverses n'est pas née du seul désir de rompre avec des concepts et des mots suremployés. Nous nous sommes nourris aussi et surtout de propos récur-

rents entendus ici même ces dix dernières années : d'une part le témoignage d'expériences nouvelles, d'alternatives, d'initiatives en marge. D'autre part, l'attente d'un projet, d'un dessein, d'un cap, le besoin d'un sens à donner à ce que nous entreprenons. Car sans cette dimension qui nous aide à nous projeter, que d'aucuns nomment « idéal » ou « utopie », ne restent que des contraintes forcément absurdes et le poids des habitudes.

Nous nous sommes donc proposés, à travers ces deux jours, de repérer ensemble les vraies ruptures à l'œuvre et celles à opérer, à tous les niveaux, au plan individuel et collectif, pour regarder en face ce qui advient. Un état des lieux qu'on ne pouvait conduire uniquement entre « aînés ». D'où la mise en avant cette année d'étudiants, de jeunes agro ou impliqués dans des associations, invités à exprimer leur point de vue, pour partager le diagnostic et gagner en lucidité. Un passage obligé pour dégager une ou des visions pour l'avenir.

La Mission Agrobiosciences-Inra



LA CONTRIBUTION DU GROUPE LOCAL DE RÉFLEXION

Nous voulons faire société dans la différence

Comme chaque année, le Groupe local de réflexion, composé de femmes et d'hommes, agriculteurs ou non du Gers et des Hautes-Pyrénées, s'est réuni en amont des Controverses pour réagir aux sujets proposés, les instruire en partant des réalités de terrain et exprimer le fruit de cette réflexion à la tribune. Pour cette 22^e édition, c'est Éliane Crépel, infirmière scolaire, au style et au ton reconnaissables entre tous, qui livre la synthèse des échanges âprement disputés au sein du groupe.

Oui, il y a eu des ruptures dans notre groupe local. Oui, notre groupe est traversé de ces lignes de faille. Oui, nous nous sommes affrontés sur des visions différentes de l'avenir souhaité.

Alors « Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir ? ». Je vais vous livrer les paradoxes devant lesquels nous étions.

Concernant la passion du métier d'agriculteur

Du passionnel ou de l'économique, l'un doit-il primer sur l'autre ?

Si la passion est essentielle au métier d'agriculteur, pouvoir en vivre n'est-il pas également essentiel ? Les deux s'opposent, mais la rupture n'est-elle pas de trouver le système qui permet d'équilibrer les deux ?

Le statut de l'agriculteur

Il est chef d'entreprise. Il a besoin de compétences pour produire, pour gérer et pour vendre. Son enjeu est de vivre de son travail, mais cela doit-il passer par le dogme du « toujours plus » ? (plus d'hectares, de matériel, de normes, d'endettement... d'insomnies).

S'il est parfois amené à embaucher, n'est-il pas paradoxal que son salarié soit souvent mieux payé que lui ?

Tout cela ne conduit-il pas parfois au désespoir, comme notre jeune collègue qui a choisi de mettre fin à ses jours à quelques kilomètres d'ici ?

Sur la qualité : le toujours mieux représente-t-il une alternative ou un complément ?

N'est-il pas nécessaire aujourd'hui que l'agriculteur puisse à nouveau analyser, expérimenter, innover dans sa propre entreprise et être formé à cela ?

Que lui manque-t-il ?

Réduire ses charges, rompre l'isolement, échanger, s'entraider, s'associer, coopérer et mutualiser, savoir raconter son métier, développer les liens sociaux et la communication, avoir une vie sociale au milieu des autres ruraux.



Une représentation de la profession monolithique, pour des pratiques diverses

L'activité agricole avec 10 salariés = raisonnement d'entreprise;
Les coopératives devenues acteurs financiers = raisonnement macro-économique.

Les agriculteurs regroupés = raisonnement de type société;
L'agriculteur seul sur ses terres = raisonnement à l'échelle de l'exploitation, etc..

Qu'en est-il des dogmes véhiculés par les organisations professionnelles ?

- « Toujours plus ».
- « La coop, c'est toujours mieux que du privé »
- « Il faut qu'il y ait moins d'agriculteurs »
- « Il faut un syndicat majoritaire »

Les organisations professionnelles agricoles

Entourés d'organismes agricoles créés par les générations précédentes, les agriculteurs d'aujourd'hui s'y retrouvent mal. Des coopératives appelées à grandir toujours plus, pour répondre aux lois du commerce international où l'interface locale ne semble pas toujours bien perçue. Cela provoque un agacement persistant, surtout en période sombre sur le marché des matières premières.

Des organismes bancaires, d'assurances ou de gestion toujours plus loin du terrain, s'engouffrant, eux aussi, dans des mises aux normes continues, ce qui accélère l'incompréhension.

De la présence sur le terrain à la représentation ailleurs ?

Comme les responsables politiques, les responsables agricoles, souvent multi-cartes et bien ancrés dans leur deuxième

métier, génèrent cette même méfiance d'une base désabusée. Ici, le maillage est vu comme un « cadennassage avec et par des représentants professionnels » vécus comme « des professionnels de la représentation ». Car si en théorie les élections sont ouvertes à tous, en fait : « Il se présente celui-là ? » ; « Non, pas lui, on va soutenir quelqu'un qu'on connaît bien ». Les verrous posés sont incontournables. Doit-on perpétuer, de fait, la place de ceux qui ont le pouvoir ?

D'autres questions abordées par le groupe

À propos du foncier : dénonciation d'une ouverture vers des investisseurs hors profession, d'où rupture des mentalités et captation des terres.

Sur l'isolement de l'agriculture : comment se positionne le monde agricole aujourd'hui dans les grands débats de société ? La santé et la sauvegarde de l'espèce humaine sont des questions importantes. Les choix industriels faits sont de nature à hypothéquer cela.

Par ailleurs, alors que les paysans se sentent solidaires du reste de la société face aux attentats, certains ont déploré l'absence de leurs représentants syndicaux agricoles au côté des autres syndicats après les attentats de Charlie Hebdo.

Nous voulons faire société dans la différence

Pour finir, nous vous convions au débat off* qui portera sur la question : « La coopération idéale portée par les agriculteurs est-elle l'idéal de la coopérative ? »

* Les agriculteurs s'emparent du débat, p.31.



Avec quoi nous fa
pour réinventer



Vendredi 29 juillet

EN TOILE DE FOND

Économie et agriculture : rompre avec le XX^e siècle...



Par Benoît Daviron, chercheur en économie et gestion de la recherche, Cirad (Umr Moisa).

Benoît Daviron est chercheur en économie et gestion de la recherche au CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement), rattaché au département « environnements et sociétés » et à l'unité mixte de recherche « marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs » (Moisa), après avoir été consultant pour les ONG Solagral (Solidarité agricole et alimentaire) et Rongead (Commerce international et développement durable) entre 1982 et 1992.

Ses travaux portent plus spécifiquement sur l'organisation du commerce international de produits tropicaux, les accords de produits, les normes internationales dans le secteur agricole et l'instabilité des prix sur les marchés alimentaires. Il a ainsi publié de nombreux articles pour des revues et ouvrages spécialisés mais aussi un ouvrage de référence : *Le paradoxe du café*, écrit avec Stefano Ponte (éd. Quae, 2007).

Où l'on comprend mieux que l'agriculture et l'élevage fassent grise mine...

Pour tenter de montrer, d'une manière différente, ce qui est arrivé à l'agriculture dans le Monde ces derniers siècles, mon exposé s'appuie sur une opposition faite par un historien anglais, Antony Wrigley, entre l'économie solaire et l'économie minière. Ce qui distingue ces deux types de sociétés, c'est leur base matérielle.

La première dépend essentiellement du rayonnement solaire pour son approvisionnement en matières premières et en énergie. C'est le cas de toutes les sociétés humaines jusqu'au XVII^e siècle. En revanche, la seconde dépend en majeure partie de l'exploitation des ressources du sous-sol : charbon, pétrole et minerais de toutes sortes. Elle émerge en Angleterre à la toute fin du XVII^e siècle, c'est ce qu'on appelle la révolution industrielle, qui va se diffuser en Europe conti-

nentale puis à l'ensemble du Monde. Je vais donc présenter ces deux types de sociétés en mettant l'accent sur leurs implications pour la place de l'agriculture, son fonctionnement et sa contribution au « métabolisme » des économies.

Économie solaire : une foule d'innovations agricoles dans le Monde

Comme son nom l'indique, une économie solaire dépend presque exclusivement du rayonnement du soleil à travers la biomasse (autrement dit le vivant, qu'il soit végétal ou animal). Celle-ci permet aux hommes non seulement de se nourrir, mais aussi de s'habiller, de se chauffer, de se loger, de se déplacer. Elle fournit également tout ce qu'il faut pour entretenir la fertilité des sols, pour se soigner, et même pour teindre, j'en reparlerai plus tard, car l'essentiel des teintures vient de végétaux.

Au-delà de cette dépendance radicale vis-à-vis de la biomasse, les sociétés solaires peuvent bénéficier du petit apport de l'énergie mécanique, grâce aux vents et aux cours d'eau, lesquels, eux aussi, renvoient au rayonnement solaire. Dans ce cadre, l'agriculture occupe une place essentielle, constituant un système énergétique solaire contrôlé, selon la formule de l'historien allemand, Rolf Peter Sieferle. Contrôlé car il y a sélection et amélioration des plantes pour utiliser au mieux l'énergie du soleil, la convertir en biomasse et la stocker.

Par ailleurs, dans beaucoup de ces sociétés, l'élevage joue un rôle très important, en termes de fournitures de produits et d'énergie. Il permet en particulier de valoriser des espaces peu exploitables directement par l'humain et de concentrer l'énergie des plantes. C'est le cas de certaines sociétés pastorales, en particulier dans les steppes d'Eurasie où les animaux présentent un avantage sur les plantes : ils se déplacent, concentrant ainsi l'énergie de grands espaces. En revanche, ces sociétés solaires connaissent une contrainte forte : le transport, en particulier terrestre, est extrêmement limité. La seule énergie mécanique disponible étant fournie par les animaux et les humains, les déplacements ne peuvent excéder une certaine distance, faute de manger toute la biomasse qu'ils sont censés transporter. En revanche, le transport sur l'eau est loin d'être négligeable. D'ailleurs, cette opportunité a construit de grands pans de l'histoire humaine. Pensez à Rome, qui vivait du blé en provenance d'Égypte, à Venise et le blé venu de la Mer Noire, à Amsterdam s'approvisionnant en seigle de Pologne... sans les bateaux et le vent, elles n'auraient pu connaître une telle prospérité.

Enfin, notons que ces sociétés solaires, contrairement à ce que l'on pourrait penser, sont loin d'être statiques. Elles innovent en permanence, la première des inventions étant l'agriculture au néolithique, parmi une foule d'autres innovations ; À ce propos, je vous recommande chaudement la lecture d'un petit livre, édité par l'Institut de Recherche sur le Développement, *Agricultures singulières*¹, qui présente une cinquantaine d'exemples de petites astuces, de systèmes techniques originaux un peu partout dans le Monde.

1 - *Agricultures singulières*, de Éric Mollat et Annie Walter, IRD Éditions, Paris 2008



J'insiste sur cette capacité à innover car on entend souvent dire que nous aurions connu dans l'histoire « deux ou trois » grandes révolutions agricoles. Révolutions qui, étrangement, seraient intervenues sur notre continent. C'est une lecture très eurocentrique, car il y a eu en fait des révolutions permanentes partout sur la planète, telles que l'arrivée de la patate douce en Chine, ou de l'arachide en Afrique.

Des fronts agricoles pionniers à toute vapeur

Venons-en à présent aux économies minières, vers lesquelles nos sociétés basculent avec l'exploitation à grande échelle du charbon et du pétrole. Le charbon était connu depuis très longtemps, mais un certain nombre d'innovations en Angleterre à la fin du XVII^e permettent d'amplifier considérablement l'utilisation de cette source d'énergie qui semble alors illimitée. Elle s'impose progressivement comme « LA » source d'énergie disponible, au point de représenter 95% de l'énergie consommée dans l'Angleterre du XIX^e. C'est d'abord un apport thermique permettant de fabriquer l'acier et les briques en grandes quantités, lesquelles remplacent le bois de construction des maisons. Mais cela devient aussi, grâce à l'invention de la machine à vapeur, une source d'énergie mécanique, ce qui va avoir des conséquences très importantes pour l'agriculture et sa place dans l'économie. De ce point de vue, il faut distinguer deux temps très différents : le XIX^e d'une part, avec le charbon, le XX^e d'autre part, avec le pétrole.

Au XIX^e, le basculement vers l'économie minière induit principalement l'effondrement des coûts de transport, grâce au chemin de fer qui ouvre la voie au transport terrestre de charges pondéreuses sur de longues distances. Dès lors, pour l'agriculture, émergent un peu partout dans le Monde des fronts pionniers, c'est-à-dire la mise en place de zones nouvelles de cultures, dont sont chassées les populations de chasseurs-cueilleurs ou de pasteurs. C'est le cas dans le *middle-west* américain avec l'élimination des Indiens, mais aussi dans le sud brésilien, ou encore dans le *bush* australien, la Mandchourie, la steppe russe, le *welt* sud-africain etc. Ce mouvement est porté par des migrations massives, dont un énorme flux de populations européennes vers ces nouveaux espaces – Amérique, Australie, Nouvelle-Zélande..., ainsi que des flux importants de populations venues de Chine et d'Inde.

L'une des conséquences de ce phénomène est la transformation radicale du mode d'organisation des agricultures centrées sur les productions destinées aux marchés lointains. Jusque-là, ces dernières fonctionnaient en effet sur un travail contraint, dont la plantation esclavagiste sud-américaine et le servage dans l'Est européen constituent l'exemple typique.

Or, avec la possibilité inédite de transports bon marché pour les populations, ce modèle est progressivement remplacé par une nouvelle norme, celle de l'agriculture familiale, d'abord aux États-Unis, puis en Europe et ailleurs.

Nouveaux espaces, nouveaux agriculteurs... mais aussi nouvelle logique économique, où les fronts pionniers reposent essentiellement sur une exploitation des sols de type minier : leur fertilité est exploitée à l'instar des gisements de char-

bon. Les familles arrivent dans un endroit vierge, coupent les forêts, labourent les prairies, pressurent les ressources pendant dix à vingt ans et lorsque les terres sont épuisées, repartent s'installer un peu plus loin pour trouver de nouvelles « mines » de fertilité. Ce modèle va permettre entre autres à l'Angleterre de se nourrir à partir du monde entier. En 1913, 80% de son blé et plus de la moitié de ses calories alimentaires consommées viennent ainsi d'autres pays.

L'agriculture exclusivement nourricière : une invention du siècle dernier

Au XX^e, de nouvelles ruptures majeures interviennent, d'abord par la substitution de la biomasse par des produits de synthèse. Celle-ci émerge à l'origine dans le monde des teintures, comme je l'évoquais précédemment. C'est en effet le premier produit issu du vivant qui va être remplacé par des colorants de synthèse tirés du goudron de charbon. Autour de ce dernier, va se construire l'industrie de la chimie organique, développant toute une série de composés qui remplacent notamment les matières naturelles issues de l'agriculture et de l'élevage. Fait exceptionnel au regard de l'histoire longue de l'humanité, ces secteurs sont pour la première fois voués à la seule production alimentaire. C'est là, réellement, une invention du XX^e siècle. Le rapport aux animaux est exemplaire de ce tournant. Alors que le bétail servait à fournir la laine, la peau, le gras, le fumier, la traction... il devient une usine à viande.

Autre grande transformation du siècle dernier : l'utilisation de l'énergie fossile dans la production agricole, où le tracteur se substitue aux animaux, les engrais de synthèse tirés du charbon puis du pétrole remplacent le fumier, sans oublier l'usage des pesticides. Les conséquences ? D'un côté, la désintégration de la boucle de circulation de la biomasse entre la production végétale et l'élevage. De l'autre, la construction de l'autosuffisance agricole de certains pays ou régions comme par exemple l'Europe.

Nous sommes dès lors passés de la croissance horizontale des fronts pionniers du XIX^e à une croissance verticale. Autrement dit, d'une croissance qui s'appuyait sur l'« autre part », à une croissance s'appuyant sur l'« autre temps », celui des ressources fossiles du passé.

Aujourd'hui, me direz-vous, il est pourtant de nouveau question de la biomasse, en lieu et place des ressources fossiles. À ceci près : dans ce débat qui prend corps, la logique minière est encore très présente ; Au sens où le vivant est souvent considéré comme une nouvelle ressource qu'il convient d'exploiter pour fabriquer plastiques et autres produits issus jusque-là du pétrole. Le maintien de cette logique qui m'inquiète n'est pas étonnant, puisqu'une bonne partie de ceux qui développent cette idée font partie de l'industrie chimique qui, historiquement, s'est principalement construite sur deux ressources minières : le charbon et le pétrole. □

EN TOILE DE FOND

Où sont nos grands récits mobilisateurs?



Par Catherine Larrère, philosophe, professeur émérite à l'université de Paris I-Panthéon-Sorbonne.

Catherine Larrère est professeur émérite à l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne.

Spécialiste de philosophie morale et politique, elle s'intéresse aux questions éthiques et politiques liées à la crise environnementale et aux nouvelles technologies. Elle a publié notamment *L'Invention de l'économie. Du droit naturel à la physiocratie* (Paris, Puf, 1992); *Actualité de Montesquieu* (Paris, Presses de Sciences Po, 1999); *Les philosophies de l'environnement* (Paris, Puf-collection *Philosophies*, 1997), *Du bon usage de la nature, Pour une philosophie de l'environnement*, en collaboration avec Raphaël Larrère (Paris, Aubier, 1997, rééd. Paris, Champs Flammarion, 2009), et co-dirigé les ouvrages suivants: *La crise environnementale* (en collaboration avec Raphaël Larrère, Paris, Éditions de l'Inra, 1997), *Nature vive* (MNHN-Fernand Nathan, 2000).

Plus récemment, elle a publié avec Raphaël Larrère, *Penser et agir avec la nature, une enquête philosophique*, Paris, La Découverte, 2015.

Notons enfin qu'elle est membre, entre autres du Comité d'éthique Inra-Cirad, et du Conseil scientifique du Patrimoine naturel et de la Biodiversité.

La fin des « grands récits » mobilisateurs – autour du long chemin vers l'émancipation du sujet, autour du Progrès, du Peuple, du Proletariat - a été constatée dans les années 1970, notamment par le philosophe Jean-François Lyotard. Selon ce dernier, avec l'entrée dans l'ère post-moderne, les grands récits éclatent en une myriade de micro-récits qui s'affrontent tandis que nos repères volent en éclats. Cela explique la recherche, malgré tout, de nouveaux récits totalisants qui donneraient sens à nos actions. Et, en la matière, un candidat est apparu au début des années 2000: l'Anthropocène.

L'espèce humaine serait devenue force géologique...

Ce terme a été forgé en 2000 par deux scientifiques, dont un prix Nobel de chimie Paul Crutzen, pour désigner une nouvelle ère géologique: après le Pléistocène et l'Holocène, nous serions entrés dans l'Anthropocène, une période marquée par le fait que l'humanité dans son ensemble est devenue une force géophysique telle que son impact sur la planète est désormais prépondérante. Il s'agit là d'une proposition scientifique qui est discutée comme telle, entre autres lors du prochain Congrès géologique international (Ndlr: du 29 août au 4 septembre 2016, au Cap, Afrique du Sud) où un groupe de travail de stratigraphes rendra son rapport sur la réalité ou non de l'Anthropocène en vue de son adoption en tant qu'époque géologique. Cela intéresse donc les chercheurs des sciences de la nature mais, disons-le, de façon très modérée, très posée. À l'inverse, cette idée a rencontré un grand succès auprès des spécialistes des sciences humaines – sociologues, économistes, historiens, philosophes, anthropologues et autres – lesquels se sont mobilisés sur la question et lui ont accordé une très grande importance. Pour quelles raisons? Car, après tout, l'Anthropocène n'est pas une découverte scientifique et n'apporte pas de connaissances académiques nouvelles. En revanche, il opère un lien entre l'humain et la nature. Il a également le mérite d'être totalisant, puisqu'il qualifie la Terre tout entière, l'ensemble de l'espèce humaine, dans un monde lui-même devenu global. Ce faisant, il pourrait constituer la référence dont nous avons besoin pour donner sens à notre action.

Il nous faudrait ainsi rompre avec l'Holocène, pour entrer dans l'Anthropocène, ce nouvel âge présenté comme notre nouvelle épopée. C'est ce qu'illustre l'un des premiers livres publiés en français à l'intention du « grand public », intitulé *Voyage dans l'Anthropocène, cette nouvelle ère dont nous sommes les héros*². Évidemment, l'adoption de ce qualificatif a provoqué des controverses et j'aimerais à présent évoquer les critiques qui ont alors été exprimées.

L'âge du capital, de la technique ou de la catastrophe?

La première critique porte sur le « nous » et ceux qu'il désigne. Car si le récit de l'Anthropocène est ce qui a abouti au changement climatique, ce n'est pas l'histoire de l'humanité tout entière dont il s'agit, voire de l'espèce humaine, mais l'histoire de l'Europe et des néo-Européens. Cela a été formulé par le sociologue américain Jason Moore, repris en France par Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz. Lesquels ont proposé de nommer Capitalocène cet âge où la dynamique et ses conséquences sur la planète relèvent plus de l'histoire du capitalisme que de celle de l'humanité tout entière. S'il y a donc un grand récit de l'Anthropocène, c'est celui de la poursuite de la conquête de la Terre par l'exploitation minière, comme l'a montré Benoît Daviron, la course effrénée aux énergies fossiles et au profit, portée par une partie seulement de l'humanité.

2 - De Claude Lorius et Laurent Carpentier. Janvier 2011, Actes Sud.



Répondant à ce Capitalocène et à ses effets désastreux, d'autres évoquent un « bon anthropocène » qui, lui, ne fait que porter cette ambition au niveau global : grâce à l'avancée des sciences et des technologies, l'humanité n'est plus considérée sous l'angle d'une force géophysique à même de dérégler la planète, mais ouvre la possibilité, au contraire, d'agir au niveau global pour, sinon contrôler, du moins manipuler et corriger le climat. Tel est le projet de la géo-ingénierie dont les techniques suivent à grands traits deux voies pour modifier le climat : la captation du CO₂ par l'ensemencement des océans avec du sulfate de fer d'une part, d'autre part la limitation du rayonnement solaire atteignant la Terre, grâce à des projections de soufre sous forme d'aérosols dans l'atmosphère. Un projet prométhéen qui s'expose à toutes les critiques que l'on peut faire à l'encontre d'une ambition technique démesurée.

« Il est plus facile d'imaginer la fin du Monde que la fin du capitalisme »

En réaction, on oppose à cette vision techniciste une troisième lecture de l'Anthropocène, portée par des catastrophistes ou des « collapsologues »³. Bien loin d'ouvrir à la possibilité d'un contrôle de la planète, l'Anthropocène désigne l'époque de notre perte. Notre histoire n'est plus faite de progrès et de continuité, mais de points de ruptures et d'effondrements. Si récit il y a, c'est alors celui de la catastrophe annoncée, comme l'indique le livre de P. Servigne et R. Stevens qui a connu un certain succès, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes* (2015). Et les auteurs d'énumérer l'arrêt de la croissance, l'avenir instable et non linéaire, la destruction des ressources... pour nous préparer à l'idée qu'une étincelle suffit désormais, à tout moment, pour que survienne l'anéantissement de notre société.

Nous avons donc deux Anthropocènes. D'une part, le récit héroïque où l'humanité pilote le climat, d'autre part, le récit dans lequel il nous faut effectuer au plus vite des stages de résilience pour apprendre à affronter la catastrophe qui vient. Curieusement, ces deux histoires *a priori* opposées convergent vers une même incapacité d'agir ou disons, d'agir de manière nouvelle. Elles ne réinventent pas l'avenir, elles s'inscrivent dans le prolongement de ce que nous faisons avant. Dans un cas comme dans l'autre, celui du « *There is no alternative* » de Margareth Thatcher (il n'y a pas le choix, il faut laisser faire le capitalisme) et celui de la restriction des possibles liée à l'effondrement prochain, rien ne change, ce n'est qu'une question d'adaptation !

Ce qui fait en effet le succès du « bon Anthropocène » et de la géo-ingénierie, c'est qu'on ne touche pas à la recette sciences-technologies-industries. Pour reprendre la formule de l'américain Frédéric Jameson, un spécialiste de l'utopie, « Il est plus facile d'imaginer la fin du Monde que la fin du capitalisme ». Et du côté de l'effondrement, la catastrophe étant certaine mais à une date indéterminée, l'attitude la plus rationnelle est de continuer comme avant.

Si nous renonçons à l'Anthropocène comme récit de notre maîtrise grandissante ou de notre effondrement collectif, que reste-t-il ? Ce qu'il me paraît important à retenir de cette notion, c'est la référence au global. Or, avec quoi peut-on mettre en lien ce global si ce n'est pas l'Anthropocène ? Eh bien, avec la multiplicité des situations locales. Sur ce point, l'antienne de l'écologie, l'articulation du global et du local, me paraît juste. Parce que revenir au local, c'est découvrir la diversité des situations dans lesquelles s'articulent des conditions contextuelles du social et de l'économie. C'est aussi découvrir, alors que la situation paraît fichue au plan

global, qu'il existe au niveau local quantité de possibles, de solutions, d'avancées. C'est enfin trouver ce qui donne sens à notre action et donc échapper à ce défaut des sociétés post-modernes, à savoir l'éclatement en une multitude de petits récits qui s'affrontent, avec le risque du relativisme – toutes les vérités se valent, seuls les rapports de force l'emportent. Car articuler le global et le local, ce n'est pas être dans un relativisme des préférences, mais être dans la relativité des situations. De ce point de vue, je crois qu'on peut envisager l'avenir d'une manière qui n'est sans doute pas d'un optimisme exagéré, mais qui n'est pas non plus sous l'empire de la catastrophe. □

3 - Spécialistes de l'effondrement de notre civilisation industrielle.

EN TOILE DE FOND

Pourquoi notre modèle d'agriculture est-il devenu mortel?



Par Olivier Assouly, professeur de philosophie, Institut français de la mode.

Olivier Assouly. Professeur de philosophie en lycée durant plusieurs années, il mène aujourd'hui ses activités d'enseignement à l'École Estienne, à Paris 1 ou encore à l'Institut Français de la mode, dont il dirige les activités de recherche. Ses travaux ont porté sur la question des normes religieuses alimentaires (« *Les Nourritures divines. Essai sur les interdits alimentaires* », Actes Sud, 2002), puis sur le retour de catégories religieuses au sein du goût et de l'alimentation modernes (« *Les Nourritures nostalgiques. Essai sur le mythe du terroir* », Actes Sud, 2004). Plus tard, il a montré que le capitalisme s'inscrit fondamentalement dans une politique massive de mobilisation et de captation du goût (« *Le capitalisme esthétique. Essai sur l'industrialisation du goût* », Le Cerf, 2008). Olivier Assouly a également dirigé deux publications collectives : « *Le luxe. Essais sur la fabrique de l'ostentation* » (IFM/Regard, 2011) et « *Goûts à vendre. Essais sur la captation esthétique* » (IFM/Regard, 2007). Il intervient régulièrement pour la Mission Agrobiosciences, et a déjà participé aux Controverses en 2012.

Mon propos porte sur la notion, largement véhiculée par les médias, de « crise » agricole alors même que les chances de revenir à un état normal à l'issue de cette dernière sont faibles, de même que, par analogie, les chances de revenir au plein-emploi sont infimes.

À partir de ce postulat, je formule une hypothèse : ce n'est pas la productivité agricole qui est à la peine, ce n'est pas même la faiblesse des prix qui est en cause mais autre chose que je vais tenter de vous dépeindre.

J'ajoute que traiter de la question de la crise, c'est aussi revenir au sens étymologique de ce terme, qui renvoie à la notion de jugement, de décision. C'est une notion ambivalente qui à la fois nous accable et nous donne à penser l'issue par la capacité à évaluer ce qui nous arrive.

Au-delà des problèmes techniques ou économiques, quel est donc le facteur perturbateur en matière d'agriculture?

En fait, ce passager clandestin, ce serait *nous*, les consommateurs, les mangeurs comme disent les sociologues de l'alimentation, les citoyens selon le point de vue des politiques... Autrement dit, quelque chose chez chacun d'entre nous semble afficher une défiance à l'égard du « monde agricole ». Cette défiance se manifeste au vu d'une série de symptômes : destruction des ressources, pollution, érosion génétique, désertification, normalisation du goût, mal-être des agriculteurs qui peut aller jusqu'au suicide etc.

Il y a là une dépréciation de l'activité agricole, une perte de valeurs qui va de pair avec une perte d'aura. On peut en indiquer quelques causes. La première, ce pourrait être la question du découplage de l'agriculture, mais pas au sens où on l'emploie pour évoquer le système des aides de la PAC.

Il ne s'agit pas de moraliser l'activité agricole

Qu'est-ce que j'entends par découplage alors? Dans le passé, l'activité liée à l'agriculture était associée à des pratiques rituelles - religieuses, magiques, sociales, politiques, morales - dont elle s'est en grande partie dissociée aujourd'hui. D'une certaine manière, le gage de l'efficacité d'une activité technique, à savoir le rendement, ou d'une activité utilitaire censée nourrir la planète ou générer du profit, passe par l'idée qu'elle doit s'autonomiser en s'émancipant de ces pratiques rituelles et en n'ayant plus à rendre des comptes au reste des activités sociales et politiques. Ce serait là la preuve de l'efficacité de l'activité agricole.

Sans entrer dans les détails, j'ai relevé chez Xénophon, un philosophe grec qui appartient à l'Antiquité, cette phrase qui connaîtra en France une mauvaise fortune sous l'Occupation : « *La terre qui n'use pas de prestige, mais avec simplicité, montre sans déguiser et sans mentir, ce dont elle est capable et ce dont elle n'est pas capable* ». Évidemment, cela évoque cette phrase malheureuse prononcée par Pétain, « *la terre ne ment pas* », lequel n'était sans doute pas le meilleur lecteur de Xénophon. Car ce dernier exprime en fait l'idée que la force et la sagacité de l'agriculteur résident dans sa capacité à observer, lire, interpréter ce que la terre peut donner et à savoir en prendre mesure. Ce travail constitue aux yeux de Xénophon à la fois une marque de tempérance et une marque d'intelligence de l'agriculteur. L'agriculteur « valeureux » est ainsi celui qui, par son travail, produit de la valeur morale et de la valeur sociale. De ce point de vue, le point cardinal de l'agriculture n'est pas le travail comme objet et comme résultat, mais comme activité, conférant à l'agriculture une fonction formatrice, pédagogique. D'où cette question, que je laisse ouverte au débat : aujourd'hui, l'agriculture réduite à une activité de production rend-elle encore compte d'une possibilité d'action formatrice au sens social et politique? Sert-elle encore à former des hommes et pas seulement à les nourrir au sens vital et organique? À l'inverse, les éleveurs qui élèvent des animaux avec des valeurs de compassion, de bienveillance, ne font-ils vraiment que produire de la viande?

Nous pourrions alors, ensemble, retourner les termes du débat. Il ne consisterait pas à mettre en œuvre une « agriculture responsable » ni à moraliser les pratiques agricoles, mais à se demander à quelles conditions on peut travailler la terre et élever des animaux en créant par là même de la responsabilité.



Un modèle agricole « anormal »

Parvenir à une agriculture apte à être un processus d'éducation des hommes, c'est aboutir à une agriculture normative. En quel sens? J'emprunte au livre du philosophe et médecin Georges Canguilhem, « le normal et le pathologique » (1966), deux définitions du normal: La première désigne la moyenne statistique, par exemple la taille moyenne des Français, ou le type d'agriculture choisi par un État, comme l'agriculture dite conventionnelle. Le deuxième sens, celui que j'évoque quand je parle de « normatif », associe une réalité physiologique ou organique et un milieu naturel ou modifié, à un idéal, donc à un système de valeurs et de normes. Par exemple, la notion de santé associe une vie et des valeurs telles que la longévité, la capacité à être actif, à se déplacer etc. Dans cet esprit, l'*anormal*, c'est celui qui n'est plus capable d'instaurer des normes de vie que réclament ses conditions d'existence.

Pour le sujet qui nous concerne, comment, aujourd'hui, notre modèle agricole va-t-il pouvoir ou pas instituer d'autres normes de vie et valeurs, ainsi que l'exige la situation dans laquelle il est? Dans ce cadre, la « maladie » d'un modèle ne désigne pas une absence de normes, mais une norme qui est rejetée par la vie sociale. Or, justement, la normativité sociale oppose actuellement un refus à un certain système agricole. L'agriculture telle qu'on la connaît répond évidemment à une forme de normativité, en parvenant avec plus ou moins de réussite à fournir des rations caloriques à une masse d'individus et à s'arrimer aux exigences du « marché ». Mais elle ne parvient pas à répondre à la normativité sociale, écologique, morale, pédagogique. Elle n'y parvient pas entre autres parce que la modernisation de l'agriculture a entraîné l'effacement du sujet, par la taylorisation du travail, la productivité, la robotisation, la calculabilité, la programmation, l'assignation de l'agriculteur à des protocoles technologiques, voire sa prolétarianisation au sens marxiste. À l'inverse, dans la phrase de Xénophon, l'élément central est bien le paysan. C'est lui qui a le regard suffisamment acéré pour savoir lire la terre.

Réintroduire le travail de l'homme

Quel remède pourrait se dessiner? Il émerge avec ce que j'appelle le « paradoxe minoritaire ». En même temps que des voies de contestation émergent, se mettent en place des initiatives au plan local: des formes d'agriculture solidaires, de la permaculture à l'agroécologie, en passant par les amap et autres expériences. Ces formes recourent à la jouissance gustative, des échanges plus justes, la terre objet d'une attention plus soutenue, un éleveur tissant des liens plus intimes avec ses bêtes, des liens de confiance entre les sujets etc. Au modèle de dissociation, se substitue un modèle de réassociation.

Certes, ces mouvements sont minoritaires, mais ils sont « normaux » au sens où l'entend Canguilhem: à travers l'agriculture, ces initiatives traduisent la faculté des hommes à instaurer des formes de vie plus adaptées aux enjeux et aux nécessités de l'époque. Ces formes minoritaires sont également « normatives », car si elles sont en général économiquement faibles, elles sont symboliquement puissantes.

Elles font pièce au caractère partiellement mortifère du modèle agricole « conventionnel ».

Pour conclure, deux remarques. J'ai évoqué à travers Xénophon la question du travail humain, le valeureux étant celui qui par son travail crée de la sagesse et de l'intelligence. Or cette question se pose aujourd'hui de manière compliquée pour tout agriculteur du fait de la mécanisation, qui rend accessoire le travail de l'homme. Il s'agirait dès lors de réintroduire du travail humain en forçant en quelque sorte son instauration au nom de valeurs sociales ou morales supérieures et impérieuses.

Deuxième point: certains industriels, notamment liés à la chimie et à la semence, portent leur attention de manière très aiguë sur des facteurs qui vont à l'encontre de la normativité sociale. Notamment en s'intéressant aux biotechnologies, liées aux brevets et aux droits de propriété intellectuelle et industrielle, ainsi qu'à l'accaparement des terres. C'est là mettre le vivant sous tutelle technique et économique, faire entrer des réalités organiques dans le giron de l'économie. C'est aussi court-circuiter le processus social de la discussion et de la démocratie, lequel repose sur le système des croyances. Car l'activité agricole repose en partie sur la confiance que nous adressons à ceux qui produisent. Or, comme toute confiance, celle-ci est aveugle. Elle est non contractuelle. Elle permet de s'abandonner, sans preuve, à quelqu'un, dans un rapport qui ne passe pas par de la certification. Dans ce cadre, ce que les alternatives proposent, c'est, à travers de nouvelles formes de vie, de reposer et renouveler la question de la confiance. □

ÉCHANGES AVEC LA SALLE

« Replacer l'homme
au centre?
Je me méfie
beaucoup de ce mot
d'ordre »

Sylvie Bonny (Inra) : Les trois exposés, dans leurs critiques, ont oublié quelque chose d'essentiel, c'est que l'agriculture est désormais très largement dominée par le poids de l'aval : la transformation, l'industrie alimentaire et, surtout, la grande distribution. Autrement dit, d'innombrables reproches adressés à l'agriculture, notamment au plan de la qualité nutritionnelle, devraient bien plutôt viser une industrie et une distribution devenues planétaires. Et je rappelle par ailleurs qu'en amont, le secteur agro-industriel, en particulier semences et chimie, sans cesse vilipendé, a bien moins de poids économique que le secteur aval.

Élodie Bonnemaison : Je représente une équipe d'entrepreneurs de Marciac, qui porte un projet recoupant une partie de vos propos. Nous cherchons à créer une légumerie-conserverie de fruits et légumes locaux, biologiques, à destination de la restauration collective et notamment pour les cantines scolaires du Gers. Je voulais apporter ce témoignage très pragmatique. Nous avons envie de créer nos emplois localement, d'avoir un projet qui ait du sens, d'un avenir pour nos enfants. Il y a moyen de mettre en œuvre ce que vous préconisez pour une foule de choses du quotidien. En revanche, depuis un an que nous travaillons à ce projet, nous avons identifié quatre freins majeurs. Le premier, qui nous concerne, réside dans le fait d'accepter un modèle économique qui ne crée pas de profit, mais des emplois ; le deuxième consiste à convaincre les banquiers de nous soutenir ; le troisième concerne les marchés publics, un système très contraint et axé sur le mieux-disant économique ; le quatrième concerne les volontés publiques : aujourd'hui, dans les cantines, 1,80 € sont dédiés à l'achat des denrées alimentaires. Ce n'est pas assez pour acheter du bio et du local. Heureusement, ici, les élus nous entendent et certaines banques bougent aussi.

Jean-Luc Dairien (Directeur général de l'Institut National de l'Origine et de la qualité - INAO) : D'abord, bravo à E. Bonnemaison pour son initiative et sa démarche qui méritent soutien. Mais comment fait-on pour la Seine-Saint-Denis ? Je n'ai pas la réponse. Simplement, ne confondons pas la légitimité d'une démarche dans un contexte donné, en l'occurrence le Gers, et la nécessité de trouver des solutions adaptées dans un contexte différent, par exemple l'Ile-de-France, 10 millions d'habitants à nourrir.

Ensuite, un commentaire : lorsque vous êtes dans une exploitation laitière standard, 50 vaches, dans le Jura, pour faire un fromage local comme le comté, on rémunère le lait quatre à cinq fois plus cher que celui produit par le même type d'exploitation, en Bretagne, pour faire un emmental standard sous plastique destiné à la grande distribution. Même chose pour les éleveurs de volaille, selon qu'ils sont en label rouge, en IGP ou voués à la grande exportation.

Est-ce que, dans les schémas qui sont envisagés, l'utilisation des signes de qualité n'apporterait pas une partie de la réponse, à une partie de l'agriculture, sur une partie des territoires ?

Régulation foncière

Michel Baylac (Agriculteur et vigneron) : J'ai bien aimé les trois interventions, en particulier celle de Olivier Assouly, car il met en exergue des valeurs du monde rural, et selon moi, elles ne sont pas fichues. Mais il ne faut pas forcément opposer les modèles. Parmi les jeunes qui sortent des écoles, certains vont en bio, d'autres en conventionnel, et ils sont capables de se respecter les uns les autres ; Il y a trente ans, cela aurait été beaucoup plus difficile.

En tant que président de la Safer Gascogne-Haut Languedoc, je voudrais revenir sur l'accapement foncier que vous avez évoqué. C'est un de mes combats au niveau européen avec Gérard Peltre. On a beaucoup parlé cet été du rachat par des Chinois de terres dans l'Indre⁴, mais il faut savoir qu'ils sont d'abord venus dans le Gers... et qu'ils n'y sont pas restés ! Car il y a eu une forte mobilisation des diverses organisations professionnelles agricoles, toutes tendances confondues qui, en comité technique Safer, ont retoqué ce projet de rachat. Ensuite, j'aimerais dire qu'on a bien travaillé, avec le Ministre, pour l'élaboration de la Loi d'avenir de l'agriculture. Il se trouve malgré tout que cette loi est imparfaite, S. Le Foll le sait, car ce qu'il s'est passé dans l'Indre, par le biais des parts de société, est une faille que la loi Sapin 2⁵ doit supprimer. Là, le rôle des politiques est essentiel. Si on dispose des dispositifs législatifs nécessaires, on fera de la régulation foncière. Nous devons militer auprès des gouvernants, quel que soit leur bord. Nous le faisons au plan européen avec l'Association européenne des institutions d'aménagement rural que je préside. Il ne faut pas baisser la garde. Car l'avenir de nos sociétés passe aussi, qu'on le veuille ou non, par une part de propriété pour l'agriculteur. Celui-ci ne pourra pas forcément posséder tout son outil de travail, mais cela scelle notre société et permet de préserver le bien commun. L'atomisation de la propriété a été la ruine de l'agriculture

4 - En 2015, la branche investissement d'un groupe chinois a racheté 1700 hectares de terres agricoles, auprès de trois exploitants de l'Indre. Le montage de l'opération a permis de ne pas en référer à la SAFER : les trois exploitations ont en effet été transformées en sociétés agricoles (SCA), dont 98% ont été acquises par le groupe Chinois. Pourquoi 98% ? Parce que seul le seuil des 100% oblige à passer par la SAFER.

5 - La Loi Sapin 2 désigne le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique et la proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour l'orientation et la protection des lanceurs d'alerte.



des pays de l'Est, avec des accaparements par des structures telles que celle portée par l'homme d'affaires Charles Beigbeder, qui loue des dizaines de milliers d'ha en Ukraine. Nous, en Midi-Pyrénées, on a mis en place du portage financier pour aider les agriculteurs à accéder à des terres, avec la région, le Crédit agricole, les JA et la Safer.

La biomasse, le solaire et le minier

Jean-Christophe Debar (Fondation Farm) : Une question pour Benoît Daviron. Tu as bien décrit le passage de l'économie solaire à l'économie minière, mais, pour l'avenir, entrevois-tu un retour à une économie solaire fondée sur la biomasse ? Tu as très brièvement évoqué le fait que les nouvelles utilisations non alimentaires s'inscrivent en fait toujours dans une logique minière. J'avoue que je n'ai pas bien compris l'exemple que tu as pris, en évoquant l'industrie chimique qui investit dans ces nouveaux débouchés. Certes, c'est le cas. Pour autant, ne s'agit-il pas là, de sa part, de l'embryon d'un changement réel de logique ?

Philippe Monget (Inra) : Un commentaire sur le débat biomasse/énergies fossiles. Il me semble que notre monde évolue beaucoup et que la tentation de continuer à exploiter des énergies fossiles est encore grande, comme on le voit avec les gaz ou les huiles de schiste en Amérique du Nord, ou la découverte de gisements de gaz en Méditerranée qui va rendre certains pays indépendants par rapport au gaz russe. À l'inverse, il y a un laboratoire vivant du passage du global au local c'est la ville de Détroit (Michigan), qui renaît ainsi de ses ruines, en partie par l'agriculture urbaine.

Dominique Michenot (Agriculteur à la retraite) : Une remarque concernant l'intervention de Benoît Daviron. En agriculture, on utilise une partie de l'économie minière, certes, mais de l'autre côté, on stocke du carbone. Sans oublier qu'on utilise de la biomasse non seulement pour produire, mais pour développer l'exploitation. Cet usage de la biomasse a toujours existé mais c'est souvent masqué, fragilisé par le système des aides orientées vers l'économie minière... Je ne crois pas que l'avenir sera fait de l'une ou l'autre exclusivement, mais de l'une un peu plus que de l'autre.

D'autre part, concernant le propos de O. Assouly, sur les ruptures de la normalité de l'activité agricole, j'ai toujours vu l'agriculture produire notre alimentation mais aussi du paysage. Pour moi, la rupture est là. L'agriculteur produit très rarement de l'alimentation, sauf dans le cas d'une amap ou dans le secteur viti-vinicole. La part de la production agricole est très faible dans notre alimentation, faite principalement de produits transformés. Même chose avec les paysages, qui dans certaines régions, ne sont plus façonnés par l'agriculture. Voilà pour moi ce qu'est la rupture.

L'homme, la morale et le capital

Gilles Allaire (Inra) : Je voudrais revenir sur un point qui m'a beaucoup intéressé, dans les propos d'Olivier Assouly, à savoir l'idée de produire en créant de la responsabilité. Une remarque que vous avez faite concernant la dimension

morale de l'agriculture : celle-ci ne consiste pas seulement à nourrir, mais à maintenir aussi la fertilité. J'appelle cela la compétence fondamentale de l'agriculture. Le problème, dans le système actuel, c'est que cette compétence ne relève plus seulement des agriculteurs, mais aussi de la science, des techniciens, de l'Inra. Aussi, quand vous dites qu'il faut, par l'activité agricole, produire de la responsabilité, comment peut-on faire dès lors que la compétence est distribuée entre plusieurs types d'acteurs ?

Agnès Gosselin (Chrétiens en monde rural) : Merci O. Assouly pour ces propos qui me vont droit au cœur. Quand remet-on, en effet, l'homme au milieu de nos analyses et nos systèmes de production ? Nous avons détruit le système agricole depuis les politiques menées à partir de 1960. J'étais à l'agro de Rennes et j'ai été formée par des agriculteurs de Bretagne, du Calvados, de la Marne, du Lot-et-Garonne qui savaient non seulement transmettre leur métier, leur amour de la terre, mais qui, par leurs observations, savaient aussi transmettre à la stagiaire que j'étais, tempérance, sagesse, intelligence.

De nos jours, six cents agriculteurs se suicident chaque année. Il y a de l'accaparement des terres un peu partout. Je vis dans la troisième couronne urbaine de Paris où l'agriculture rétrécit comme peau de chagrin. Il nous faut absolument changer de système. Je ne sais pas si en deux jours, nous allons trouver des solutions, mais merci encore pour ces interventions introductives.

Claude Domenget (Consultant, ancien agriculteur) : J'ai beaucoup aimé la dernière intervention qui renvoie l'agriculteur à sa responsabilité de formateur et à la question de la confiance dans l'homme. Mais notre société vit dans la confiance dans les marchés et celle-ci vient impacter l'agriculture et bien d'autres choses. Comment réguler de nouveau les marchés ?

Éliane Crepel (Groupe local de réflexion) : Je suis en train de me reconverter, d'infirmière en fermière, probablement via une formation en permaculture. J'ai bien aimé vos trois interventions qui me nourrissent. Catherine Larrère, à vous écouter, il m'est venu une réflexion : quand l'hypercapitalisme avance, il semble tout-puissant, rien ne peut l'arrêter. Cela me fait penser à un superbe paquebot qui s'appelait le Titanic... Donc on ne sait jamais ce que réserve l'avenir. Et puis, merci Monsieur Assouly, pour avoir nommé des valeurs autres, la production de richesses, de liens, etc.

Les réponses des intervenants

Benoît Daviron : Que la ressource fossile soit encore tentante, oui, et tant qu'il en restera, elle sera exploitée. Malheureusement, il en reste beaucoup. Je dis « malheureusement » parce que sa transformation génère des déchets, lesquels sont autant de matières, de ressources que le domaine public a du mal à gérer.

Sur le retour à la biomasse, il est clair qu'il n'y a pas de possibilité à un retour à cet usage et cette logique avec les niveaux de consommation actuels de matières et d'énergie. C'est un fantasme. Au siècle dernier, la consommation de biomasse par habitant a plutôt diminué à l'échelle de la planète. Malgré ce fait, il y a eu déforestation, perte de biodiversité etc. Aussi, substituer l'ensemble du pétrole, du charbon et des minerais par de la biomasse entraînerait une destruction radicale du vivant.

La seule perspective réaliste consiste à introduire une forme d'économie solaire, qui est la seule façon de ne plus considérer la terre comme un système fermé, ce qui implique qu'il y a forcément dégradation de la situation, en particulier par les déchets, que ce soit du CO₂ ou du nucléaire. Mais aujourd'hui, peut-on raisonnablement penser qu'on va rem-

placer la totalité du charbon et du pétrole par des panneaux solaires? J'ai du mal à y croire. D'autant qu'il y a aussi des déchets de ce côté-là.

Dernier point, sur le renouveau de l'intérêt pour la biomasse. Soulignons qu'en France, cet intérêt est arrivé par les biocarburants... Dans la logique minière, on ne fait pas mieux! Ce qui m'inquiète, c'est que la perspective dominante consiste à considérer que nous avons une nouvelle mine d'or. Le cœur de la bioéconomie consiste à savoir comment on va faire de l'argent avec la biomasse. Je serais plus rassuré si, dans ces débats, on prenait réellement en compte un certain nombre de contraintes radicales. Notamment celle de boucler certains cycles, de manière à ce que les ressources ne deviennent pas des déchets. Ce qui implique plus le local que le global.

Catherine Larrère: Je voudrais réagir à deux remarques qui sont liées, celle sur le capitalisme et celle d'Agnès Gosselin qui préconise de remettre l'homme au centre de nos analyses.

Ce qui fait la force du capitalisme, c'est sa grande plasticité. Aussi, s'il faut rompre avec quelque chose, c'est avec l'idée que l'on peut attaquer un quartier général et transformer radicalement les choses. Si l'on parle de transition, c'est bien pour désigner l'idée d'un changement désiré, mais graduel, à différents niveaux et de différentes manières. Pour reprendre le terme d'Olivier, les tentatives locales sont effectivement minoritaires mais importantes car elles agissent là où ça fait mal. Il s'agit donc plutôt de multiplier les transformations locales et c'est dans ce sens que j'inscris cette idée de remettre l'homme au centre. Reste qu'on peut entendre dans cette assertion une très grande arrogance: il s'agirait alors de remettre l'homme au centre de la Création. Ce que nous apprennent les problèmes environnementaux et l'histoire du climat, c'est que la Terre s'en sortira, même sans nous! Donc il ne s'agit pas de placer l'homme tout en haut, il s'agit de le diffuser partout et de redonner sens à la multiplicité des actions humaines.

Olivier Assouly: Je me méfie aussi beaucoup de ce mot d'ordre, remettre l'homme au centre, car au regard de ce que j'ai dit sur la notion de responsabilité, ce « slogan » reste abstrait et très prescripteur. Ce serait une sorte de recommandation morale: l'homme doit être central. Or, dans le scénario que j'ai tenté de vous faire partager, il ne s'agit pas de définir un certain nombre de valeurs sociales, morales, écologiques etc., qu'on irait plaquer sur des schémas de production, mais de définir quelle activité génère ces formes de vie normative.

Quant au capitalisme, il est loin d'éliminer la place centrale de l'homme, ne serait-ce qu'à travers le projet de domination de la nature.

Il a été question aussi du marché dans ce débat. Ce dernier en permanence réclame de l'adaptation de la part des individus, par exemple à travers de nouvelles organisations du travail. D'un autre point de vue, les formes minoritaires, souvent locales, expriment un certain refus du marché, refus de s'adapter, également. Autrement dit, le schéma de l'adaptation semble fonctionner de manière univoque, dans le sens du marché, et rarement dans le sens de la société. □

TÉMOIGNAGE DES GROUPES DE RÉFLEXION

Podemos: un mouvement en rupture?



Par Tomas Garcia Azcarate, expert en Politique Agricole Commune, chercheur senior au Conseil supérieur de la recherche scientifique (CSIC, Espagne).

J'aimerais vous présenter rapidement ce qu'a généré Podemos en Espagne, car avec 71 députés et 5,2 millions de voix, ce mouvement est désormais devenu réalité et bouleverse le panorama politique.

Ce parti est l'héritier du mouvement des Indignés, qui a commencé le 15 mai 2011. Un surgissement qui a été favorisé par l'absence de pensée au sein du PSE, ainsi que par l'indigence de la droite et de l'Église.

Reste que Podemos est constitué d'un conglomérat bizarre, d'anciens et de nouveaux indignés, de radicaux historiques, d'écologistes, d'acteurs de mouvements sociaux, d'héritiers de l'anarcho-syndicalisme agricole andalou, de déçus du PSE, de régionalistes et nationalistes progressistes etc. Si ce magma fonctionne néanmoins, c'est pour l'instant mû par un défi: résoudre la difficile équation entre un parti de militants radicaux et un électorat beaucoup plus modéré. Pour cela, les dirigeants de Podemos, souvent des professeurs de sciences politiques, ont adopté l'approche très intelligente des Verts allemands, eux-mêmes pris dans un conflit entre frange dure et adeptes du réalisme: les décisions ne se prennent plus via un vote en assemblée générale, mais par voie électronique auprès d'une base élargie, 150 000 à 200 000 personnes, ce qui régule les positions.

Quant à l'électorat de Podemos, il est plus jeune que la moyenne des votants, plus urbain, plus formés, plus critique vis-à-vis de la vie politique et, pour cette raison, plus difficile à mobiliser lors des élections. Vous vous en doutez, il y a là un profond décalage avec la population rurale vieillissante et encline au conservatisme, à l'exception d'acteurs de modèles alternatifs.

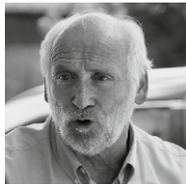
Dans ces conditions, Podemos a été le seul parti espagnol à avoir organisé, lors de la campagne des législatives, deux journées de réflexion sur les circuits courts, l'accaparement des terres et le développement rural. De fait, ses idées ont mûri. Ainsi, alors que ce parti ne jurait au départ que par les petites coopératives, il a pris conscience que des structures de plus grande importance sont nécessaires pour faire face à certains marchés.

Enfin, notons que dans ce parti structuré en cercles, où les technologies numériques et les réseaux sociaux jouent un rôle important, d'autres structures se mettent progressivement en place autour des élus municipaux et régionaux pour proposer des projets de lois. De l'imagination alternative au texte législatif, il y a là un chemin, un apprentissage que fait cette nouvelle classe politique. Son leitmotiv: passer d'une guerre éclair à une guerre de tranchées. Autrement dit, transformer un mouvement contestataire en un parti à même de gouverner, tout en gardant la spontanéité et la vigueur initiales. Comment construire l'utopie réaliste? C'est là une réelle difficulté que rencontre ce mouvement, lequel a néanmoins une immense qualité: ses dirigeants réfléchissent, débattent et évoluent. □



TÉMOIGNAGE DES GROUPES DE RÉFLEXION

Ruralité: rompre avec les *a priori*



Par Gérard Peltre, président du Mouvement Européen de la Ruralité (MER) et de l'association Ruralité environnement et développement.

J'ai parfois l'impression que certains territoires ruraux ont oublié ce qu'ont fait les « anciens », dans les années 1950 et 60, lesquels ont libéré le « pouvoir agir » en apportant la connaissance au plus près du terrain, de manière à trouver des solutions innovantes à l'ensemble des difficultés existantes. Dans les années 1980, avec le développement local et le concept de microrégionalisation, c'est ce que nous avons essayé de perpétuer avec Paul Houée (prêtre et sociologue Inra, maire de Saint-Gilles-du-Mené).

Rappelons que la ruralité existe

Pour retrouver une capacité d'agir, il convient d'abord de ne pas rester cantonné chez soi ou dans sa caste. La diversité des acteurs et des situations locales est encore ce qu'il y a de mieux pour interagir, se projeter, réfléchir à des possibilités et les concrétiser, avec un cap commun. C'est ce rôle – fixer un cap – sur lequel les politiques ont toutefois fait l'impasse depuis plusieurs décennies.

Pour avancer, il faut rompre par ailleurs avec un certain nombre de préjugés. En premier lieu, rappelons que la ruralité existe, contrairement à ce qu'on dit ici et là, en parlant de « campagnes » ou de « zones agricoles et naturelles ». Non seulement elle existe, mais elle est autre chose que du patrimoine, du récréatif, des statistiques et des densités. Elle désigne une diversité de territoires qu'il faut cesser d'opposer les uns aux autres, la montagne et la plaine, le littoral et l'arrière-pays... Elle recouvre aussi des terres d'entrepreneurs, qu'ils soient artisans, commerçants, agriculteurs sans oublier les nouveaux habitants porteurs de projets, dès lors il y a le très haut débit et que la cohésion sociale est au rendez-vous.

Autre préjugé: les territoires ruraux ne pourraient pas vivre sans l'énergie des pôles urbains... C'est nier leur réelle capacité à inventer un futur qui leur est propre, dès l'instant où ils savent s'organiser. Cela dit, il n'est pas inutile de développer des partenariats intelligents et non condescendants avec les pôles urbains. Mais c'est aux ruraux eux-mêmes de prendre l'initiative, de manière décomplexée. Car ils pallient les problèmes, partagent, entreprennent de manière tellement naturelle qu'ils en oublient d'en prendre conscience et qu'ils se laissent emporter par des votes de désespérance. Ce qui leur manque, souvent? Une reconnaissance, au regard de leur utilité sociale.

Aujourd'hui, sur qui s'appuyer pour agir? Sur l'Europe. Car c'est de là que des orientations politiques sont mobilisées. L'Europe ne produit pas que des règlements, elle inspire des dynamiques. Mais pour agir avec elle, il

faut comprendre son agenda. Ainsi, c'est en ce moment que la Commission européenne ouvre le chantier de l'après 2020. Cette action prospective est déjà en train de produire des effets sur les révisions à mi-parcours des politiques publiques. Si on ne lui propose pas aujourd'hui des solutions, elles ne seront pas reprises ultérieurement. D'autant que jusqu'à maintenant, les différentes instances de l'UE ne fonctionnaient pas forcément en phase. Ainsi, le Comité des Régions et le Comité économique et social européen ont longtemps émis des avis en décalage avec le calendrier de la Commission. Aussi le Mouvement européen de la ruralité a-t-il travaillé avec ces deux instances pour réarticuler les programmes de travail, mais aussi interpellé la Commission pour la rédaction d'un livre blanc de la ruralité et d'un agenda rural européen. □

LA RESTITUTION DES CERCLES D'ÉCHANGES

Rompre avec le monde qui a dépossédé les créateurs de leurs richesses

Chaque année, le rituel est immuable, contribuant grandement à la convivialité de l'ambiance et à l'expression de tous les participants ; À l'ombre des platanes, huit cercles de chaises se remplissent peu à peu, malgré la torpeur du début d'après-midi. Passés les premiers tâtonnements, les quelque 200 inscrits et invités se plient volontiers à ce temps de conversation dont sont bannis les effets de tribune, les postures et les clivages entre « sachants » et « ignorants ». Ce jour-là, sous la houlette des animateurs, les cercles d'échanges invitaient donc à croiser les regards et recueillir en premier lieu les réflexions de chaque participant suscitées par le titre même des Controverses. Quitte, d'ailleurs, à porter la critique sur la pertinence ou non d'opérer certaines ruptures au plan individuel ou collectif, que ce soit dans les pratiques, les systèmes, ou les mentalités. Et, si la nécessité de rompre est validée collectivement, à quelles échelles spatiales serait-elle possible et salutaire et avec quels types d'acteurs ?

Rupture, un mot qui sonne dur

À l'heure de la restitution de ces cercles en plénière, quels furent les points saillants de ces réflexions ? Premier d'entre eux, l'ambivalence des ressentis autour de la notion de rupture. Car le mot en effraie certains, pour lesquels il évoque la peur du vide, voire l'accident fatal, telle une rupture d'anévrisme. Du coup, pourquoi ne pas avoir plutôt choisi de parler de transition, d'alternative, voire de liens à recréer, demandent notamment les étudiants et jeunes diplômés, avant de se raviser : « *Énoncer la rupture, c'est quand même s'autoriser à penser différemment les acquis* », signale ainsi Adrien Le Lay⁶. D'autres vont droit au but : « *Le mot de rupture fait bouger* », « *Il enclenche une dynamique* », « *Il faut cette brutalité pour mobiliser* », entend-on ici et là, sans masquer pour autant les difficultés. Car cette rupture-là qu'il convient aujourd'hui de mettre en œuvre ne passe pas seulement par de nouvelles connaissances à intégrer, mais par un déplacement, un changement de posture. Autre pierre d'achoppement : le sentiment que le « point de rupture » étant affaire personnelle, il relève d'un curseur intime, qui ne coïncide pas forcément avec un mouvement d'ensemble. Sur ce point d'ailleurs, la difficile articulation entre les ruptures effectuées par un individu d'une part, un collectif d'autre part

a été souvent pointée. « *Individuellement, il est possible de mettre en œuvre la rupture. En revanche, à l'échelle du nous, ça coince. D'où un isolement, faute d'interlocuteurs* ». Un agriculteur bio pondère : « *Nous sommes minoritaires, mais pas si isolés qu'on pourrait le croire, grâce à internet et aux réseaux sociaux. Par ces moyens, nous arrivons toujours à trouver des personnes qui pensent comme nous* ».

Et puis, cette solitude relative n'est-elle pas une question de génération, s'interroge-t-on dans un autre cercle, car les jeunes, eux, savent mutualiser. Avant que quelqu'un d'autre ne rajoute : « *Oui, ils savent partager... leur pauvreté* ».

Révolution culturelle

Mais approfondissons. Sommes-nous d'accord sur les phénomènes avec lesquels il faut rompre ? Les premières réponses fusent, comme trop longtemps retenues : « *Le pognon!* », « *Les gros sous* », « *Un système absurde* », « *les modèles* »... Passée la salve initiale, les avis s'affinent. « *Il y a des dogmes à casser, comme l'idée d'un syndicat unique et représentatif de l'ensemble de la profession* », avance-t-on dans un cercle. « *Il nous faut rompre avec le productivisme en remettant les hommes au centre. Notamment le rôle social, symbolique et moral de l'agriculteur qui a été enfoui* », précise-t-on ailleurs. Pour Omar Bessaoud, « *Notre problème aujourd'hui, c'est de savoir comment rompre avec le monde qui a dépossédé les créateurs de leurs richesses* ». Pour un autre, spécialiste de l'agriculture, « *Peut-être faudrait-il rompre avec notre rapport à la propriété. On pourrait imaginer passer de celle-ci à la notion d'usage* ». « *Il faudrait rompre avec des représentations* », ose-t-on plus loin, « *avec une manière de penser trop manichéenne et dogmatique* ». Et de poursuivre : c'est notre façon d'apprécier ce qui est bien et ce qui est mal qu'il nous faut revoir, le petit forcément vertueux et le gros obligatoirement malfaisant, l'ancien idéalisé et le nouveau diabolisé... Dans ce même cercle, au-delà de la question des critères à trouver pour mieux apprécier les situations, le constat semble partagé : « *Il nous faut hybrider tous les modèles, remettre de la complexité par l'analyse, par le débat et par le temps long* ». Dans ce même ordre d'esprit, d'autres formulent la nécessité d'une « *révolution culturelle* » embrassant les oppositions entre générations et à même, entre autres, de se réapproprier les outils coopératifs et de réoccuper les territoires.

Autant de réflexions qui répondent en creux à la dernière question qui était soumise aux participants : quels acteurs doivent initier la rupture ? Pour bon nombre des agriculteurs présents, pas de problème, « *Nous, on a toujours fait des ruptures, de bonnes comme de mauvaises, notamment quand on s'est lancé dans l'industrialisation* ». Reste que la tendance est forte à renvoyer la responsabilité de la rupture au consommateur, via ses actes d'achat et ses pratiques alimentaires. Quant à imaginer une société tout entière portant l'estocade aux modèles dominants, personne ne rêve, l'objectif est inatteignable. Et de se tourner au final vers les politiques, à leurs leviers existants et à leur manque de volonté. □

6 - Lire l'article : Un cercle « Jeunes générations », p.17.



UN CERCLE « JEUNES GÉNÉRATIONS »

Nous, jeunes, dotés d'une faible expérience, avons-nous le droit d'envisager une rupture?

Parce qu'il aurait été étrange de traiter d'un avenir à réinventer sans la parole des jeunes générations, l'effort de cette 22^e édition a été porté en direction de ce public, souvent absent des Controverses, via l'invitation ciblée d'étudiants et de fraîchement diplômés. Une quinzaine d'entre eux ayant répondu présents, un cercle d'échanges spécifique les a réunis, animé par le réalisateur Jean-Hugues Berrou (AgroParistech) et restitué par Adrien Le Lay, sorti de l'École nationale supérieure agronomique de Toulouse en 2015 et, depuis, conseiller à la Chambre d'agriculture du Gers.

Première réaction de ces participants âgés de 20 à 30 ans : « *Nous sommes tous dans le champ de l'agronomie et de l'agriculture, du syndicalisme à l'enseignement, en passant par la recherche ou les projets coopératifs. Tous également de milieux assez aisés. Bref, nous ne représentons pas "la jeunesse", mais un cercle de jeunes diplômés blancs...* ».

Voilà pour la mise au point. Quant au contenu des échanges, il diffère sensiblement de celui produit par les autres cercles. À commencer par cette question qui a surpris les aînés, passés entre autres par mai 68 : « *Nous, jeunes, dotés d'une faible expérience, avons-nous le droit d'envisager une rupture?* »

Au cœur des sujets abordés ensuite, l'enseignement supérieur. Avec, d'un côté, des avis très critiques, jugeant cet enseignement trop théorique et technocentré, peu interactif, manquant de recul et sacrifiant les sciences humaines et sociales au profit du management. De l'autre, ceux qui se disaient pleinement satisfaits de leur formation en école d'ingénieurs agro, laquelle leur a apporté une ouverture d'esprit et les a invités à une réflexion personnelle, au regard notamment de l'évolution du monde agricole. Bref, une sacrée divergence de vues. En revanche, tous se sont accordés pour regretter l'aspect trop abstrait du tronc commun des premières années, du coup jugé vide de sens. Un sens qu'ils trouvent enfin en dernière année, avec la spécialisation et, peut-être, une plus grande maturité.

Dernière distinction notable, autour de la question portant sur les acteurs qui doivent opérer les ruptures nécessaires, les jeunes se sont interrogés sur le rôle des nouveaux mouvements tels que les Indignés, Podemos, ou Nuit debout : ces mobilisations ont-elles un sens ? Est-ce là une nouvelle forme de politique plus constructive qui émerge ? Une question restée en suspens. □

DISPUTE

« L'agriculture française pour nourrir le Monde : rompre avec une fable? »



Une dispute entre Ève Fouilleux, politologue, directrice de recherche CNRS, chercheuse associée au Cirad, et Jean-Christophe Debar, directeur de la fondation Farm, Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde.

« Nourrir la planète », cet impératif sonne comme une incantation depuis plus de 10 ans et plus encore depuis 2008 avec la crise des prix agricoles sur les marchés mondiaux et les émeutes de la faim. Au fil de ces années, les alertes de la FAO et de bien d'autres sont allées crescendo sur la nécessité d'augmenter la production agricole mondiale afin de nourrir les 9 milliards d'hommes, voire plus, attendus à l'horizon 2050. Un argument légitimant le concours de la France dans cette grande bataille contre la faim à l'échelle planétaire, se traduisant par un seul et même mot d'ordre : « produire plus, pour exporter plus ».

Produire plus, certes, mais pas n'importe comment. Car il s'agit désormais de produire plus et mieux : vous aurez reconnu le fameux projet agro-écologique porté par Stéphane le Foll. Pas si simple toutefois, car il n'aura échappé à personne que les incitations à produire plus se soldent trop souvent par du surendettement, l'effondrement des prix, des exploitations sous perfusion financière et que, malgré la volonté politique, l'utilisation des produits phytosanitaires ne fait qu'augmenter...

Pas étonnant dès lors que de plus en plus de voix s'élèvent contre cette injonction productiviste.

D'ailleurs, les exemples se multiplient de producteurs s'affichant en rupture et plaidant pour un « produire moins, pour gagner plus ». L'autonomie devenue leur maître-mot, leurs préoccupations s'avèrent bien éloignées de la vocation exportatrice pour nourrir le Monde.

Une posture renforcée par l'avis de certains experts qui rappellent que l'on produit déjà suffisamment, à l'échelle de la planète, et que le problème de la faim reste celui de l'accès à l'alimentation. Donc de l'éradication de la pauvreté.

Une dispute animée par Sylvie Berthier (Mission Agrobiosciences-Inra).

Ève, vous avez écrit que la promotion d'une vocation exportatrice agricole de la France n'a pas grand-chose à voir avec l'émphatique idée de « nourrir le Monde ». Alors, est-ce le rôle de la France de nourrir le Monde? Ou bien est-ce une fable et écrite par qui? On peut quand même rappeler que les producteurs de porcs qui broyaient du noir retrouvent quelques couleurs depuis qu'ils exportent vers la Chine...

Ève Fouilleux : Cette idée selon laquelle le Monde aurait faim et qu'il faudrait donc produire plus pour le nourrir, on l'entend souvent, notamment dans la bouche des présidents de la République successifs, que ce soit Nicolas Sarkozy ou François Hollande. On l'a même entendu ici l'an passé, dans l'enceinte des Controverses de Marciac, dans la bouche du représentant de la FNSEA... Bref, on l'entend un peu partout et pléthore d'ouvrages défendent cette idée.

Cet appel à produire plus pour nourrir le Monde me pose un certain nombre de problèmes. D'une part, parce que le constat est posé au niveau global comme si le problème était à la fois géographiquement et politiquement mondial. Cela est déjà problématique, car ce n'est pas à cette

échelle-là que se posent ni se règlent les problèmes réels. Ce qui se passe bien souvent est en fait que des acteurs, aux intérêts bien précis, utilisent l'idée morale de « nourrir le Monde » comme un moyen de redorer leur blason et d'éviter de poser les questions qui leur posent problème, notamment sur les effets sociaux, sanitaires et environnementaux des modes de production. C'est une façon en réalité d'évacuer le problème.

Mais restons néanmoins un instant à ce niveau global. Il faut être conscient que l'on produit déjà beaucoup trop et depuis très longtemps au niveau global. En gros, depuis une soixantaine d'années, l'indice de la production globale mondiale agricole ne cesse de croître. Depuis 1981, le seuil de 2500 kcal par jour et par personne a été dépassé - 2500 kcal/j/personne, c'est la norme établie par l'OMS en termes de besoins caloriques quotidiens pour un individu qui travaille. Et la production globale de nourriture n'a cessé de croître depuis cette date, c'est-à-dire depuis 35 ans. Actuellement, la disponibilité alimentaire globale dans le Monde, autrement dit la quantité de nourriture produite,



avoisine plutôt les 3 000 kcal/j/personne ; et cela sans compter les quantités faramineuses de produits agricoles allant à l'alimentation animale, aux agrocarburants ou bien étant gaspillées ! Donc le Monde en tant que Monde n'a pas faim. On produit bien plus que nécessaire, on ne produit que trop, avec les conséquences environnementales que l'on sait.

Une série de mensonges et d'omissions

Pour autant évidemment, ce n'est pas le fait de produire beaucoup trop qui donne à manger à tous. Des millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. D'un côté, les derniers chiffres de la FAO affichent 795 millions de gens en état de sous-alimentation chronique. De l'autre, on a 2 milliards d'adultes en surpoids et 600 millions d'obèses, du fait du modèle agricole que l'on a évoqué ce matin⁷. Les situations locales varient fortement d'un pays ou d'une région à l'autre et entre les différents groupes sociaux. C'est là qu'est le véritable enjeu.

En fait, il faut le dire et le répéter, l'insécurité alimentaire est très rarement un problème de disponibilité alimentaire, de quantités produites, mais beaucoup plus un problème lié à la pauvreté, donc à l'incapacité d'acheter sa nourriture ou d'accéder à la terre pour les petits paysans et les ouvriers agricoles. Enfin, dans un certain nombre de régions, c'est à cause des conflits ou des guerres que les gens ont faim.

Je pense qu'il faut donc d'abord arrêter d'agiter la faim dans le Monde comme prétexte pour produire plus. Cette injonction qui semble logique en premier lieu s'appuie en réalité sur une série de mensonges et d'omissions. C'était mon premier point.

Ensuite, est-ce que la France nourrit le Monde ? Quand on regarde les chiffres, et en particulier ceux des exportations françaises, on se rend très bien compte que ce n'est pas le cas. En gros, qu'exporte-t-on ? Principalement des céréales sur le marché de l'Union européenne. Vers le reste du Monde, nous exportons également un peu de céréales dans les pays du Maghreb, mais aussi du vin, des produits de luxe, un peu de fromage... Personnellement, je n'ai rien contre les gens qui veulent exporter. Se positionner sur les marchés internationaux, pourquoi pas ? Ce qui me pose problème, c'est lorsque des représentants de la FNSEA ou de l'élite professionnelle brandissent cette idée de l'exportation pour nourrir le Monde et de la compétitivité sur les marchés internationaux comme une orientation centrale pour les politiques publiques agricoles, comme c'est le cas depuis des années autour de l'idée de « vocation exportatrice de la France ». Cette vocation n'en est absolument pas une, mais bien une construction politique qui répond aux intérêts de quelques-uns et non pas de l'intérêt général. Il est temps de sortir de ce cadrage exportateur, imposé par une petite minorité au sein du secteur au détriment du plus grand nombre. D'ailleurs ce mythe de la vocation exportatrice de la France pose aussi la question de la représentation professionnelle agricole actuelle et des graves conflits d'intérêts par lesquels elle est traversée. Une situation parfaitement symbolisée par le fait que l'actuel président de la FNSEA est également PDG du groupe Avril, l'un des principaux acteurs mondiaux dans le domaine des matières grasses. Ainsi *via* Avril, Xavier Beulin fait son business en vendant aux agriculteurs français leur

alimentation du bétail, et en même temps les concurrence directement en allant investir par exemple en Afrique, où il ouvre des plantations de palmiers à huile. Comment décemment peut-il représenter les intérêts des agriculteurs français tout en étant à la fois leur concurrent et leur fournisseur ?

Jean-Christophe Debar, vous n'êtes pas d'accord avec Ève... Que lui répondez-vous ? La France a-t-elle vraiment vocation à produire et à exporter pour nourrir le Monde ?

Jean-Christophe Debar : Avant d'en arriver là, un certain nombre de choses me semblent erronées dans l'argumentation d'Ève.

Ce qu'elle dénonce, à juste titre, c'est la mythologie de la production. Sur ce point-là, nous sommes d'accord. Il est absolument vrai que la sécurité alimentaire ne se résume pas à produire plus. L'accès à l'alimentation, donc le pouvoir d'achat, reste le premier facteur. Mais une fois que l'on a dit ça, il faut également disposer de davantage de disponibilités, de volumes... Je pense qu'il faut donc sérier les choses. Ce n'est pas parce qu'il existe une mythologie que certains des éléments de cette mythologie sont faux.

Ainsi, selon moi, il faut bel et bien augmenter la production agricole. Car quand même, historiquement, le pourcentage de personnes qui sont sorties de la faim a assez fortement diminué depuis près de 25 ans. Est-ce uniquement lié à l'augmentation du pouvoir d'achat ? Probablement pas. C'est dû aussi à l'accroissement de la production, laquelle reste importante pour régler les problèmes de sécurité alimentaire, certains disent souveraineté alimentaire. L'argumentation selon laquelle on produit suffisamment au niveau global pour alimenter la planète ne tient pas, sachant qu'il n'existe pas de gouvernement mondial capable de répartir la production selon les besoins.

En Afrique, il faudrait presque tripler la production

Deuxième point : il faut produire plus parce que dans les pays du Sud, en Afrique en tout cas, l'agriculture représente à peu près 50% de l'emploi et que pour augmenter leurs revenus, les agriculteurs tentent en général d'augmenter leurs volumes. Mais je suis d'accord pour dire que c'est un indicateur imparfait. La productivité, donc la valeur ajoutée brute qui prendrait en compte la production défalquée des charges, serait plus pertinente.

Sur la vocation nourricière de l'agriculture française, personnellement, je pense que lorsqu'on exporte, on contribue à la sécurité alimentaire mondiale, à améliorer le bilan global entre l'offre et la demande, car on exporte vers des pays qui, pour X raisons, n'ont pas la capacité de produire suffisamment pour s'alimenter.

Mais dans ce registre-là, ce qui me semble le plus important, c'est de savoir si la politique agricole menée exporte de manière loyale ou déloyale, par des subventions à l'exportation et, pour le coup, nuit aux efforts de sécurité alimentaire des pays importateurs. Voilà une vraie question et un débat que l'on peut mener.

⁷ - Cf. supra, l'exposé de Benoît Daviron, p.6

« Économie et agriculture : rompre avec le XX^e siècle ».

Mais, vous l'aurez compris, je fais partie de ceux qui pensent que pouvoir exporter du blé vers des régions comme l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, qui sont des zones géopolitiques en tension, reste une bonne chose. Et, tant qu'à faire, je préfère que ce soit les Français que les Ukrainiens qui le fassent.

Revenons un instant sur les chiffres, puisque nous faisons la chasse aux mythes. Longtemps, la FAO nous a dit qu'il fallait doubler la production, ensuite qu'il fallait l'augmenter de 70%, et, à présent, de 60%. Comment sont construits ces chiffres? On a l'impression de naviguer à vue, ce qui n'est pas sans conséquences...

J.-C. D. : Beaucoup de chiffres circulent, certains sont anciens, c'est le problème. Le taux le plus cité de la FAO est celui de 60%, mais il s'adosse aux besoins de 2005, il y a donc plus de 10 ans. Or, il y a quelques jours, une étude commanditée par l'Union africaine est sortie et livre des données par rapport à 2015. Que nous dit cette étude? En fait, elle rejoint les grandes tendances de l'étude FAO publiée il y a quelques années. Pour simplifier, aujourd'hui, l'Afrique augmente sa production chaque année de l'ordre de 2 à 2,5% par an. Selon ce document, si l'on veut aboutir à un niveau de sécurité alimentaire qui ne dépende pas trop des importations, il faudrait pratiquement doubler ce rythme d'augmentation de la production, c'est-à-dire passer à un peu plus de 5% chaque année. Retenons cette idée simple. Si vous prenez ce chiffre de 5% et que vous le projetez jusqu'à 2050, année mythologique à laquelle on se réfère, on arrive au constat qu'en Afrique il faudrait multiplier la production par 2,5. Et si on tient compte du changement climatique, il faudrait même tripler la production.

Si l'Afrique double ou triple sa production, a-t-elle encore besoin d'importer?

J.-C. D. : Même si la production double, il y aura de plus en plus d'importations et le taux de dépendance des pays africains dépendra plus ou moins de cette augmentation. Cela n'est pas nécessairement choquant. Il s'agit d'importations de produits alimentaires en général, dans à peu près tous les domaines, parce que la demande est là. Il est donc important que la production réponde, mais les importations y répondront aussi.

Ève, quel est votre regard sur les fameux chiffres avancés par la FAO et sur les enjeux de l'Afrique, qui va être sujette à de très forts besoins alimentaires dans un contexte de réchauffement climatique?

E.F. : On dit qu'en 2050, il y aura 9 milliards de personnes sur Terre et qu'il faut donc augmenter la production pour nourrir ces gens-là. Plutôt qu'une fable, je dirai qu'il s'agit d'une construction politique, voire d'une construction idéologique. Je ne suis pas la seule à l'affirmer. De nombreux chercheurs qui ont travaillé sur ce sujet et ont regardé de près les études déjà réalisées l'expriment en ces termes. D'abord les 9 milliards. Ce chiffre, qui a été estimé par les Nations Unies, est approximatif et critiquable. Je m'en

remets aux travaux de Hervé le Bras⁸, grand démographe français, qui a très bien montré, sur le temps long, comment les chiffres produits par les Nations Unies sont souvent fantaisistes. Quand on prolonge les projections réalisées il y a 10 ans, 20 ans, 30 ans, on obtient des chiffres qui ne correspondent pas du tout à la réalité actuelle. Ce sont des projections à la fois fragiles et souvent contingentes de configurations géopolitiques ou au fonctionnement interne des Nations Unies.

Deuxième point, le calcul concernant l'accroissement de la production. Effectivement, dès la crise des prix agricoles de 2007-2008 qui, je le rappelle, était une crise des prix due à la spéculation, il y a eu des émeutes de la faim. Mais rappelons qu'à cette époque, alors qu'il n'y avait pas de problème de quantités produites, on évoquait déjà la « nécessité » de doubler la production, afin de nourrir ces 9 milliards de personnes à venir. Entre-temps, on est passé à 70% d'augmentation, puis à 60%. Cela donne une idée du caractère approximatif, « pifométrique », de ce genre de calcul. 40% de variation, ce n'est pas rien! Cela représente presque le double de la production de l'ensemble du continent américain.

Le caractère pifométrique des projections à 2050

Autre point critique, bien analysé par Isobel Tomlison, universitaire britannique: ces études sont basées sur des modèles économiques particuliers, en « équilibre général calculable », plutôt utilisés pour faire de la projection et non pas pour publier des chiffres normatifs devant orienter l'action publique. L'idée consiste à projeter des futurs si rien ne change, toutes choses égales par ailleurs. Or, on voit bien les effets délétères à la fois au plan environnemental, social et sanitaire, notamment dans les pays du Nord, des modèles actuels agricole et alimentaire. Par exemple, en termes de consommation de viande: on connaît les problèmes que posent les productions industrielles, liés à la pollution des nappes par les nitrates, à l'antibiorésistance, aux enjeux éthiques en terme de respect des animaux. On voit aussi la montée en flèche des maladies cardiovasculaires liées à une consommation de viande beaucoup trop importante. On peut imaginer – il faut en tous cas l'espérer très fort et tout mettre en œuvre pour – qu'en 2050, ces habitudes de consommation de viande auront évolué fortement à la baisse. Il y a donc, dans ces projections, des constructions qui posent un problème de fond.

Troisième point, ces mots d'ordre restent à la fois bien trop généraux et très réducteurs puisque, encore une fois, ce n'est pas au niveau global que se construisent les politiques agricoles et alimentaires. L'analyse des problèmes et la construction des solutions se font plutôt au plan national ou au sein de blocs régionaux comme l'Union européenne ou l'Union africaine, ou encore au niveau local. Reste que cette rhétorique hyper-générale est très puissante. Elle a un effet politique indéniable, puisqu'elle est mobilisée par tout un tas d'acteurs, les multinationales des produits chimiques et

8 - Démographe et historien. Lire « Bientôt 9,6 milliards d'êtres humains, et après » (Les Echos, (29/10/2013) http://www.lesechos.fr/29/10/2013/LesEchos/21553-044-ECH_bientot-9-6-milliards-d-etres-humains--et-apres--.htm



de l'agro-alimentaire, le syndicalisme agricole français, etc. Il ne faut donc pas la jeter aussi vite que cela à la poubelle, mais au contraire être capable de la critiquer. Par ailleurs, je le disais, c'est un mot d'ordre très réducteur qui évite de poser les vraies questions: produire plus, oui, mais où et quels produits? Des agrocultures et de l'huile de palme pour les moteurs? Par quels types d'agriculteurs: l'agrobusiness, les grandes plantations, qui produisent des « commodités agricoles » (matières premières, minerai de viande, etc.) ou la petite agriculture paysanne vivrière? Et comment: quels modèles techniques? Va-t-on généraliser notre utilisation massive d'engrais chimiques et de pesticides? À mes yeux, ces questions devraient être au cœur du débat des politiques agricoles, or elles sont précisément évitées en agitant la menace de ces 9 millions de bouches à nourrir en 2050.

Il s'agit donc d'un problème de cadrage politique, c'est-à-dire de la façon de poser la question et de proposer des solutions. Ce cadrage aurait pu être tout autre: 9 milliards d'habitants en 2050, une érosion massive des sols qui va conduire à une généralisation des sols infertiles; des problèmes majeurs de pollution des nappes phréatiques et des mers; le réchauffement global envoyant sur nos côtes toujours plus de réfugiés climatiques, etc. Tous ces éléments de prospective auraient pu nous amener au constat qu'il faut changer de modèle agricole, tant sur le plan technique, éthique que social.

J.-C. D.: Ève, je pense que ta critique de cette mythologie t'empêche de voir les faits. Ces faits veulent, encore une fois, que l'Afrique double voire triple sa production. Et trop souvent, on ne veut pas rentrer dans le débat, parce que ces chiffres font peur. Mais il ne faut pas en avoir peur. Car vu les niveaux actuels de production, assez bas, les marges de manœuvre sont importantes. Il n'y a donc pas lieu de s'affoler.

Je pense que l'intensification traditionnelle a encore son mot à dire

À partir de là, sur la base de quel modèle, de quel système de production, faut-il effectivement raisonner cette augmentation? En simplifiant, est-ce qu'on va pouvoir le faire par des techniques d'agroécologie ou bien l'intensification traditionnelle a-t-elle encore son mot à dire? Je le pense. Et à côté du modèle proprement dit, avec quels agriculteurs? Qui va augmenter la production? Au fond, ça me semble être la question la plus importante.

Au sein de Farm, on ne croit ni dans les tout-petits, sur lesquels se concentrent une certaine idéologie et une certaine démagogie parfois, ni dans les très gros. Non. Ce sont les « petits/moyens » qui ont ou peuvent avoir un potentiel, moyennant de bonnes politiques d'investissement, etc. En tout cas, la question est là: à qui va-t-on donner les moyens de pouvoir répondre à ce défi?

Ève, vous dites que pour « nourrir le Monde », il faut produire là où l'on en a besoin et ce dont on a besoin. Prenons concrètement l'Afrique, que répondez-vous à Jean-Christophe?

E.F.: Pour commencer, je ne suis pas africaine, donc je ne me sens pas la plus légitime pour dire comment les Africains doivent produire. Je pense que les Français seraient exaspérés qu'un Africain vienne leur expliquer comment ils doivent produire, alors qu'à bien des égards (si l'on en juge par le

niveau de pollution par les pesticides, par exemple), on pourrait penser qu'ils le font bien mieux que nous...

Ensuite, l'Afrique, cela recouvre plein de pays et de réalités tout à fait différentes. On ne mange pas du tout la même chose d'un pays à l'autre. À Madagascar on mange du riz, au Nigéria plutôt du manioc, au Cameroun de la banane plantain, en Guinée plutôt du fonio... Mais il est sûr que ce n'est pas nous qui allons nourrir l'Afrique avec notre blé, notre vin ou le fromage qu'on exporte.

Deuxième point, j'ai l'impression que l'on a, en France, une sorte d'imaginaire postcolonial qui nous pousse à penser que les Africains ont besoin de nous pour les aider à produire. Il y a quelques années que je travaille sur ces questions-là et que je côtoie le milieu dit du développement. J'ai tendance à penser qu'un bon nombre de personnes ont besoin de travailler en Afrique, en tirent un revenu certain et une satisfaction, et aiment faire de la coopération, mais tout cela, même souvent de bonne foi, ne va pas toujours dans l'intérêt direct des Africains.

L'indice de production agricole en Afrique est en constante augmentation depuis les années 60 et il n'y a aucune raison que cela s'arrête. Comme tu l'as dit Jean-Christophe, la production agricole africaine croît de 2 à 2,5% par an. Au vu de l'ensemble des ressources naturelles disponibles, l'Afrique peut très bien produire sa nourriture. D'ailleurs, ce n'est pas pour rien que de plus en plus d'opérateurs étrangers portent un grand intérêt aux terres là-bas, soi-disant « disponibles » et « non valorisées ». On a évoqué tout à l'heure, par exemple, le groupe français Avril qui installe notamment des plantations d'huile de palme dans le bassin du Congo.

Troisième point, sur la concurrence déloyale. Ici, les agriculteurs bénéficient de politiques de soutien direct que les agriculteurs africains n'ont pas, sans parler de tout un tas d'infrastructures et de conseillers agricoles. Voilà sans doute un enjeu majeur en Afrique, celui d'avoir des systèmes politiques démocratiques qui permettent un développement autonome, puis un développement économique qu'ils choisiront eux-mêmes. Mais envoyer des produits faits par les agriculteurs français, ce serait plutôt tuer l'agriculture africaine qu'autre chose. Sur ce point-là, je pense que nous sommes tout à fait d'accord.

Pour essayer de voir un peu plus loin, comment envisageriez-vous chacun à votre façon de réinventer l'avenir nourricier de l'agriculture française? Et y a-t-il encore quelques fables ou mythes qui traînent encore ici et là avec lesquels

nous devrions peut-être rompre. On parle de plus en plus du gaspillage...

J.-C. D. : Deux ou trois choses en vrac. Vous évoquez les pertes et gaspillages. Ce qui me gêne, c'est que l'on est en train de faire de cette question un argument pour dire « ce n'est pas la peine d'augmenter la production, il va suffire de moins gaspiller ». Soyons un peu factuels. Je vous parle, d'un côté, de doubler ou tripler la production en Afrique et, de l'autre, des pertes et gaspillages qui atteignent 30 à 40%. Alors, bien sûr, il faut réduire les pertes et gaspillages, mais ne construisons pas un nouveau dogme pour s'opposer à un dogme ancien.

Deuxième point, je pense qu'on a une vision un peu étroite de l'agroécologie ou de la transition écologique. Je pense que, fondamentalement, l'agroécologie peut recouvrir à la fois des innovations résultant de la mise en œuvre d'agriculture de précision, des mélanges variétaux ou des systèmes beaucoup plus traditionnels.

À côté de cela, il me semble qu'il n'est pas inconciliable de vouloir à la fois développer sa production locale et reconnaître que le commerce international a une place importante à jouer et aura probablement demain, compte tenu du changement climatique, encore davantage d'impact positif pour contribuer à la sécurité alimentaire mondiale. On ne peut pas se plaindre que les prix s'envolent et que les consommateurs souffrent tout en réclamant que les pays qui ont la capacité d'exporter ne le fassent pas. Cela me semble contradictoire.

Exportation et pollution sont liées

E.F. : Réinventer l'avenir nourricier de l'agriculture française, je vais me répéter, passera nécessairement par une remise à plat complète du modèle agricole. Et, là, nous avons une opposition très forte, certainement à travers une interprétation de l'agroécologie, qui peut englober la mise en place de capteurs pour faire de l'agriculture de précision. Je ne suis pas du tout d'accord, et je rejoins ce qui a été dit ce matin par Benoît Daviron.

Pour moi il faut rompre avec le modèle agricole hyperspécialisé par produits. L'identité d'un agriculteur s'y fait autour d'un seul produit : je suis céréalier, je suis laitier, je produis de la matière première... le tout basé sur la chimie, l'hyperconsommation de ressources fossiles, et au final des agriculteurs très peu autonomes, hyper-fragiles en termes de variations des prix. Je reboucle avec ce que je disais au début : il faut rompre avec la rhétorique de la course à la compétitivité sur les marchés internationaux, parce que le prix à payer est trop fort, notamment en termes sociaux.

On l'a vu, il suffit qu'il y ait un embargo russe pour que la filière porcine s'écroule ; Même chose avec l'abrogation des quotas laitiers, c'est-à-dire l'arrêt des interventions directes sur le marché des États pour laisser seul fonctionner le marché.

En termes environnementaux, évoquons la question des produits phytosanitaires, c'est-à-dire des fongicides, herbicides, insecticides, pesticides en tous genres. Cela fait 20 ans qu'on dit qu'il faut diminuer leur utilisation et celle-ci continue d'augmenter : 30% d'augmentation entre 2008 et 2014 (chiffres de l'OCDE). C'est hallucinant ! La France est

le premier utilisateur européen de pesticides, le 3^e utilisateur mondial derrière les États-Unis et le Japon. Pourtant, les pouvoirs publics ont mis en place le plan Ecophyto, et y ont injecté beaucoup d'argent pour diminuer l'utilisation des pesticides, sans aucun succès.

Pour l'anecdote, puisqu'on parle aujourd'hui de la France agro-exportatrice... Comme je l'ai rappelé tout à l'heure, nous, les Français, exportons principalement des céréales et du vin. Eh bien, sachez qu'on peut lier directement exportation et pollution par les produits phytosanitaires : en France, céréales, maïs, colza et vigne (qui occupent moins de 40% de la SAU) consomment en effet à elles seules près de 80% des pesticides commercialisés chaque année. La vigne, avec moins de 3% de la SAU, représente 20% des usages. Ce sont des données Inra.

Refonder l'identité professionnelle agricole

Sylvie a mentionné les exportations de porcs vers la Chine qui redresseraient soi-disant la filière. On peut aussi évoquer les exportations de poudre de lait : au moment de la crise, j'ai vu qu'on faisait financer des tours de séchage en Bretagne parce que la Chine pouvait être un marché porteur pour la poudre de lait. Mais à quels coûts environnementaux ? À quels coûts sociaux pour les agriculteurs, en cas de changement des politiques de la Chine sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle ? En termes éthiques, à quelles conditions pour les animaux qui sont torturés dans ces usines à porcs ou à vaches ? Il y a des enjeux qu'on essaie à tout prix d'éviter depuis quelques décennies, profession agricole en tête, mais qu'il va bien falloir aborder de front au bout d'un moment.

Bref, il faut arrêter de poser les problèmes de façon techniciste et étroite. Il faut absolument reconnecter cultures et élevage (et c'est à dessein que je n'ai pas dit productions végétales et animales). Il faut des politiques agricoles qui incitent à la déspecialisation. Il faut reboucler les cycles agronomiques de l'azote, du phosphore et tout cela ne peut se faire qu'en reconnectant agriculture et élevage et, donc, des politiques qui incitent à le faire. Il faut accroître l'autonomie des exploitations. Cela passe entre autres par une définition forte de l'agroécologie.

Dernier point, cela se traduit par la nécessité, et c'est une rupture majeure, de refonder l'identité professionnelle agricole. Et là, il y a une irresponsabilité totale des gens qui sont à la tête de la FNSEA, qui refusent tout simplement de voir la réalité en face et qui continuent de parier sur la modernisation et la baisse de la population agricole. Bref, on a un suicide organisé de la profession agricole en France au profit d'une petite élite qui ne prend en compte ni les intérêts à moyen terme de la grande majorité des agriculteurs (car de fait, elle les condamne à disparaître), ni les préoccupations des citoyens, ni celles des consommateurs. À côté de ça, on a des jeunes qui veulent s'installer en maraîchage biologique ou avec des projets de petits élevages fermiers autour des villes, et qui galèrent à trouver des terres et des appuis, et à qui on refuse le droit d'entrée dans la profession ! C'est insensé... □



TÉMOIGNAGE DES GROUPES DE RÉFLEXION

Avec quoi nous faut-il rompre, en matière de coopération Nord/Sud ?



Avec Omar Bessaoud, économiste, chercheur à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (Ciheam-IAMM) et Jean-Louis Rastoin, membre de l'Académie d'agriculture, conseiller scientifique de la Chaire Unesco et du réseau international Unitwin en Alimentations du Monde.

Habillons les deux invités de la robe d'un avocat général. Omar Bessaoud sera avocat général du Sud et Jean-Louis Rastoin celui du Nord. La question est de savoir ce qui nous sépare actuellement mais, pour le comprendre, il faut d'abord regarder quelles sont les dynamiques du Sud et celles du Nord. Une séquence animée par Jean-Marie Guilloux (Mission Agrobiosciences-Inra).

Commençons par le Sud...

Omar Bessaoud : Tous les pays du Sud visent la sécurité alimentaire. Or, on nous demande de nous adapter à la mondialisation, nos agricultures doivent s'y adapter et devenir plus compétitives. Du coup, du Maroc à l'Égypte en passant par le Liban, et dans d'autres pays d'Afrique du Nord comme la Mauritanie, des politiques sont définies mettant en avant un pilier d'une agriculture compétitive mobilisant des capitaux, des intrants et inaugurant de façon tout à fait inédite ce que, ce matin, Benoît Daviron a appelé de nouveaux fronts pionniers, exploitant des ressources qui ne l'étaient pas, celles en eau notamment. Que ce soit sur les bassins hydrauliques d'Égypte, les eaux du Nil ou les nappes fossiles de la Tunisie, de la Libye ou de l'Algérie, le Continental Intercalaire (CI) et le Complexe Terminal (CT), qui constituent deux grandes nappes du Système Aquifère du Sahara Septentrional (SASS), se développe de manière fantastique un pôle capitalistique rassemblant en majorité des entrepreneurs et des investisseurs non agricoles. Et puis, de l'autre côté, un deuxième pilier est à l'abandon, disqualifié et jugé quasiment inutile: il s'agit de la petite paysannerie qui ne peut pas s'adapter et pour laquelle on adopte des solutions de type social ou de sortie de l'agriculture sans garantir un emploi.

Le Plan Maroc Vert illustre bien cette politique, composé de ces deux piliers: d'un côté, une agriculture compétitive, des capitaux, des machines, une agriculture sans agriculteurs et, de l'autre, une paysannerie assistée par de petits programmes de développement, incitée à sortir de l'agriculture, sans que l'on propose de solutions durables, puisqu'il n'existe pas d'alternative économique, de type croissance industrielle et autre, au développement de ces populations concentrées dans les campagnes. Voilà en gros le modèle de croissance agricole qu'on promeut dans les pays du Sud.

Jean-Louis Rastoin, même exercice pour le Nord...

Jean-Louis Rastoin : D'abord, je voudrais partir d'un constat: il existe actuellement une grande diversité de systèmes alimentaires dans le monde, mais avec une nette convergence vers un modèle hégémonique que l'on peut qualifier d'agroindustriel mis aujourd'hui au banc des accusés. Avant de revêtir la robe de l'avocat général, je vais faire l'avocat de la défense. Que nous a apporté ce modèle agroindustriel? Des aliments en abondance, sûrs, pratiques (vite préparés, vite absorbés) et pas chers. Et l'avocat général de répondre: certes ils ne sont pas chers, mais fort coûteux par ailleurs, car triplement destructeurs en termes de santé, de ressources naturelles et d'emplois, notamment pour la paysannerie.

Il y a un paradoxe: le Nord veut rompre, on y parle désormais d'agroécologie, mais le Sud, non.

O.B. : Oui, c'est vrai, au moment même où l'on perçoit les signaux faibles d'une remise en question au Nord de ce modèle, dont les coûts viennent d'être évoqués par Jean-Louis, eh bien le Sud prend ce chemin emprunté il y a 40-50 ans par le Nord et adopte ce système productiviste, avec l'objectif de jouer sur la concurrence internationale et de conquérir de nouveaux marchés.

Pour illustrer le paradoxe que j'évoque, prenons l'exemple de l'Inde: le dernier rapport sur l'Indice global de la faim⁹ montre que c'est l'un des pays les plus mal classés en termes de sécurité alimentaire alors que c'est un pays exportateur net de produits alimentaires, le 7^e au plan mondial. Idem pour l'Égypte qui exporte pour 5 à 6 milliards de dollars. On est sur ce paradoxe qui conduit à délaissier les marchés intérieurs et l'approvisionnement des populations à des prix compatibles avec leurs pouvoirs d'achat.

J.-L. R. : Ce système agroindustriel génère les trois impacts négatifs que j'ai évoqués (santé, ressources naturelles et emplois) mais aussi un impact apparu plus récemment et qui, à mon sens, est encore plus insupportable, il s'agit de l'absence d'éthique: inégalités entre acteurs des filières, entre pays et à l'intérieur de chacun d'eux, égocentrismes multiples et désinformation.

Alors bien sûr, ces impacts délétères ont provoqué des prises de conscience, puis des contestations de plus en plus nombreuses et vigoureuses, principalement dans les pays riches. Elles peinent cependant à se généraliser au Nord et à s'installer au Sud, comme l'a évoqué Omar, du fait d'une fascination – certes compréhensible – pour la société capi-

9 - Cf. le rapport 2016.

Global Hunger Index: Armed Conflict and the Challenge of Hunger de l'IFPRI

taliste industrielle, supposée apporter un confort matériel, et surtout en raison de blocages politico-économiques.

Selon vous, avec quoi faut-il rompre au Sud et avec quoi faut-il rompre au Nord?

O.B. : Concernant les pays du Sud, ce mimétisme, cette fascination envers le modèle productiviste ne correspond pas aux réalités sociales et économiques de ces régions. En termes démographiques, même si la répartition relative est en train de changer, les populations rurales et les populations actives agricoles augmentent en termes absolus. Il existe toujours une paysannerie vivante, installée sur des territoires où elle développe encore des formes d'agriculture préservant en partie leurs ressources naturelles.

Ce qui est important, c'est de changer la vision que l'on a de ce modèle dit compétitif – ce fameux 1^{er} pilier – car, à aucun moment, on en a évalué les coûts écologiques, sociaux et économiques, et les conséquences y compris politiques.

J.-L. R. : Pour répondre, je vais évoquer Antonio Gramsci¹⁰ qui, vers 1930, du fond de sa prison, écrivait : « L'Ancien Monde se meurt et le nouveau peine à naître. Entre les deux surgissent des monstres ». Toutes proportions gardées évidemment, quels sont ces monstres dans le domaine qui nous préoccupe ici et comment les terrasser ?

Ils sont issus du positivisme triomphant d'Auguste Comte, c'est-à-dire du couple technologie + marché. Ce mariage a enfanté une forme de gouvernance mondiale, répliquée dans beaucoup de pays, associant les fonds d'investissement internationaux, les dirigeants politiques et une technocratie complaisante et facilitatrice.

Cette oligarchie constitue une machinerie très puissante : elle a l'argent, elle a le pouvoir, elle est bien huilée, car elle est formatée par un moule commun de la pensée dominante, qu'on appelle le Consensus de Washington¹¹.

Nos circuits courts, ce sont les souks !

Dernière question : comment rompre pour mieux se rapprocher ?

O.B. : Question compliquée ! Je crois que le Sud possède des atouts. Il n'a pas besoin de réinventer une paysannerie, d'initier des politiques d'installation, par exemple, et de recréer le tissu social perdu depuis les années 60 au Nord. Ses territoires sont occupés et une partie de ses patrimoines, dont sa biodiversité, sont encore jalousement gardés par cette paysannerie. Alors, s'il est un domaine de coopération à développer, il est, je crois, dans cette jonction entre ces

signaux faibles qui se développent au plan local dans des pays comme la France, sur la préservation de l'environnement, la biodiversité, les circuits courts. Nos circuits courts, ce sont les souks ! Toutes les semaines, des agriculteurs amènent directement leur production auprès du consommateur. C'est très curieux, c'est un phénomène que l'on n'étudie pas. Dominés par ces visions productivistes y compris dans nos recherches, on ne s'intéresse pas à tous ces signaux forts, très présents.

Et je pense qu'il y a un deuxième domaine... Bien sûr, nous restons dans la tradition, mais il est possible de montrer que la modernité existe, que l'on peut faire évoluer les choses avec la mise en œuvre des principes de l'agroécologie. C'est ça l'intérêt de la Loi d'avenir. On a là un domaine formidable de coopération entre les élites intellectuelles, sur les systèmes de formation et entre les paysanneries pour faire évoluer cette voie de façon très positive.

J.-L. R. : Nous venons de poser un diagnostic, c'est la partie la plus aisée de l'exercice. Évidemment, proposer des solutions reste beaucoup plus compliqué. Mais, en gros, il faut changer cette pensée unique techno-marchande et la remplacer par un outil que nous avons à notre disposition qui s'appelle le développement durable : diversité, proximité, solidarité. C'est-à-dire inventer de nouvelles façons de produire et de consommer nos aliments. C'est très important, à l'échelle planétaire, au Nord comme au Sud. Pour cela, il faut changer en profondeur nos systèmes de gouvernance, d'information et de formation.

En termes de gouvernance, il faut substituer la gouvernance actionnariale, c'est-à-dire le gouvernement par les marchés financiers, par la gouvernance partenariale. Et, là aussi, il existe un outil assez fabuleux qui s'appelle l'économie sociale et solidaire, qui fonctionne très bien dans le domaine agricole comme on l'a montré en France et en Europe et dans de nombreux autres pays dans le Monde.

Deuxième point, l'information : il faut passer du harcèlement commercial généralisé à la transparence sur l'origine des produits, leurs qualités nutritionnelles, les méthodes de fabrication de nos aliments. On en est encore très loin : le débat récent sur l'étiquetage alimentaire¹² l'a bien montré.

Enfin, dans le domaine de l'éducation... Dans l'univers glacial des sciences dures et de la finance de haute fréquence, il faut introduire plus d'humanisme, plus de mixité, plus d'empirisme, qu'on oublie trop souvent étant donné les formes très sophistiquées de la science d'aujourd'hui, et enfin plus de transdisciplinarité. □

10 - Antonio Gramsci (1891 - 1937), écrivain et théoricien politique italien, membre fondateur du Parti communiste italien, dont il fut un temps à la tête. Il fut emprisonné par le régime mussolinien de 1927 à sa mort. (Source Wikipédia)

11 - Le « Consensus de Washington » trouve son origine dans un article de l'économiste John Williamson en 1989 où il formule dix recommandations adressées plus particulièrement aux pays d'Amérique latine, dont la discipline budgétaire stricte, la libéralisation du commerce extérieur, la privatisation des entreprises publiques, la déréglementation des marchés... Il désigne un accord tacite du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale, avec le soutien du Trésor américain, pour n'accorder des aides financières aux pays en développement en difficulté à la condition qu'ils adoptent des politiques inspirées de J. Williamson. (Source la Toupie : http://www.toupie.org/Dictionnaire/Consensus_washington.htm).

12 - Télécharger le Cahier « Étiquetage nutritionnel : pour mieux comprendre un débat haut en couleurs ! » http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Cahier_etiquetage_nutritionnel.pdf (PDF, 30 pages, novembre 2015)



ÉCHANGES AVEC LA SALLE

Exporter n'est pas un indicateur de performance, importer n'est pas un signe de faiblesse

Blair-House, le gaspillage et les croyances

Jacques Comère (Chargé des grandes cultures à la Coordination rurale) : Comment peut-on s'interroger sur l'aptitude de la France à nourrir le Monde? Un chiffre ne vous a pas échappé : en Europe, nous avons à peu près 20, certains disent 30, millions d'hectares de cultures qui sont extériorisées. Je parle surtout des protéines et des huiles.

Pour moi, la première mesure agroécologique serait donc d'arrêter les importations massives de protéines¹³ qui viennent du Brésil ou d'Argentine, car 1) on trompe notre société avec des OGM qui passent à travers et 2) si l'on pouvait rentrer cette culture protéique dans nos assolements, cela nous permettrait de limiter les phytosanitaires que vous nous reprochez tant. Et sur le plan protéines, nous sommes encore bloqués par les accords de Blair House¹⁴. Les Brésiliens et les Argentins nous inondent donc de leur soja produit à bas coût et avec des conditions sanitaires qu'on ne nous autorise pas ici. D'où ma question, pourquoi ne sortirions-nous pas de ces accords de Blair House et ne pourrions-nous pas avoir des assolements équilibrés?

Éliane Crépel (Groupe local de réflexion) : Ma première remarque pour Ève Fouilleux. Faire le raccourci entre les gens qui ont faim et les gens obèses commence à me gonfler sérieusement! L'obésité est une maladie. On mange des produits obésogènes, on a un dérèglement hormonal et on a un facteur stress extrêmement important quand on est obèses. Ensuite, j'ai repéré un autre dogme¹⁵. Quand on exporte, on contribue à la sécurité alimentaire? Non, on vient en concurrence des agricultures locales, on les déstabilise. Il y a la pauvreté, la guerre et l'insécurité alimentaire.

Des questions maintenant. Est-ce que l'on pense aussi aux exportations de l'Afrique vers l'Asie? Ensuite, chez Farm, on

parle beaucoup de croyances. C'est une nouvelle religion? Et enfin, les pertes et les gaspillages représenteraient 30 à 40% de la production. Mais si on double ou on triple cette production, cela veut dire que les pertes, au prorata de la production actuelle, passeraient à 90% ou 120% !

Jean-Christophe Debar : On peut toujours revenir sur tout accord entériné à l'OMC, simplement, il y a un prix à payer. Il y a un jeu commercial qui fait que, à un moment donné, on a négocié, on a échangé des concessions et, en l'occurrence, l'Europe a jugé conforme à ses intérêts d'arrêter la négociation en prenant acte des contraintes de Blair House, dans le cadre d'une négociation globale. Il me semble que le rapport de forces politique et économique au niveau européen n'est pas en faveur de ce que vous proposez.

Maintenant, au-delà de ça, il y a la question de fond sur les importations massives de protéines et d'un autre système. Votre question revient peut être à dire : on joue ici la carte d'un avantage comparatif, peut être un peu immédiat, qui se trouverait davantage sur le blé que sur les protéines. Oui, on fait jouer cet avantage. On pourrait probablement prendre d'autres décisions. Elles auraient un prix. Est-on prêt à payer ce prix? Je pense que c'est la question à discuter ensuite, au-delà des aspects économiques d'autonomie d'exploitation fourragère.

Les exportations de l'Afrique vers l'Asie ou le commerce Sud-Sud en général tendent à se développer dans le système agricole et alimentaire mondial. Tant mieux. Je n'ai pas de jugement de valeur sur la question, sinon que je pense que c'est plutôt un signe de développement. Au fond, que des pays qui commerçaient assez peu commercent, et pas uniquement en lien avec d'anciennes métropoles coloniales, me semble *a priori* positif. La carte du monde change.

Avons-nous des croyances à Farm? Je vous rassure, Madame, nous n'avons pas l'intention d'élever un temple à quoi que ce soit, ni à l'exportation, ni à la sécurité alimentaire mondiale. Et j'espère avoir répondu en donnant quelques arguments, en faisant attention aux caricatures. Vous savez, il y a un jeu très facile à pratiquer : on a un ennemi supposé, on caricature sa position et on flingue la caricature. Je crois que c'est un peu plus complexe que cela et que la question de l'exportation ne se résume pas à celle d'un grand méchant qui va affamer le monde s'il exporte quelques tonnes de blé. Que n'a-t-on pas entendu et ne va-t-on pas entendre lorsque les prix alimentaires remonteront, car ils finiront par remonter! L'insécurité alimentaire est liée à un accès cher à l'alimentation. Les pauvres peuvent donc se payer moins de nourriture. Eh bien, les pays qui sont capables d'exporter viennent alléger ce fardeau et ça ne me semble pas un scandale. Je ne dis pas qu'il faille bâtir le système alimentaire mondial ainsi, mais je pense que cela va dans le bon sens.

13 - Télécharger le Cahier « Alimentation du bétail : des modèles à ruminer » http://www.agrobiosciences.org/img/pdf/Cahier_alimentation_betail.pdf (PDF, 25 pages). Octobre 2014.

14 - Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, « l'Europe et les États-Unis concluent une sorte d'accord tacite : les premiers se concentrent sur la culture des céréales pour nourrir les populations ; les seconds gardent la main sur les protéines végétales. D'une certaine manière, les accords de Blair House conclus en 1992 entérinent cette répartition. » Valérie Bris, Coop de France, in Cahier « Alimentation du bétail : des modèles à ruminer », p.9.

15 - Voir la contribution du Groupe local de réflexion : « Nous voulons faire société dans la différence », p.2. http://www.agrobiosciences.org/article.php?id_article=4155

Enfin, sur les pertes et gaspillages. On commence à peine à sortir de ce chiffre mythologique de la FAO, les fameux 30% qui sont repris de publication en publication. Quelques rares chercheurs commencent à reprendre les chiffres dans des études ponctuelles. Cela a été fait récemment par un grand spécialiste, notamment au Ghana. Il trouve des chiffres beaucoup moins élevés, notamment au niveau de la production ; et d'autres publications vont en ce sens. Alors attention aux chiffres ! Soyons clairs, les pertes existent. Ce que j'ai essayé de dire, c'est que, bien sûr, il faut tout faire pour diminuer ces pertes et gaspillages, mais l'enjeu ne me semble pas à la hauteur du débat que nous avons eu sur l'ampleur de la nécessité d'augmentation de la production.

Exporter, à quel prix ?

Philippe Monget (Chercheur à l'Inra) : On parle beaucoup d'exportation de produits alimentaires dans le monde mais l'Inra exporte aussi un savoir-faire en matière d'élevage de précision, de sélection génomique. Des projets très concrets sont actuellement copilotés par le méta-programme de l'Inra SelGen, qui a permis d'aider des pays en développement, l'Afrique du sud et l'Inde, pour améliorer des races locales. Cela permet aussi d'éprouver les modèles mathématiques français, c'est gratuit et c'est une jolie forme de coopération internationale.

Christian Manauton (Agriculteur) : Je suis devenu fan de Mme Fouilleux ! Vous avez cité deux ou trois fois le gros problème que l'on connaît dans l'agriculture. Mais quelque chose m'étonne quand vous parlez d'exportation. Vous posez des questions : où, quels produits, quels agriculteurs, quels modèles techniques ? Moi qui suis agriculteur j'en rajoute une : à quel prix ? Parce que si on exporte au cours mondial, je vous rappelle les conséquences : un suicide par jour et des exploitations qui ferment sans arrêt. Alors, exporter à quel prix ?

Un participant : Pour continuer sur l'intervention précédente, on ne cache pas sur l'exportation. Je pense en particulier aux petites coopératives locales pour lesquelles il est salutaire de trouver un marché en Espagne, par exemple. Et c'est bon pour l'agriculteur du Gers. Lorsque nous avons davantage de débouchés vers l'Espagne, nous vendons notre blé 20 centimes de plus. Ce n'était pas très compliqué, il suffisait de répondre à un besoin par une offre de proximité. Parce qu'on peut aussi parler de régionalisation, pas que de la France.

Ève nous présente un modèle. Allons voir un peu ailleurs ! La moyenne des exploitations françaises, c'est 70 hectares. Ne confondons pas le modèle familial français avec l'agriculture de firme des ex-pays de l'Est. Pardonnez-moi de parler des deux Allemagne, mais l'an dernier, j'étais des deux côtés de l'Elbe : d'un côté, il y a des exploitations à 150 ha, de l'autre, c'est la question du recyclage des kolkhozes et la financiarisation.

Ensuite, rien à voir non plus entre le système français et les personnes que j'ai rencontrées au Forum mondial pour l'accès à la terre, en avril à Valence, des personnes qui luttent contre des multinationales armées qui viennent au Brésil déloger des autochtones.

Bref, je ne veux pas que l'on mélange tout et que l'on fasse une caricature du système français qui reste avant tout un système familial. Après, en revanche, luttons contre les dérives. On l'a vu avec cette histoire récente de l'installation de Chinois¹⁶ qui ont joué sur les parts de société et la non-possibilité de préempter par la Safer. Il y a donc un problème de régulation, mais ne jetons pas le modèle français.

Un scandale statistique

Philippe Baret (Ingénieur agronome, Université catholique de Louvain) : Je suis tout à fait d'accord sur la difficulté de vivre avec des caricatures, mais on sait comment les lever :

1 – En arrêtant de parler de « deux » modèles. Nous le savons tous, il y a un continuum, il y a une diversité à l'intérieur des modèles. Ici, le débat est à un niveau macro, donc restons à un niveau macro et n'instrumentalisons pas à des niveaux micro pour répondre ensuite à des niveaux macro.

2 – Je pose la question à M. Debar et à ceux qui partagent son point de vue : qui est responsable de donner les bons chiffres, d'utiliser les bons indicateurs, d'élargir la vision, de ne plus discuter simplement de rendements et de quantités, alors qu'on sait depuis au moins 30 ans que la discussion doit être multi-indicateurs. Fin juin, j'étais à la FAO où j'ai entendu le même genre de discours et je leur ai demandé : « Quand allez-vous calculer les chiffres en termes d'emplois, quand allez-vous prouver que c'est bien le modèle du petit entrepreneur sur 10 hectares qui fait sens pour l'Afrique... ? » Moi, je peux vous dire que, pour le Burundi, le modèle sur 10 hectares implique 9 emplois perdus, parce que la superficie moyenne que j'ai mesurée au GPS est à 1 ha. Donc que fait-on avec les 9 emplois perdus en agriculture ?

Je ne comprends pas l'incapacité à mettre de l'intelligence dans le débat. Problème : ce n'est pas à nous qui sommes petits, qui avons essayé de porter l'agroécologie avec un minimum d'intelligence, qui travaillons avec les petits paysans sans moyens, de documenter le débat du côté des gros. Et les gros parlent toujours avec des tonnes et des raccourcis. Une augmentation de 70% de production à la FAO qui vient de nulle part !

Donc la question est purement technique, elle n'est pas idéologique. Pourquoi n'a-t-on pas aujourd'hui les chiffres qui permettent d'avoir un débat intelligent ? Et quel est l'engagement des gros acteurs du secteur qu'ils soient politiques, économiques ou scientifiques pour nous fournir ces chiffres ? Après, nous pourrions avoir un débat intelligent. Il ne faut pas se lamenter que le débat soit caricatural quand on n'est pas capable de fournir des données intelligentes.

Jean-Christophe Debar : Quelqu'un a parlé de génomique. Incroyable, je ne pensais pas que le mot allait être prononcé ici. Tout à l'heure, j'ai évoqué beaucoup trop rapidement le fait que, à mon sens, il faudrait avoir une vision assez large

16 - Des Chinois achètent en France des centaines d'hectares de terres agricoles (Reporterre, 16 juin 2016) <https://reporterre.net/Des-Chinois-achètent-en-France-des-centaines-d-hectares-de-terres-agricoles>



de l'agroécologie. Une des questions qui m'intéresse, c'est quelle est la place des biotechnologies dans l'agroécologie? Je n'ai pas la réponse. Je suis à peu près persuadé qu'il y en a probablement une qui reste à trouver, à définir... Mais qu'on me dise qu'il n'y a pas de débat parce que agroécologie et biotechnologies resteront *ad vitam aeternam* opposées, j'ai du mal à y croire.

Deuxièmement, exporter à quel prix? Vaste question... Juste un petit élément du débat: le seul fait que l'Europe exporte vers des marchés extérieurs, vers des pays-tiers, suffit à assurer un certain niveau de prix en Europe. N'oublions pas cela: même si l'on exporte 5 à 15% seulement de la production, selon les secteurs, cela joue un rôle important dans l'équilibre économique de nos productions à l'intérieur. Enfin, troisièmement, Philippe Baret, vous évoquez la question de la continuité des modèles et je suis tout à fait d'accord avec vous. Ce qui m'intéresse, c'est comment les différents modèles peuvent à la fois coexister, sujet de l'an dernier¹⁷, et également s'interpénétrer car à certains moments tout cela n'est pas cloisonné.

Et vous finissez sur une question fondamentale, les statistiques et les indicateurs. Je peux vous dire qu'à Farm, nous sommes confrontés à ces questions, comme les chercheurs le sont, car même si nous ne sommes pas chercheurs, nous faisons des travaux qui s'apparentent à de la recherche. Très franchement, impossible de savoir aujourd'hui combien gagne à peu près, statistiquement, un agriculteur au Burkina Faso et comment cela a évolué depuis quelques années. Il y a donc un scandale statistique absolument énorme.

Alors qui doit relever ce défi statistique? On est en face d'un bien commun. On pourrait penser que c'est au collectif, aux Gouvernements, aux États. La FAO a engagé des choses, certaines initiatives privées le font. Il y a de petits progrès, mais on est tellement loin du compte.

Enfin, je le répète, la production n'est qu'un élément du débat, même s'il est très important. Ce qui compte au fond pour l'agriculteur, c'est la valeur ajoutée. Inutile de vous dire que pour calculer la valeur ajoutée d'un agriculteur africain, il faut se lever très tôt. Seule la Banque mondiale y arrive!

C'est le Monde qui nourrit la France!

Florian Roussel (Reporter magazine Cultivar et élu dans une zone polyculture élevage à la limite entre le Tarn et l'Aveyron): Je reviens sur la question des phyto. Je pense qu'il faut rompre avec le dualisme pro /anti-phyto et toujours stigmatiser les agriculteurs. Je prends l'exemple de chez moi où des polyculteurs éleveurs sont capables de partir avec des pulvérisateurs qui ne sont pas aux normes et par grand vent. Prôner la déspecialisation conduirait à ce genre de

pratiques, car ces gens n'ont pas l'argent pour se payer des pulvérisateurs à 250000 euros travaillant au GPS et qui font de la modulation de doses. Des céréaliers sont capables de passer en basses doses, ils se lèvent à 4 h du matin, partent avec la meilleure hygrométrie et, arrêtent dès qu'elle n'est plus bonne. Et ces gars-là sont capables d'aller traiter chez des agriculteurs-éleveurs, de faire les choses très bien, de choisir les bonnes buses.

Alors certes, j'aimerais avoir moins de phyto. Mais être en rupture, dire on arrête le glyphosate, on arrête les néonicotinoïdes sans aucune gradation dans l'arrêt, ce serait la pire des scénarios, parce que ceux qui sont en train de baisser leurs doses, de faire de l'agriculture de conservation et qui lâchent petit à petit le glyphosate, si on leur coupe le robinet maintenant, ils repartent à la charrue. Il faut être un peu rationnel et arrêter de se battre sur des caricatures, car la technologie peut nous aider. On ne critique pas les urbains qui envoient des phosphates dans les rivières et qui contribuent au développement des algues vertes. On ne critique pas non plus le paracétamol, ni l'ibuprofène. Tous ces gens-là ont un poids électoral. C'est facile de tirer sur les agriculteurs, reste qu'ils font de mieux en mieux, au cm². Certains céréaliers sont de véritables chirurgiens.

Agnès Gosselin (Membre du groupe de travail « agriculture », Chrétiens en monde rural): Je préfère parler de souveraineté alimentaire que de sécurité alimentaire. Et je voudrais qu'on arrête de se boucher les yeux. Regardez les chiffres, ce n'est pas la France qui nourrit le Monde, c'est le Monde qui nourrit la France. Et quand on exporte, quel que soit le produit, poulet, porc, blé dans un pays d'Afrique ou quelque autre pays, on vient en concurrence avec les productions locales vivrières.

Les Bretons sont tout contents de pouvoir reproduire du porc pour le marché chinois. Pourquoi? Parce que, pour l'instant, les Chinois ont un problème sanitaire, tous les élevages sont morts. Ils ne peuvent plus produire, arrêt sanitaire oblige. Que va-t-il se passer quand les Chinois pourront à nouveau produire, ce que j'espère? Les élevages français vont fermer?

Auréliine Doreau (École nationale du Paysage): M. Debar vient de partir... Il exprimait qu'il y aurait un prix à payer très important si on renégociait les accords internationaux commerciaux. Néanmoins, je pense qu'on paie déjà des prix sociaux et environnementaux, qui ne sont quasiment jamais pris en compte. Je crois que l'analyse de chaîne de valeur globale documente assez bien ces coûts cachés. Aussi, je pense qu'il faut penser dès à présent une réévaluation de ces systèmes politiques qui gouvernent la souveraineté alimentaire mondiale, notamment via la charte de La Havane¹⁸ pensée juste avant l'OMC.

17 - Télécharger les Actes des Controverses de Marciac (2015). < La coexistence est-elle vraiment possible? > http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/ACTES_MARCIAC_2015.pdf (PDF 55 pages)

18 - Négociée au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la charte de La Havane prévoyait la création d'une Organisation internationale du commerce (OIC) totalement intégrée à l'ONU. Signée le 24 mars 1948, elle n'est pas ratifiée par le sénat américain, pour cause de changement de majorité entre-temps. Néanmoins, les négociations continuent quelque temps, les clauses du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) étant utilisées pour régler les échanges internationaux. Cette charte est abandonnée en 1950. Il faudra attendre la création de l'OMC pour qu'apparaisse un organisme chargé de réguler le commerce international. (Source Wikipédia)

Exporter n'est pas un mal en soi

Daniel Pommier (Responsable bénévole ONG de développement, le CCFD Terre Solidaire) : Je vais vous livrer un témoignage de partenaires venus du Togo en septembre 2015 devant 250 élèves d'un lycée agricole privé du Gers. Ce sont le président et le directeur d'un projet de développement que nous soutenons. Ils nous ont fait un historique du développement de l'agriculture chez eux, grâce à une aide de l'État français qui a contribué à former des ingénieurs et des techniciens sur le sol français. Et quand ils sont retournés au Togo, on les écoutait « comme paroles d'Évangile ». Résultat des courses : le développement de leur agriculture en 25 ans correspond globalement à notre XX^e siècle agricole, avec beaucoup plus d'effets rapides chez eux, du fait de la climatologie. Ce témoignage a beaucoup fait réfléchir et discuter nos jeunes et leurs enseignants.

Depuis, les Togolais sont revenus à une agriculture de type biologique et agroforesterie qu'ils pratiquaient auparavant, avec la chance que les mémoires humaines n'avaient pas disparues.

Enfin, pour ceux qui doutent du réchauffement climatique, deux chiffres : il y a 50 ans au Togo, la saison sèche durait 4 mois, la saison des pluies 8 mois. Aujourd'hui, c'est l'inverse.

Philippe Chotteau (Responsable du département économie, Institut de l'élevage) :

En complément des propos de Ève Fouilleux, par exemple sur les exportations de produits laitiers en Chine, voilà ce qui s'est fait en France avec des coopératives, pas uniquement la Sodiaal à Carhaix dont on parle beaucoup, mais aussi la coopérative Isigny Sainte-Mère ou celle des Maîtres Laitiers du Cotentin¹⁹. Des co-investissements ont été réalisés avec des opérateurs chinois ; les projets, qui n'ont pas été financés à 100% par les Chinois, ni à 100% par ces coopératives-là, assurent *a priori* des débouchés à long terme pour les produits demandés par le marché chinois.

Dans ce cadre, nous ne sommes donc pas du tout sur des stratégies opportunistes, mais vraiment sur des partenariats à long terme. Ce n'est pas forcément négatif en soi. Ce n'est pas non plus une assurance de prix élevé, loin de là, puisque les prix suivent les fluctuations du marché mondial. Aujourd'hui, le principal problème sur le marché laitier, ce n'est pas forcément d'avoir voulu parier à tous crins sur les marchés internationaux, mais c'est d'avoir supprimé les quotas laitiers sous la pression des pays du Nord de l'Europe. Aujourd'hui, la cause de la crise sur le marché laitier, c'est vraiment la surproduction dans tous les pays du Nord de l'Europe (Pays Bas, Irlande, Allemagne du Nord, etc.).

Autre point, même si on parle de souveraineté alimentaire, les exportations en soi, ce n'est pas un crime absolu, à condition qu'elles puissent être gérées par les pays concernés. Le problème, ce sont les rapports de force entre, par exemple, le Togo ou le Sénégal, et l'Union européenne, qui ne sont pas équilibrés. Aujourd'hui, les négociations des accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les

grandes zones africaines ne se font pas de manière équilibrée et on ne leur laisse donc plus la possibilité, à terme, de définir leur propre politique de souveraineté et en particulier de définir leurs droits de douane.

Si on veut parler de rupture, il faut peut-être rompre avec le dogme du libéralisme à tous crins. En revanche, qu'il y ait des échanges internationaux de produits agricoles n'est pas un mal en soi. Un certain nombre de pays vont, pour un certain nombre de produits, rester dépendants pour des raisons purement climato-écologiques.

Gérard Peltre (Président du Mouvement européen de la ruralité) : L'absent de cette table ronde, alors qu'il était sous-jacent, ce sont les logiques de coopération, alors qu'on entre dans une période où elles sont fondamentales à cause, deuxième absent, du dérèglement climatique. On parle du climat mais on ne l'a pas mis sur la table. Les certitudes que l'on a de capacités de production au Nord seront très fortement impactées par le dérèglement climatique. On l'a vu en Hongrie, et dans d'autres régions. Si je préfère parler de dérèglement climatique, c'est que les fluctuations et leur amplitude sont quelque chose de nouveau pour nous.

Nous n'avons pas non plus parlé des partenariats européens pour l'innovation qui seront fortement utiles dans les logiques de coopération. Et on a besoin de coopérer dans les pays du Sud qui, confrontés à ces réalités, ont déjà jardiné des solutions qui ne sont pas arrivées jusqu'à nous. Vous savez cela à l'Institut agronomique méditerranéen et je pense que, aujourd'hui, on a le devoir dans des lieux de ce type-là de se poser ces questions, dans des logiques de coopération pour trouver ensemble des solutions utiles à tout le monde. Et en réinscrivant les logiques de territoire dans ces échanges-là.

Ce matin, nous avons parlé du Comté. Aujourd'hui, j'entends dire dans la région Franche Comté que des organisations viennent s'implanter pour pouvoir produire du Comté qui ne subirait pas - ce sont leurs mots - les règles contraignantes de la production actuelle sur les herbages locaux. Et quand on parle de foncier, les Chinois en achètent beaucoup en Europe. Est-ce pour l'alimentation chinoise ou pour alimenter le tout marché?

Importer n'est pas un indicateur de faiblesse

Omar Bessaoud : Trois mots sur la première intervention, du point de vue des pays du Sud.

1 – La capacité d'exportation pour les pays du Sud n'est pas un indicateur de performance et de sécurité alimentaire. J'ai cité le cas de l'Inde, je peux citer aussi l'Égypte qui est le plus grand pays exportateur d'Afrique du Nord mais qui importe massivement ses produits de base. Il exporte agrumes, bananes, fraises, etc., en exploitant sur de nouvelles terres les eaux du Nil. Conséquence : aujourd'hui, on a un vrai problème de déficit structurel pour les paysans et les agriculteurs égyptiens, au point qu'ils sont en train de renégocier leurs accords pour le partage des eaux.

19 - Les Maîtres Laitiers du Cotentin investissent 114 millions d'euros dans une nouvelle usine (L'usine nouvelle, 23/09/2015) <http://www.usinenouvelle.com/article/les-maitres-laitiers-du-cotentin-investissent-114-millions-d-euros-dans-une-nouvelle-usine.N352294>



2 – Importer massivement n'est pas un indicateur de faiblesse. Non. L'Union européenne reste le premier importateur mondial de produits agricoles. Un pays comme le Japon représente quand même 83 à 90 milliards de dollars d'importations par an, et pourtant pas de problème de sécurité alimentaire. On connaît ses dotations, c'est un cas extrême je vous l'accorde. Mais un pays comme la Suisse importe autant que les 2 ou 3 pays d'Afrique du Nord (14 à 15 milliards de dollars) réunis avec une population trois fois inférieure (moins de 9 millions d'habitants) sans être dans une situation d'insécurité alimentaire.

3 – Aborder les questions de sécurité alimentaire uniquement sous l'angle de la disponibilité de la production mondiale, des capacités de croissance... Beaucoup de pays n'y arriveront pas, selon leurs disponibilités, dotations naturelles, état de développement. En fait, il n'y a pas de solution agricole-agricole au problème de la sécurité alimentaire. Quel est le problème? Aujourd'hui les prix, au niveau mondial, que ce soit pour le lait, les céréales, le sucre... sont presque au plus bas. En dehors de la période 2008-2009, avec un petit rebond en 2011, nous traversons une dépression générale et pourtant de nombreux pays n'ont pas les moyens de paiement. Pourquoi? Parce que leur croissance, leur développement ne sont pas assurés. La solution n'est pas agricole, elle se situe au niveau de la capacité de leur économie à générer des richesses et à se procurer des sources de financement leur permettant d'acheter les rations alimentaires, etc. Le problème est là.

Jean-Louis Rastoin : Premièrement, la question de l'exportation. Je crois qu'il n'est pas question de fermer les frontières, en particulier en France où 15% du chiffre d'affaires de l'agriculture et 25% de celui de l'agroalimentaire viennent de l'exportation. Mais je crois qu'en matière de stratégie, on est un peu comme le lapin pris dans les phares d'une voiture qui va lui casser les reins. Pourquoi? Parce qu'on fait du mimétisme stratégique et on n'a à la bouche que le mot de compétitivité par les coûts. Absurde et consternant.

La chance de la France et de l'Europe en général, c'est la différenciation qualitative des produits. Nous avons un patrimoine culturel et un savoir-faire extraordinaires qui nous permettent de fabriquer des produits de qualité certifiés, exportables dans le monde entier. Je plaide donc pour moins de quantité et plus de qualité.

Deuxième remarque, pour revenir à cette question de la coopération, il n'y a pas d'autoroute du développement unique. Et en matière de système alimentaire, pourquoi demander aux pays du Sud de passer par la case agro-industrie alors que l'avenir, c'est la case agroécologie, en particulier pour répondre au défi colossal du dérèglement climatique? Pour le maîtriser, essayer de le tempérer, il faut cocher la case agroécologie.

Ève Fouilleux. Plusieurs points ont été soulevés. Pour commencer, les phyto. Très bien, si des céréaliers sont des chirurgiens dans l'utilisation des phyto, mais en tout cas, ils ne doivent pas tous l'être puisque, depuis 2008, on a 30% d'augmentation de la consommation de phyto. J'ai ici le dernier rapport de suivi du projet Ecophyto par le ministère de l'Agriculture. Il rappelle l'augmentation constante de l'utilisation du nombre de doses, de la puissance des doses. On a vu ce qu'il s'est passé dans le débat récent sur les néonicotinoïdes. Si on veut penser qu'il n'y a pas de problèmes sur les phyto, très bien, pensons-le!

Alors, évidemment, si le problème de l'agriculteur est de s'acheter un pulvé à 250 000 euros alors qu'il n'en a pas les moyens, c'est qu'il est justement dans un modèle agricole que je propose de changer. Regardez tous les agriculteurs qui ont déjà démontré qu'ils peuvent tirer un revenu sans utiliser du tout de phyto. Ils s'appellent les agriculteurs biologiques. Idem pour d'autres systèmes, en agriculture économe, autonome. Allez voir ce que fait le Cedapa²⁰ et d'autres qui fonctionnent très bien.

Cela revient à la question fondamentale de Jean-Christophe Debar qui, pour lui, est de savoir si l'agroécologie est compatible ou non avec les biotechnologies. Problème: on n'arrive pas à sortir de la seule approche technique alors que l'enjeu est de trouver des modèles, des formes d'agriculture permettant de concilier différentes dimensions, à la fois les problèmes environnementaux majeurs en termes de perte de biodiversité ou les problèmes sociaux qui émergent dans certaines filières, les questions éthiques en terme de bien-être animal et les questions sanitaires... Et il n'y a pas 36 modèles. Ça passera forcément à la fois par un rebouclage des cycles, donc par des techniques agronomiques qui permettent d'utiliser les complémentarités biologiques (c'est le discours agronomique de l'agroécologie) et, sur le plan économique et financier, par des systèmes beaucoup plus autonomes, avec des agriculteurs moins endettés et moins dépendants directement, par exemple des prix mondiaux.

Pour finir, je le redis, je ne suis pas contre l'exportation, mais pour la construction d'un cadrage politique afin que les fabricants de politiques publiques ne mettent plus la compétitivité sur les marchés internationaux comme l'enjeu et l'horizon ultimes de l'agriculture et d'une agriculture professionnalisée. Cela ne peut plus fonctionner. Ou bien, cela continuera comme au début de la modernisation agricole, avec une hémorragie complète du secteur agricole - on a perdu 350 000 agriculteurs au cours des 10 dernières années tandis que d'autres s'agrandissent. Alors soit on continue ainsi, soit on change de modèle car on dit que l'on est peut-être arrivé à un point de rupture. Cela implique des changements organisationnels à la fois au niveau politique et au sein du monde agricole. De toute façon on ne sera jamais compétitif ni avec les Brésiliens, ni avec les Danois. C'est donc une aberration complète. □

²⁰ - Centre d'étude pour un développement agricole plus autonome
<http://www.cedapa.com/>

LES ÉTONNEMENTS DE...



Thomas Cochini, Mathieu Dalmais, Catherine Larrère, Olivier Assouly.

À l'issue de la première journée, il avait été demandé à quatre intervenants, de générations et d'horizons différents, de nous faire part de leurs étonnements : un aspect du débat qui n'aurait pas été évoqué, une expression qui trouble et interroge, une question qui demeure en suspens.

C'est sans surprise, cette fois, que nos quatre « témoins » ont parfaitement rempli leur mission.

Thomas Cochini : En retard d'une révolution !

Je m'attache tout particulièrement aux interventions de la matinée, lors desquelles nous avons beaucoup évoqué la révolution industrielle et les révolutions agricoles. Or, vous n'êtes pas sans savoir que nous sommes au XXI^e siècle et que la révolution que nous vivons désormais est celle du numérique, dont on n'a pas du tout parlé. Voilà ce qu'est mon étonnement du jour. Dans quelle mesure le numérique pourrait-il devenir un nouvel outil de valorisation tant sur le plan social pour l'agriculteur, que sur le plan économique pour la rentabilité ?

Mathieu Dalmais : Le global, pour rêver.

En premier lieu, je suis étonné du titre de ces Controverses et de ce qu'il a produit. J'ai trouvé très intéressant que la question – avec quoi nous faut-il rompre ? – guide réellement chaque intervention et que cela ait été très fertile. Car depuis les années 1980, nous baignons dans une sorte de positivisme, alors même que nous avons besoin d'exprimer des idées contraires au système dominant. Mieux, pour une fois, nous n'avons pas parlé en termes de coexistence ou cherché à savoir comment les alternatives allaient pouvoir trouver une niche de marché. Nous avons pu exprimer des envies de ruptures franches.

Un petit étonnement sur la confusion entre l'institution qu'est l'Union Européenne et le continent Europe. Souvent dans les débats, et même à la tribune, l'« Europe » désignait en fait les organes communautaires et non un ensemble de pays. Or nommer correctement les choses permet de les penser de manière plus pertinente.

Dernière surprise, sur la question de l'échelle. Nous avons souvent parlé du global comme une échelle à oublier et du local comme seule échelle possible pour réinventer du lien. Or, moi et mes copains avons besoin de rêver en imaginant que les alternatives créées au niveau local contribuent aussi à une utopie à plus large échelle, permettant de diffuser plus largement du collectif, de la solidarité, du politique.

Catherine Larrère : Extrême audace ?

Mes étonnements résident beaucoup, moi aussi, dans les mots employés. « Il faut rompre avec les chiffres de la FAO »,

a-t-on entendu cet après-midi. Cela m'a fait penser à un livre, dans lequel quelqu'un disait : « On peut faire dire n'importe quoi aux chiffres ». Et son interlocuteur de répondre : « Oui, mais on peut dire encore plus n'importe quoi quand on n'a pas de chiffres »...

En fait, il ne faut pas seulement des chiffres, mais aussi des mots, des concepts et, de ce point de vue là, j'ai été surprise de l'accent mis sur la rupture, car le titre de ces controverses est double, comportant une deuxième partie : « ...Pour réinventer l'avenir ». Mais peut-être l'invention sera-t-elle au cœur de nos réflexions demain.

Dans le champ dans lequel je travaille, nous ne parlons pas de rupture mais de transition, un terme que personnellement je n'aime pas beaucoup, que je trouve un peu mou et peu pertinent. Mais ce terme est néanmoins très utilisé. Ici, aujourd'hui, tout au contraire, nous avons accumulé les ruptures à opérer. Productivisme, libéralisme... laissons ces choses dans le vieux monde, dites-vous. Serait-ce parce que vous êtes tous extrêmement audacieux ? Je laisse toutefois cette question en suspens pour demain : devons-nous aborder les problématiques sous l'angle de la rupture ou sous celui de la transition ?

Olivier Assouly : Pourquoi m'avez-vous invité ?

Mon premier étonnement : pourquoi m'avez-vous invité ? (rires dans le public). Il n'est en effet pas si évident aujourd'hui d'offrir une tribune à des gens dont la discipline est la philosophie. Laquelle a une image un peu abstraite, voire absconse et inutile face à la réalité des problèmes rencontrés par des praticiens, des agriculteurs, des institutionnels.

Qu'est-ce qui fait que j'ai eu ce sentiment d'arriver un peu en usurpateur, en imposteur, aux côtés d'agronomes, de spécialistes, de gens qui ont développé des compétences liées à une formation ? En tant que « philosophe » – cette appellation dont je me défends est très prétentieuse – comment prétendre à un discours autorisé sur des questions qui semblent relever de compétences autres que les miennes ?

J'ai une vague réponse. Lorsqu'on balaye rapidement l'histoire de la philosophie, tout ce qui concerne l'agriculture a toujours constitué un objet de débat, que ce soit chez Platon, quand il cherche la place à assigner à la paysannerie dans la Cité idéale, ou chez Rousseau, pour lequel l'agriculture est le premier des arts. À l'inverse, si l'on regarde la pensée du XX^e siècle, la question de l'agriculture a quasiment disparu, au point que je vous mets au défi de citer un philosophe contemporain qui traite de l'agriculture, à l'exception de Michel Serres. □



LE OFF DES CONTROVERSES

Les agriculteurs s'emparent du débat

L'initiative est née l'an dernier : profitant de la dynamique des Controverses européennes de Marciac, le Groupe Local de Réflexion (GLR), qui réunit une trentaine d'agriculteurs, d'élus locaux et de citoyens du Gers et des Hautes-Pyrénées, a souhaité créer son « off », pour décliner le sujet au plus près de ses préoccupations.

Un débat ouvert à tous, qui avait cette année pour sujet : « La coopération idéale selon les agriculteurs correspond-elle à l'idéal porté par les coopératives ? ».

En ce début de soirée du vendredi 29 juillet, une cinquantaine de personnes de tous horizons avaient répondu présent, dont des responsables de la Fédération nationale des Cuma, des économistes, des agriculteurs et de jeunes agronomes.

Pourquoi les coopératives sont-elles aujourd'hui autant critiquées ? Pour quelles raisons les agriculteurs ont-ils l'impression d'être les instruments des coops ? La démocratie est-elle encore possible dans ces instances ? Une grande coop est-elle encore une coop ?

Une heure et demie de discussion franche n'aura pas permis de faire le tour des questions. Sinon de réaffirmer que l'essence de la coop réside dans l'engagement et les convictions de ses adhérents.

On a la coopérative qu'on mérite

Mais au fait, c'est quoi, pour vous, une coopérative idéale, demandait sur place le journaliste Yann Kervéno. « C'est une entité qui doit être au service de sa base, et pas l'inverse, la base au service de la coopérative », répond Christian Manauthon, agriculteur, avant d'ajouter : « Ce n'est pas vraiment le cas. Il y a un manque de confiance des paysans, une perte de repères et d'objectifs ».

Dominique Michenot, agriculteur à la retraite acquiesce : « La coopérative idéale, c'est ce que les adhérents veulent en faire ». Sauf que ces mêmes adhérents n'osent pas toujours s'exprimer et que les divergences d'intérêts entre eux ou les attitudes individualistes font obstacle à une démarche concertée. « On a la coopérative qu'on mérite », tranche Dominique Michenot. « S'il y a une volonté collective de demander des comptes, on peut les obtenir. Par exemple, des grilles de prix transparentes et valables pour tout le monde, qu'on soit à 5 ou à 30 km de la coop. Idem pour les primes de quantités. Y parvenir, c'est possible. Je connais bien des exemples où des adhérents, en AG, sont parvenus à battre en brèche des décisions de la coop ».

Quant à Jean-Luc Bongiovanni, l'animateur du GLR, la coopérative idéale est celle « qui écoute ses adhérents, où s'exercent des processus réelle-

ment démocratiques et des pouvoirs partagés ». Si ce n'est pas le cas, à qui la faute ? Rejoignant l'avis de Dominique Michenot, il répond sans hésiter « Aux adhérents. Il est très difficile de les mobiliser pour qu'ils s'impliquent et interviennent dans les AG. Aujourd'hui, dans une AG classique, sur 200 personnes, seuls deux ou trois agriculteurs prennent la parole, toujours les mêmes ! Du coup, on les met en marge car ils sont considérés comme des empêchements de tourner en rond ».

Reste que le off, lui, n'est pas resté en marge : venue pour les Controverses, une journaliste de la France Agricole qui a choisi de suivre ces échanges en a fait le sujet même d'un de ses articles : « Le off de Marciac : les coopératives en débat » (La France Agricole, M-G Miossec, 01.08.2016). □



Raphaël



Samedi 30 juillet

RELECTURE

Rompre avec le catastrophisme



Par Gilles Allaire, docteur ingénieur en agronomie, directeur de recherches en économie rurale, Inra.

S'il ne s'agit pas vraiment d'une relecture, ni même d'une restitution de la journée précédente des Controverses de Marciac, Gilles Allaire s'est néanmoins appuyé sur certains éléments abordés la veille pour proposer quatre ruptures : la première, rompre avec l'idée d'un monde fini, peu incitative pour réinventer l'avenir ; la deuxième, rompre avec l'impératif de la croissance, avec un détour par la thermodynamique ; la troisième, rompre avec l'utilitarisme et l'idéologie de la rareté, avec un détour par la philosophie ; enfin, la quatrième, rompre avec l'élitisme, et un petit passage par l'éthique.

Plutôt que l'idée d'un monde fini, celle du métabolisme social

Sur le premier point, je serai très bref car, de fait, l'expression « le monde est fini », généralement associée à l'argument d'un péril imminent, n'a pas été utilisée hier. En ouverture de la première journée, Benoît Daviron¹ a en effet indiqué que les sociétés humaines se perpétuent et se transforment en métabolisant des matériaux et de l'énergie. On peut étudier l'histoire des sociétés humaines, depuis les chasseurs-cueilleurs, en analysant les rythmes et les formes de ce métabolisme social. Il a montré que les cycles de ce métabolisme peuvent être perturbés. C'est dans les équilibres locaux entre population et ressources que gisent les problèmes et, certes, des raisons de craindre des catastrophes. Je vais y revenir. Mais je voudrais d'abord ajouter un troisième élément dans le métabolisme social analysé par Benoît : il s'agit de l'information et des connaissances. Cela fait écho à l'étonnement d'un jeune intervenant, en fin de journée hier : « Il manque le numérique dans ce qui a été dit dans nos débats ». Or l'information a pris, dans le régime socio-métabolique actuel, une place très importante qui correspond d'une part aux normes et d'autre part au développement de l'informatique et des réseaux de communication. C'est une nouvelle façon de dépenser de l'énergie, qui n'est pas qu'immatérielle, car,

1 - Économie et agriculture : rompre avec le XX^e siècle... p.6
http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=4156

comme vous le savez, les fermes d'ordinateurs de Google consomment beaucoup d'énergie et des minéraux rares. D'une façon générale le développement des connaissances conduit à une complexité croissante des sociétés. La révolution industrielle, l'industrialisation de l'agriculture, dont a parlé Benoît, repose sur le pétrole mais aussi sur la chimie, donc sur des connaissances, sans oublier l'intensification de la sélection génétique des plantes et des animaux.

Rompre avec la finalité de croissance en s'appuyant sur les principes de la thermodynamique

Dissipation d'énergie. La thermodynamique, ce n'est pas ma spécialité. Je vais juste mentionner certains résultats importants de cette discipline pour étayer mon raisonnement, qui a à voir avec le métabolisme dont il a été question hier. La thermodynamique enseigne notamment qu'un système ouvert, qui échange donc avec son environnement, est dans un état stationnaire lorsque son énergie interne est constante et se renouvelle en permanence. On dit alors qu'il s'agit d'une *structure dissipatrice d'énergie* (Ilya Prigogine). Autre principe de la thermodynamique - non démontré mais néanmoins anticipé depuis déjà un siècle et considéré sérieusement comme une hypothèse par les physiciens et les biologistes : les structures dissipatrices s'auto-organisent pour maximiser la vitesse à laquelle l'énergie se dissipe dans l'univers. Tout cela est bien abstrait, mais nous allons essayer d'y voir un peu plus clair.

Parmi les structures dissipatrices d'énergie, on peut citer les cyclones et plus généralement les phénomènes atmosphériques, les êtres vivants, les espèces animales et végétales, les êtres humains et les sociétés humaines. La Terre est en effet thermodynamiquement un système ouvert : elle est baignée par les rayons du soleil, ce flux permanent d'énergie absorbé par la surface terrestre (la biosphère) et transformé en agitation, en chaleur et en auto-organisation, en particulier par le phénomène de la vie et le développement des sociétés animales puis humaines. Une infinité de structures dissipatrices d'énergie y participent.

Dans les sociétés solaires décrites par Benoît Daviron, c'est principalement la vie matérielle qui concourt à la dissipation de l'énergie solaire en utilisant la biomasse. Dans les sociétés capitalistes et industrielles, c'est l'économie et l'organisation sociale qui sont les plus grandes dissipatrices d'énergie, et c'est la même chose s'il existe des sociétés que l'on pourrait dire numériques.

Auto-organisation. Les sociétés humaines sont des structures dissipatrices si on considère leur territoire et leur métabolisme. Une société dispose de ressources limitées par le territoire contrôlé (biomasse, travail humain ou animal et techniques) et, à la fois, produit des ressources nouvelles et une population nouvelle par sa dynamique, son métabolisme. Aussi, pour les sociétés humaines se pose toujours la question de l'équilibre entre population et ressources ; le contrôle des naissances, les guerres de conquête, les migrations en sont des conséquences. En accord avec le principe de la thermodynamique, la taille et la complexité des sociétés n'a cessé de croître pour recouvrir aujourd'hui une économie et une société mondialisées.



Toujours selon la thermodynamique, une structure dissipatrice d'énergie s'auto-organise en mémorisant de l'information sur son environnement, information qui peut revêtir plusieurs formes. Dans le cadre de l'évolution des espèces, cette information est mémorisée dans des gènes. Dans le cadre des sociétés, cela peut passer par des mythes et, aujourd'hui, cela passe notamment par les normes. Si on pouvait en faire la somme, on verrait qu'il s'agit d'une accumulation énorme de connaissances. Mais dès que survient une crise de qualité, que le marché doit se restructurer, l'information qui était dans les normes définissant ce marché n'a plus de sens, elle se dissipe. C'est pareil pour les bulles financières. Quand vient la bulle, toute l'information qui faisait fonctionner le marché n'a plus aucun sens. Et elle se dissipe.

Restructuration. Le problème, c'est que plus une structure dissipatrice mémorise d'informations, plus elle dissipe de l'énergie. Mais plus vite elle dissipe de l'énergie, plus vite elle modifie son environnement, de sorte que l'information qu'elle mémorise devient de plus en plus obsolète et qu'elle a de plus en plus de mal à dissiper de l'énergie. Pour continuer, elle doit se restructurer. Elle atteint ce que les thermodynamiciens appellent un point critique à partir duquel l'information mémorisée se restructure selon un phénomène d'avalanche. Cela menace une société devenue planétaire. Catherine Larrère² a évoqué hier ce récit en le présentant comme le récit de l'anthropocène (lorsque l'humanité est devenue un acteur de l'évolution géologique). La conclusion des thermodynamiciens est qu'il faut donc rompre avec la croissance comme finalité. Si l'on veut éviter ou retarder l'effondrement, il faut évoluer suffisamment lentement pour avoir le temps d'évoluer, restreindre la dissipation d'énergie pour rester autour du point critique.

Tant que l'on reste à ce stade d'analyse très globale, on n'aboutit pas à la certitude d'une catastrophe prochaine mais à l'idée qu'il existe des possibilités raisonnables (à découvrir) pour l'éviter. Néanmoins deux enseignements de la thermodynamique sont inquiétants si l'on est pessimiste : 1) la rupture de l'équilibre autour d'un point critique produit des catastrophes en chaîne et 2) la menace liée au principe de la thermodynamique qui veut que la puissance des structures dissipatrices d'énergie augmente de crise en crise et ainsi la violence des crises à venir. Effectivement l'histoire nous enseigne que les civilisations sont mortelles et les guerres et les crises économiques paraissent bien de plus en plus meurtrières et une guerre nucléaire pourrait bien être l'embrasement final. Alors, est-ce vraiment possible de tempérer les évolutions actuelles ? À quoi cela nous assujettit-il ? Il faut maintenant sortir de cette vision globale et voir à quelles questions philosophiques et politiques renvoie la perspective que nous offre la thermodynamique.

Rompre avec l'utilitarisme et l'idéologie de la rareté

L'économiste Albert Hirschman, qui a également une approche philosophique, oppose deux visions ou deux états de l'économie : l'économie qu'il appelle *tendue* et celle qu'il nomme *relâchée*.

Économie sous tension. L'économie tendue est celle que théorise la science économique, soutenue par l'idéologie de la rareté. Hirschman dit que la société est toujours dans un état où elle produit plus que ce qui peut être consommé, c'est peut-être ce que l'on a appelé hier le gaspillage. Cela ne veut pas dire qu'on produit toujours trop de tout, mais que l'on produit trop, globalement à un moment donné, du fait de la pression économique. Hirschman écrit cela dans les années soixante-dix, dites années d'abondance. Ce qu'il veut dire, c'est que l'économie fonctionne comme si la société était restée à l'état de subsistance : si demain on produisait un peu moins, il y aurait un peu plus de morts de la faim. On l'a dit hier, ce n'est pas sur cette courbe-là que se situe la société. D'où vient cette tension de l'économie ? Je dirai brièvement que depuis le début de l'histoire de l'humanité, on vit en s'attendant au comportement des autres mais on a l'expérience que cela ne fonctionne pas toujours. Ainsi, nous avons l'expérience de l'action collective, qui permet la solidarité sous de nombreuses formes, par exemple des coopératives, le voisinage ou encore les politiques publiques, mais nous savons aussi très bien que tout cela peut engendrer des crises et que nos constructions peuvent s'effondrer. On est donc toujours à la recherche d'une certaine sécurité, ce qui explique peut-être la tension.

La dépense plutôt que la production. À ce propos, je voudrais parler d'un autre philosophe, Georges Bataille, auteur de « La part maudite » en 1949. Georges Bataille, qui ne connaissait pas la thermodynamique, va dans le même sens en considérant que les systèmes vivants ou sociaux disposent très généralement d'un excès d'énergie et que cet excès doit être, d'une façon ou d'une autre, dépensé : « si le système ne peut croître, ou si l'excédent ne peut être en entier absorbé dans sa croissance, il faut nécessairement le perdre sans profit, le dépenser, volontiers ou non, glorieusement ou sinon de façon catastrophique ». À partir de cette observation, il renverse complètement la conception utilitariste de l'échange. Il présente l'échange économique comme étant, à la base, un processus de dépense sur lequel vient se greffer un processus d'acquisition. Il affirme le caractère secondaire de la production, de l'acquisition par rapport à la dépense. L'idée d'un monde paisible commandé par la nécessité primordiale de produire, d'acquiescer et de conserver est une illusion commode alors que le monde dans lequel nous vivons est « voué à la perte » et que la survie même des sociétés n'est possible qu'au prix de dépenses improductives considérables et croissantes.

La rareté ne crée pas un manque mais une responsabilité.

Rompre avec l'impératif de la croissance, c'est donc tempérer, mettre en avant un principe de tempérance, qui n'est pas un principe de renoncement. Mais c'est aussi, si je reprends le terme d'Hirschman, faire la part du relâchement, et si

² - Où sont nos grands récits mobilisateurs ? p.8
http://www.agrobiosciences.org/article.php?id_article=4164

je suis Bataille, c'est permettre l'exubérance, la dépense inutile. Cette première conclusion nous amène à la question de la responsabilité. Rompre avec l'utilitarisme, c'est opposer à la conception de la rareté comme un manque, une conception de la rareté comme responsabilité. Le principe du manque est une incitation à produire toujours plus ; toute valeur étant réduite à l'utilité, le désir de consommer devient vite infini, tandis que le principe de responsabilité introduit des choix raisonnables.

Pour expliquer cela, je vais revenir sur la discussion d'hier avec Olivier Assouly³, à propos de l'agriculture responsable. Olivier a dit « au lieu d'appeler à une agriculture responsable, à moraliser les pratiques, c'est de l'activité même de cultiver et d'élever des bêtes que devrait naître l'idée de responsabilité. » La valeur fondamentale de l'agriculture, c'est la conservation de la fertilité de la terre, son respect. Il a raison, cela produit de la responsabilité et de la tempérance. Mais on peut se demander - nos sociétés étant encore en partie solaires - dans quelle mesure cette vision, cette valeur est liée exclusivement aux sociétés solaires, et si il y en a d'autres à mettre en avant.

Rompre avec l'élitisme

Un autre philosophe, Hans Jonas, a écrit en 1979 un livre qui s'appelle « Le Principe de responsabilité ». Le principe de responsabilité est fondé sur une philosophie qui explicitement l'oppose à un sociologue allemand Karl Mannheim qui, lui, avait écrit, en 1925, sur l'utopie. Ce principe de responsabilité s'oppose au principe de plaisir. Si je caricature, le peuple fait la fête, il est trop porté à faire la fête et ce sont nous les élites qui devons assumer les responsabilités. Certes, je caricature, mais ne retrouve-t-on pas des traces de cela enfouies sous les bonnes intentions des élites? En opposition à cette conception, on peut citer l'intellectuel collectif que Marx voyait se développer à travers l'organisation du travail, et dont on peut élargir la portée dans nos sociétés de communication. Mais la responsabilité des élites se traduit de plus en plus par le développement d'une techno-structure. Comment peut-on alors sortir de l'élitisme et avoir ainsi une vraie responsabilité qui naît avec l'activité et qui nous permettrait, peut-être, de mettre en œuvre un principe de tempérance, sans oublier le principe de plaisir? Je n'ai pas la réponse, comme tous mes camarades qui ont parlé avant moi...

Il y a cependant deux pistes. La première, à un niveau individuel, concerne un certain détachement car, comme dit Bataille, si ce monde est voué à la perte, autant avoir une attitude contemplative. La deuxième, pour conduire à la tempérance, n'est pas à chercher du côté des élites, de ceux d'« en haut », ni d'une moralisation par les normes... Mais bien plutôt dans un large débat sur le commun. Il faut sans doute en débattre localement, comme disait Catherine Larrère, par rapport à l'ensemble du système de la techno-structure, mais ce n'est pas qu'une question locale, j'ai essayé de montrer que c'était une question plus globale. □

3 - Pourquoi notre modèle d'agriculture est-il devenu mortel? p.10
http://www.agrobiosciences.org/IMG/pdf/Assouly_marciac_2016-2.pdf



DISPUTE

Faut-il rompre avec l'élevage industriel ?



Avec Danielle Even, éleveuse et présidente de la Chambre d'agriculture des Côtes d'Armor, et Jocelyne Porcher, sociologue Inra, auteure de nombreux ouvrages « *Vivre avec les animaux* » et « *Une vie de cochon* » (Ed. La Découverte) et « *Cochons d'or* » (Quae).

Sujet polémique par excellence, la rupture avec l'élevage industriel cristallise les tensions entre deux conceptions du monde. Danielle Even, productrice de porcs dans les Côtes d'Armor et présidente de la Chambre d'agriculture du département, témoigne des évolutions en cours dans la production porcine classique. Jocelyne Porcher, ancienne éleveuse devenue sociologue (Inra), réclame une rupture radicale et un retour à l'élevage en lieu et place des productions animales actuelles. Une dispute animée par le journaliste Yann Kerveno.

Pouvez-vous nous raconter rapidement l'histoire de votre exploitation, Danielle Even ?

Danielle Even : Je suis installée en production porcine avec mon mari et deux salariés. Nous avons un élevage de 300 truies. Mon mari est fils d'agriculteurs d'une petite commune des Côtes d'Armor. Il vient d'une famille de sept enfants, dont quatre souhaitaient être agriculteurs. Dans les années 80, pour avoir la possibilité de s'installer en agriculture, il y avait cette option de devenir éleveur de porcs. Ce qu'il a choisi de faire. Dans une exploitation somme toute classique, en Bretagne, avec très peu de terres. Mes beaux-parents avaient une petite exploitation laitière de trente hectares, qui a été reprise par mon jeune beau-frère. Quant à moi, je travaillais dans le social, mais il y a 15 ans maintenant, j'ai rejoint mon mari sur l'exploitation.

Une question un peu personnelle également pour vous, Jocelyne Porcher. Qu'est-ce qui vous a conduit à travailler sur ces thématiques, et notamment celle de la souffrance au travail dans les élevages ?

Jocelyne Porcher : En fait, j'ai d'abord été éleveuse de brebis, puis j'ai repris une formation agricole en Bretagne. J'ai été alors amenée à travailler en porcherie industrielle. Je me suis trouvée plongée dans un système que j'appelle « production animale » et non pas « élevage », ni même « élevage industriel », car son but premier n'est pas d'élever des animaux mais de produire de la matière animale. Voilà, le cœur de

mon sujet. Et je pense que ce dont parle ma voisine relève plutôt de ce système.

On le voit vous parlez deux langues presque différentes. Nous allons donc essayer, sinon de vous faire vous rejoindre, au moins de pouvoir discuter ensemble. Danielle, quelle rupture devrait être opérée aujourd'hui dans la production porcine et pourquoi ?

D.E. : Plutôt que de parler de rupture, qui fait penser à la cassure, je préfère parler d'enjeux. Les enjeux d'hier étaient de pouvoir apporter des produits en quantité avec une certaine qualité, à bas coûts et en utilisant beaucoup d'intrants, que ce soit l'énergie ou l'eau. En revanche, aujourd'hui, les enjeux sont plutôt de l'ordre de la frugalité, pour prendre en compte de nouveaux éléments de type climat, biodiversité, attente des consommateurs, raréfaction des ressources... Du coup, s'y ajoute la nécessité d'être plus autonome.

Sur un élevage comme le mien, l'autonomie sera compliquée à obtenir ; il ne vous aura pas échappé que nous avons peu de terres. Nous essayons toutefois de l'atteindre par l'installation d'une unité de méthanisation, non pas pour produire de l'électricité, comme d'autres collègues peuvent le faire, mais pour produire l'énergie dont nous avons besoin. Nous avons même poussé l'expérimentation un peu plus loin en mettant en place, à côté de ce méthaniseur, un traitement de nos effluents, ce qui nous permet de produire un sulfate d'ammonium qui remplace des engrais.

De fait, je crois beaucoup en l'agriculture écologiquement intensive telle que présentée par Michel Griffon. C'est vers cela que nous devons tendre. Un élevage comme le mien - je me qualifie d'éleveuse et non pas de productrice - repose sur des capitaux et des prises de risques personnels que nous assumons, mon mari et moi. C'est ce qui rend très complexe une rupture totale. En revanche, tendre vers autre chose, je crois que nous sommes déjà en chemin. C'est une première approche, il y en a d'autres...

Les systèmes industriels sont archaïques

Nous y reviendrons en effet un peu plus tard. Jocelyne, pour vous, y a-t-il une rupture importante à faire ?

J.P. : Oui, et on aurait dû la faire depuis longtemps. Les systèmes industriels sont archaïques - ils ont été imaginés au milieu du XIX^e siècle, au moment de l'appropriation de la nature et des animaux par les industriels et le système capitaliste. Ce système-là repose sur l'idée de produire de la matière animale rentable, bref de rentabiliser nos relations de travail avec les animaux. Nous avons aujourd'hui atteint les limites de ce système.

Avec les animaux, les premières limites sont d'ordre moral. Dans le contexte actuel de relation aux animaux et de violence, ces systèmes deviennent insupportables. Mais il y a aussi des limites environnementales, alimentaires... Nous sommes à un moment où, plus que jamais, il faudrait se décider à rompre avec ces systèmes industriels, à inventer d'autres modèles permettant de multiplier les élevages au lieu de les concentrer.

De plus, les systèmes renforcent la rupture entre les citoyens, les consommateurs et les éleveurs ou les producteurs. Les animaux enfermés sont invisibles. On ne peut pas rentrer

dans les bâtiments, les porcheries, les productions de volailles... Je suis allée en Bretagne, il y a peu. Je voulais visiter une maternité collective, cela n'a pas été possible. On peut rencontrer les gens, discuter, prendre un café mais si on demande à rentrer, on ne peut pas! Le prétexte sanitaire est complètement bidon. On peut très bien passer au pédiluve ou prendre une douche si nécessaire. Si tout cela ne peut pas être vu, c'est qu'il y a un problème de légitimité, en plus de la culture du secret qui existe depuis les origines dans cette filière. Voilà, il y a une rupture du lien et je crois que si on ne rompt pas avec les systèmes industriels, c'est le lien avec les animaux que nous allons perdre.

Danielle, si on ne rompt pas avec cette culture industrielle, on va perdre le lien avec les animaux?

D.E. : Je ne vis pas du tout cela dans mon élevage. Mais il y a quand même quelque chose de très vrai dans ce que dit Jocelyne. Dans mon groupement, dont on parle régulièrement dans la presse, on a longtemps dit: « Bien faire et laisser dire. » Alors on a bien fait et on a laissé dire. Et je crois qu'une partie du mal vient de ce « laisser dire. » Récemment en Bretagne, nous nous sommes dit que l'on ne pouvait plus laisser dire. Il faut renouer la discussion avec les consommateurs, avec les citoyens - j'en suis un également - en ouvrant nos élevages, en montrant ce que l'on fait, avec quelques limites bien sûr. À titre d'exemple, nous avons créé l'association « Agriculteurs de Bretagne », qui regroupe 86 organismes, allant des centres de formations aux coopératives, en passant par des particuliers, pour un total de 1 000 adhérents. Quatre-vingts organismes différents pour essayer de faire de la communication autrement. Ce dont nous nous sommes rendu compte, sur la base de sondages, c'est qu'effectivement, très majoritairement, à 85 % je crois, les consommateurs font confiance aux agriculteurs. En revanche, ce qu'ils demandent, c'est que les agriculteurs parlent. Et c'est vrai, à un moment donné, nous avons arrêté de parler.

Nous sommes multiplicateurs, nous vendons de futurs reproducteurs... Dans un élevage comme le mien, qui a un très haut statut sanitaire, j'ai fait venir des caméras, beaucoup de monde est entré: on prend une douche, ce n'est pas un problème. Je ne crois pas qu'il y ait dans les élevages de porcs, ou de volailles, l'idée de vouloir cacher. Bien au contraire. Mais c'est un défi, parce que la relation avec le consommateur passe d'abord par montrer ce que l'on fait, afin d'obtenir la reconnaissance du travail accompli, ce que nous n'avons pas beaucoup en ce moment.

**On a bien fait et on a laissé dire.
Une partie du mal vient de ce laisser dire.**

Sur le fond de l'intervention de Jocelyne, qui dépeint un système menant à l'impasse, partagez-vous ce sentiment?

D.E. : Non, je ne pense pas que nous soyons dans un système « au bout du bout ». Par contre, un jeune a dit hier que dans le travail que nous réalisons aujourd'hui, il y a quelque chose à faire évoluer. Actuellement, nos productions sont standardisées, mais je suis persuadée que grâce au numérique, nous pourrions avoir une production différente, beaucoup plus fine, un travail beaucoup plus individualisé. Certains de nos collègues travaillent déjà avec des puces qui permettent l'individualisation de l'alimentation, donc moins

de rejets... Alors, il ne s'agit pas de changer nos outils. Un outil comme le mien, je ne peux pas le casser, et je vais avoir du mal à le transformer davantage encore. En revanche, je vais pouvoir intégrer, par ces différentes applications numériques, des manières de travailler beaucoup plus individualisées et qui permettront une autre relation à l'animal. Dans un élevage comme le nôtre, avec 300 truies, dans les semaines de mise bas, le travail est très individualisé. On sait quelle truie aura le plus de mal à mettre bas, laquelle on va devoir assister, avec laquelle on va éventuellement passer une partie de la nuit. Je ne vous raconte pas cela pour vous faire larmoyer, mais pour vous dire la réalité de notre métier. Je crois beaucoup au numérique pour avoir un autre type d'approche de l'élevage. Ce sera la même chose en élevage laitier, et je crois que le consommateur aussi demande cela. On va aller vers ça.

Jocelyne, ne peut-on pas se satisfaire des évolutions que nous décrit Danielle?

J.P. : Dans ce que vous décrivez, vous parlez d'une production avec des producteurs qui sont des truies, qui produisent des objets, les porcelets, qui seront aussi des outils de production dans un système reproducteur. On pourrait enlever le mot « cochon », ce serait pareil. Or, le fait que ce sont des animaux dont il est question, ça change tout. Les animaux ne sont pas des boulons, ce ne sont pas des voitures, ce sont des êtres avec qui nous sommes en relation, qui ont une existence, une subjectivité, avec lesquelles les relations en élevage sont compliquées. Surtout en élevage, parce qu'au bout, il y a la mort des animaux. Et ce n'est pas si évident à penser ni pour les éleveurs, ni pour les citoyens.

C'est cela qu'il faut changer, ce système qui a été construit au XIX^e siècle pour transformer la relation de travail aux animaux en un système de production de matière animale. Or, la relation de travail avec les animaux est d'abord fondée sur des rationalités relationnelles. Nous vivons ensemble. C'est le cas dans les processus de domestication avec les vaches, avec les cochons ou avec n'importe quelles bestioles, parce qu'on a envie de vivre avec elles plutôt que sans elles. Ce sont les conditions de notre vie avec les animaux qu'il faut revisiter. Il faut changer ce système qui est profondément inscrit dans le capitalisme, dont le but est de faire des profits. Un profit qui n'est pas généré au niveau du producteur mais de la toute la filière, de la génétique, de l'alimentation du bétail, des bâtiments, etc. On ne peut pas penser l'avenir de ces productions si on ne se rend pas compte dans quel fil historique elles se trouvent et pourquoi.



Ce sont les conditions de notre vie avec les animaux qu'il faut revisiter

Par exemple, aujourd'hui, on se retrouve avec des jeunes qui ne veulent plus manger de viande, qui ne comprennent plus tout ce bazar avec les animaux qui n'a pas de sens. Il faut revenir aux fondamentaux de notre relation aux animaux qui sont de vivre et de travailler ensemble. Dans la production porcine, que je connais plus particulièrement, restent beaucoup de questions : celle des conditions de vie des animaux, celle de la relation à l'environnement, et celle des races, également fondamentale, parce qu'on est en pleine déperdition de la diversité biologique des cochons.

Entendez-vous Danielle quand elle nous dit qu'il y a quand même une relation avec les animaux? Alors est-ce l'autour de l'éleveur qu'il faut changer?

J.P. : Il y a relation personnelle et relation personnelle. J'ai une relation personnelle avec mon ordinateur aussi... Je vois bien ce qu'est un élevage de reproduction. On est effectivement plus proche des animaux que dans un autre système de production de porcs charcutiers. Ça n'empêche... Danielle, je ne sais pas quel est votre taux de renouvellement des animaux. Mais l'espérance de vie de vos animaux est certainement la même qu'ailleurs, les conditions de vie y sont identiques, les animaux sont enfermés. C'est un système industriel dont la seule raison est de faire du fric avec ces animaux, même si ce n'est pas au niveau du producteur que va l'argent. Le jour où la truie n'est plus assez productive, elle part à l'abattoir.

Danielle, vous faites du fric alors?

D.E. : Il ne vous aura pas échappé que pour faire de l'argent, ce n'est pas agriculteur qu'il faut être, pas producteur de porc ou de lait ou de quoi de soit... Notre élevage n'est pas atypique, mon mari et moi ne sommes pas atypiques. Nous avons des salariés, une jeune de 23 ans et une autre de 30 ans, non issues du milieu agricole, qui aiment leur travail. Nous leur demandons, et nous nous demandons, d'être le plus proches possible de nos animaux parce que ça ne peut marcher que comme cela. Je ne me considère pas, et je pense pouvoir parler au nom de beaucoup de mes collègues, comme industrielle. Alors, oui, j'ai vu des élevages industriels. Je suis allée aux USA, j'ai vu des élevages laitiers industriels. Le jour où la vache devait vêler, elle vêlait, que ça lui plaise ou pas. Pour ma part, je suis aujourd'hui dans un système qui a déjà largement évolué et qui va encore beaucoup évoluer. Nous aimerions bien pouvoir simplement vivre correctement de notre métier. Il y a quinze jours, notre comptable nous a rendu notre bilan. Cette année, nous sommes parvenus à couvrir nos charges. Ce n'est pas mon groupement qui s'est enrichi, du moins dans ce que je peux voir.

Pour le futur, à partir du moment où on aura compris que si on avait une autre relation avec le consommateur, dont une proximité à réinventer, alors peut-être pourra-t-on discuter des conditions d'élevage, mais aussi des actes d'achats qui nous permettraient de vivre correctement de nos métiers. Stéphane le Foll va faire adopter un décret concernant l'étiquetage de l'origine des produits, par exemple. Cela va nous permettre de nouer un autre relationnel avec le consom-

mateur puis, peut-être, de reparler des actes de production et des manières d'élever pour pouvoir obtenir des produits toujours en quantité et de qualité. Je ne suis pas là pour faire larmoyer, je ne peux parler que de ce que je connais. La relation avec les animaux est très forte dans des élevages et pas que dans le mien. Ma voisine, qui est naisseur-engraisseur, passe dans les semaines de mise bas beaucoup de temps auprès de ses truies. C'est quelque chose de très personnel. Moi, quand une truie part, j'ai du mal. Mais il y a un cycle de vie, et à un moment donné quelque chose qui s'appelle la mort. On travaille avec ça, c'est le quotidien de tous les éleveurs depuis toujours.

Cette année, nous sommes parvenus à couvrir nos charges

J.P. : Je connais très bien la production porcine, donc je vois très bien quelle relation peut exister entre un travailleur et la truie au moment de la mise bas. C'est le cœur de l'élevage de donner naissance. La relation avec les animaux à l'intérieur du système, elle existe. Elle est même inévitable. J'ai fait des enquêtes auprès des travailleurs en production porcine et c'est là que j'ai travaillé sur la souffrance. Chez les personnes, il y a cet élan de protection, de soin, de gentillesse, qui est empêché par le système. Dans les systèmes de production de porc charcutier, ce sont des truies hyper-sélectionnées, hyper-productives, avec 18 porcelets par portée, 31 porcelets par an, en moyenne. Cela veut dire que certaines truies en font plus. Dans ce système, il faut extraire les porcelets de la truie. C'est une matrice de production de porcelets. D'ailleurs le système ne produit pas des porcelets, il produit du porc.

Évidemment, on est face à une truie qui souffre au moment de la mise bas, on veut la protéger, l'aider, on est touché. C'est pour que ça que dans le système industriel, les gens souffrent, ils absorbent la souffrance de la truie, sans oublier que les conditions générales de vie sont tristes dans ces élevages.

Je travaille beaucoup avec de vrais éleveurs, qui ont une relation avec la nature, avec leurs animaux, avec leurs clients. Le but est de donner du bonheur aux animaux, de donner du plaisir aux consommateurs, bref d'être heureux. C'est ça le but de l'élevage. Partout où je vais, et je circule beaucoup, je rencontre des éleveurs heureux, que ce soit dans le Lubéron ou en Bretagne... En revanche, dans les systèmes industriels, le mieux que l'on puisse faire, c'est de limiter la souffrance. J'ai rencontré une travailleuse en production porcine qui m'a dit « je voudrais partir, mais je reste parce que j'aime mieux que ce soit moi qui m'occupe des truies que certains de mes collègues qui sont des brutes. » La vie avec les animaux, ce n'est pas ça. On vit avec les animaux parce qu'ils augmentent nos vies, ils la potentialisent, ils nous donnent plus de poids dans l'existence alors que le système industriel casse cela. Il nous ramène à quelque chose de noir, de triste, de mortifère.

Danielle ne semble pas malheureuse, bien que le métier ne doit pas être marrant tous les jours. Jocelyne, comprenez-vous que cela puisse être compliqué de rompre avec le système? C'est bien de vouloir rompre, mais comment

fait-on dans la pratique, comment passe-t-on de l'élevage de Danielle à quelque chose de différent?

J.P. : Je crois que ce sont des choix politiques. C'est le cas en production laitière. On est aujourd'hui face à une déroute de la production laitière alors que la décision a été prise bien en amont de supprimer les quotas laitiers. Les politiques n'anticipent rien, ne voient rien venir. Ni la réduction de la consommation de viande qui a l'air d'étonner, alors qu'elle est prévisible. Tous ces jeunes, qui sont les consommateurs de demain, ne veulent plus de ce système industriel. Cela donne des extrémistes qui rejettent tout, notamment l'élevage qu'ils ne connaissent pas. Ils ne connaissent que le système industriel et ils pensent que c'est ça l'élevage. Alors, si on ne veut pas tout flinguer dans nos relations aux animaux, il serait plus que temps d'aider les producteurs qui le veulent à changer. Tant mieux et tant pis pour ceux qui sont contents de leur vie, qui continuent de s'imaginer qu'on va être compétitif ou qui croient qu'il faut continuer de travailler pour l'exportation comme le prétend l'IFIP⁴... Dans une société juste et humaine, le but de l'élevage n'est pas d'exporter les cochons, mais de créer du lien, avec les hommes et avec les animaux, du territoire et du paysage. Où sont-ils ces cochons? On ne les voit pas. Les jeunes ne savent pas à quoi ça ressemble, ils ne les voient qu'à la télé...

Aujourd'hui, la viabilité est à six cents truies

Cela dit, je vis dans les Pyrénées-Orientales, et je connais un éleveur qui veut installer 100 cochons à l'engraissement, en bio, dehors. Dans les deux villages où il a prospecté, il a été rejeté. Est-ce que les gens ont vraiment envie de voir les cochons?

J.P. : C'est parce que les gens ne savent pas ce qu'est l'élevage de porcs. J'ai eu des demandes de soutien à des groupes de résistance à des installations d'élevage de cochons, mais ils ne savent pas ce que c'est! Les gens ne font pas la différence entre un système industriel et un système où les cochons sont dehors. La rupture existe: il faut qu'il y ait une volonté politique et une alternative proposée aux éleveurs, au lieu de continuer l'agrandissement, et l'élimination des producteurs, parce que c'est bien une véritable élimination qui se produit. Quand j'ai commencé à travailler, les élevages avaient 60 truies; à 300 c'était le « grand machin ». Aujourd'hui, 300 truies reproducteurs ça va, 300 truies en porc charcutier c'est limite; la viabilité est à six cents truies. Demain, ça sera 1 000. Pour aller jusqu'où?

Danielle, parmi vos collègues, vos voisins, y a-t-il ces discussions sur le système?

D.E. : Aujourd'hui, il y a des débats partout. Je rejoins Jocelyne sur une chose. La production porcine a, c'est vrai, un déficit d'image, un déficit de connaissance quant à ce qu'il se passe dans les élevages. On s'emploie à rectifier ça. Dans ma commune, nous sommes trois producteurs de porcs, moi en reproduction, une collègue en naissance-engraissement et un collègue qui a, dernièrement, réorienté

son exploitation vers le circuit court. Les évolutions sont en place, elles répondent à une demande des consommateurs, à une demande des transformateurs qui veulent avoir d'autres types de cochon. Les débats ont lieu, mais il ne faut pas qu'on se trompe de sujet. La viande et le fait d'en manger font partie de notre quotidien. Nous, éleveurs, devons pouvoir offrir ces produits-là issus de systèmes qui correspondent aux besoins des consommateurs. C'est bien que les choses évoluent parce que les consommateurs, dont je suis, aspirent à autre chose. Et nous serons prêts. Nous pourrions réorienter les productions et l'élevage.

On peut avoir un débat sur l'export, il a lieu dans ma coopérative. On mentionnait hier⁵ que les besoins de la Chine ont créé un appel d'air qui a fait un sacré « plus » dans nos trésoreries. Si demain la Chine referme son marché, on ne fermera pas les élevages. On ne l'a pas fait quand les Russes ont fermé le leur. On a essayé de faire front. Les donneurs d'ordre, les demandes des consommateurs dicteront ce qui se fera demain. Je doute que tous les jeunes arrêtent de manger de la viande. J'ai deux enfants, ils mangent de la viande et nous continuerons à en manger.

Merci Danielle, merci Jocelyne. Si je résume de façon très lapidaire, il doit bien y avoir une rupture. Elle sera *drivée* par le consommateur pour Danielle et par le politique pour Jocelyne. □

4 - Institut du porc

5 - Lire la dispute « L'agriculture française pour nourrir le Monde: rompre avec une fable? » Avec Ève Fouilleux et Jean-Christophe Debar. p.18



ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

La viande, l'animal et l'homme

Thomas Cochini (La Ruche qui dit oui) : Danielle Even a abordé la question du numérique et d'internet. Je voulais préciser que je n'envisage pas internet comme un outil de techno-concentration comme a pu l'être l'énergie fossile, mais plutôt comme un vecteur de gain en autonomie et un outil d'intelligence collective. Par ailleurs, quelle transmission envisagez-vous pour votre élevage de 300 truies, et comment accompagnez-vous les éleveurs avec la Chambre d'agriculture des Côtes d'Armor sur ces questions ?

Danielle Even : Effectivement, je parlais du numérique au sens où il va pouvoir, demain, nous permettre d'adapter et surtout d'individualiser un certain nombre d'actes. Quant à la transmission d'exploitation, c'est un vaste débat. En ce qui nous concerne, mon mari est à deux ans d'arrêter. J'arrêterai probablement en même temps que lui et la question se pose pour notre élevage. Nous avons une salariée qui serait intéressée pour reprendre. Nos enfants ont fait d'autres choix, l'un est dans les énergies renouvelables, l'autre vétérinaire. La transmission se fera donc hors-cadre familial. Ce sera peut-être notre salariée, ce que l'on souhaiterait, parce qu'il y a une relation et une adhésion à une manière de travailler. Au niveau de la Chambre d'agriculture des Côtes d'Armor et plus largement dans le réseau des chambres d'agriculture de Bretagne, nous avons mis en place la charte de la transmission puisque la moitié des exploitants agricoles vont partir dans les dix ans. C'est un vrai défi qui nous attend. Aujourd'hui, 30 % des jeunes qui s'installent sont hors-cadre familial, c'est aussi de nature à faire évoluer les choses. On voit aujourd'hui qu'au moment de la transmission il y a souvent transformation de l'exploitation, vers un autre système, une autre manière de produire. Cela fait partie des choses qui vont amener le monde agricole à bouger.

Jocelyne Porcher : J'ai posé la question de la transmission à l'éleveur que j'ai rencontré récemment. Les systèmes à 600, 800 ou 1 000 truies sont intransmissibles. Ce que les gens transmettent, ce sont éventuellement des parts sociales. Il n'y a plus de patrimoine, on ne parle plus de troupeau, on transmet du capital.

Le risque de dérive d'une moralisation

Tomas Garcia-Azcarate (professeur d'économie) : Que pensez-vous de l'insémination artificielle ? Un certain nombre de collègues défendent la sexualité des vaches et des porcs.

Jocelyne Porcher : Ce n'est pas une question décalée. Dans le respect des animaux, il y a celle de leur sexualité. C'est vrai que les éleveurs que je connais ont des histoires fabuleuses à raconter sur les relations entre verrats et truies.

Gérard Peltre (Mouvement européen de la ruralité) : Quand on parle d'élevage industriel on oublie de parler de la filière industrielle qui crée ce système. On n'a pas parlé de coopératives, par exemple. Ensuite, on a peu parlé de la logique de formation. Comment forme-t-on les jeunes à l'élevage et pas seulement à la production ? Troisième question : quelle est la relation au territoire dans lequel vous vous situez ?

Didier Bertholy (Agent de développement en Corrèze) : On parle d'élevage industriel, mais de quoi parle-t-on ? On ne définit pas les mots. Où ça commence ? Où ça finit ? On ne sait pas. Cette question-là, on l'a vue dans la discussion, semble se résumer un peu trop au rapport entre l'homme et l'animal avec le risque de dérive d'une moralisation, je renvoie à l'intervention d'Olivier Assouly hier sur ce sujet. Par ailleurs on peut très bien faire de l'élevage bio-industriel... Enfin, au début de son intervention, Danielle Even a expliqué les circonstances qui l'ont amenée à choisir cette production. Et elle a parlé d'autonomie. Je me demande, en regard de la spécialisation des bassins aujourd'hui, s'il est inconcevable de penser l'autonomie à l'échelle des territoires pour éviter la dépendance qu'on peut avoir par rapport aux intrants, à l'alimentation ?

Jocelyne Porcher : Personnellement, je l'ai dit, un élevage industriel, ça n'existe pas. C'est un oxymore. Soit on fait de l'élevage, soit on fait de la production industrielle. Par rapport aux coopératives, le problème c'est qu'il n'y a pas d'élevage mais un amont, un aval et, au milieu, un producteur qui essaye de survivre entre les uns et les autres.

Danielle Even : La gouvernance des coopératives fait partie des débats que nous avons en Bretagne. À un moment donné, moi coopérateur, quel pouvoir je peux avoir ? C'est peut-être quelque chose qu'on a négligé parce que trop absorbés dans nos quotidiens d'éleveurs. Mais pour l'avenir, pour l'avenir de toute notre agriculture, nous aurons à nous reposer cette question de nos outils.

Jocelyne Porcher : J'ai rencontré récemment un producteur laitier, trois cents vaches... Il a souligné que 40 % de l'endettement des éleveurs était envers les coopératives.

Yann Kerveno : Et la formation ?

Danielle Even : En tant que présidente de la Chambre et en charge de ce dossier-là pour la Chambre régionale de Bretagne, nous tenons à nos fermes et aux plateaux techniques que nous avons dans les centres de formation. Ce sont des lieux où on pratique et on théorise. Je me bats très concrètement aujourd'hui pour maintenir les plateaux techniques dans les écoles, même si j'ai tendance à penser que les cahiers de charges de la formation tendent à s'éloigner de plus en plus de la pratique. Et si on s'éloigne de la pratique, on s'éloigne de l'animal, on perd beaucoup. Concernant, la question de la relation au territoire... Je crois que l'on peut relever, au niveau d'un territoire, le défi de modifier les manières de produire. Pourquoi j'ai parlé méthanisation ? Parce que dans le cadre du Plan algues vertes en Baie de Saint-Brieuc, on a fait le choix d'avoir un territoire agro-énergétique. L'enjeu : avoir des territoires de production

et de vie, respectueux de l'environnement et tendant vers l'autonomie.

Jocelyne Porcher : À propos de la formation, il faudrait que je réactualise mes connaissances mais, à mon sens, il n'y a toujours pas de formation à l'élevage dans l'enseignement agricole. On parle encore de productions animales. Je reçois beaucoup de jeunes, qui ont lu mon livre et qui me disent : « Je veux être éleveur. Où est-ce que je vais pour apprendre l'élevage ? ». Eh bien, nulle part...

On n'entend pas assez parler de la place de l'homme

Jean-Jacques Laplante (Médecin du travail, Mutualité sociale agricole) : J'entends bien les préoccupations de Jocelyne Porcher autour de la relation homme-animal, mais je voudrais dire, entre ce qu'on a entendu ce matin et hier, qu'on n'entend pas assez parler de la place de l'homme, de la place des agriculteurs... On entend des bilans de santé de la PAC, de l'économie, mais la question de l'homme au travail, c'est une question extrêmement importante qui n'est pas assez abordée.

Jocelyne Porcher : J'ai passé une dizaine d'années à travailler sur la question du travail et la souffrance au travail en système industriel est le cœur de mes recherches.

Ève Fouilleux : Danielle Even, j'ai trouvé intéressant ce que vous avez dit, à savoir à partir du moment où vous percevriez une demande des consommateurs pour changer de type d'élevage, vous seriez prête à franchir le pas. J'ai deux questions à ce propos. Comment vous pensez percevoir la demande des consommateurs ? Car j'ai autour de moi plusieurs adolescents de 14 et 15 ans qui refusent de manger de la viande. On voit dans les journaux de plus en plus de témoignages dans ce sens-là. On observe dans les restaurants une offre végétarienne qui n'existait pas il y a 5 ou 10 ans. On pourrait percevoir cela comme une demande du consommateur. Deuxième question, par rapport à la relation aux animaux, avez-vous l'impression, dans le type d'élevage que vous conduisez, que vos truies sont heureuses, et pouvez-vous concevoir qu'elles soient plus heureuses à se rouler dans la boue, à courir avec les autres pour devenir copines ? Si vous pouvez accepter cette idée qui est la base du bien-être animal, de l'éthologie, quelles seraient les incitations publiques, que faudrait-il dans un monde idéal pour vous faire changer ?

Un agriculteur breton : En tant que producteur de lait, si je pouvais gagner ma vie en produisant 10 litres de lait par jour, je caricature, ça ne me poserait aucun problème. Il faut savoir où on met les niveaux de prix des produits pour résoudre les problèmes que nous posons là. Je trouve qu'on demande beaucoup aux agriculteurs. Si on demande une rupture, l'agriculture ne la fera pas seule, c'est la société qui l'impulsera. Ce que vous remettez en cause, Jocelyne, ce n'est pas l'élevage industriel, c'est le système industriel et il faut aussi le remettre en cause pour les productions à la chaîne, la taylorisation... Un autre exemple, si on veut reve-

nir à l'individualisation que vous prônez, à Paris, il faut supprimer le métro car c'est un système concentrationnaire...

Christophe Garoussia (Éleveur bio, Marciac). Ma remarque est très basique. Le petit élevage c'est joli, ça fait rêver, mais il ne faut pas oublier que l'élevage, c'est l'esclavage. Je crains que nous trouvions peu d'éleveurs pour remplacer tous les élevages industriels qu'on veut démonter !

Octavie Toublanc-Lambault (Ecolieu Jeanot, Landes) : Je travaille sur le micro-maraîchage et mes cours d'agro sont un peu loin. Je voulais savoir quel est le salaire mensuel d'un éleveur porcine ?

Les truies sont-elles heureuses ?

Danielle Even : La rémunération d'un éleveur est très différente d'un élevage à l'autre, je ne peux parler que de ce que je connais. Je vous l'ai dit, cette année nous avons travaillé pour rien, on a payé nos salariés mais la conjoncture ne nous a pas permis de dégager quelque chose d'intéressant en terme de rémunération. Ça fait partie des choses qu'on accepte, il ne faut pas non plus se tromper, nous sommes des chefs d'entreprise, on ne dégage pas forcément un salaire intéressant toutes les années, même si on aimerait bien vivre correctement de notre métier.

Concernant la question d'Ève Fouilleux, comment je perçois la demande des consommateurs, de mémoire, les personnes qui sont purement végétariennes représentent 3% de la population. Des mouvements sont enclenchés, ils sont pour le moment minoritaires, ils bougeront certainement. Ensuite, est-ce que les truies sont heureuses chez moi ? Je ne sais pas. Effectivement, elles sont en liberté sur la partie Bien-être, et j'aurais tendance à dire, en les voyant, qu'elles ne dépérissent pas, donc qu'elles sont dans un environnement dans lequel elles peuvent vivre.

Yann Kerveno : Quel type d'incitation pourrait vous faire aller plus loin pour plus de bien-être pour les truies ?

Danielle Even : Les aides que nous avons pu avoir pour les mises aux normes Bien-être, c'est un plus. C'est accompagner une transformation et la prise ne compte de demandes sociétales et de nouvelles normes européennes. Quand il y a eu ces incitations, ça s'est traduit par du bien pour nos animaux, et du bien pour nous. Par rapport à mon collègue éleveur laitier, ce dont on a besoin en tant qu'éleveur, c'est de la RE-connaissance. La connaissance de ce que nous sommes, de ce qu'est notre métier, de ce que nous pouvons apporter, notre contribution au territoire, notre contribution à l'alimentation. Si on pouvait - ce que je viens chercher dans un lieu comme ici - avoir un débat serein, argumenté, constructif, ce serait le bonheur.

Jocelyne Porcher : Par rapport à la demande des consommateurs, elle apparaît assez clairement puisque les chiffres sont catastrophiques en termes de consommation de viande. La chute est très nette. Il y a une recherche de créneau de qualité pour essayer de sortir de cette image - et ce n'est pas seulement une image - de production industrielle.



Concernant la question « qui aurait envie de faire des petits élevages? », je répondrai par une autre interrogation: qui veut faire des productions animales? Dans les systèmes industriels, je n'ai pas rencontré d'enfants de producteurs qui veulent reprendre derrière les parents, contrairement aux systèmes d'élevage alternatifs.

Danielle Even: Je ne peux pas laisser dire ça. La grosse différence entre avant et maintenant, c'est qu'on ne met plus la pression sur nos enfants pour qu'ils reprennent les exploitations. Avant, il n'y avait pas nécessairement le choix. J'ai des collègues dont les enfants reprennent et quand je vois la joie que c'est pour eux, ça leur donne même parfois une deuxième vie professionnelle, je trouve ça super. Aujourd'hui, c'est la liberté donnée à nos enfants de faire les études dont ils ont envie, de s'installer et de rompre avec l'histoire familiale.

René Fage (CCFD Terres solidaires): La viande industrielle, on n'en veut plus! C'est la moins chère certes. Il y a même des restaurateurs qui se demandent comment faire, s'il faut la faire recuire, pour retrouver le goût, qu'elle soit appétante. Aujourd'hui, hormis le jambon de Bayonne et le petit filet qu'on trouve sous la longe, il n'y a que ça de bon dans le porc. Le reste, c'est de la savate.

La dictature de l'émotion?

Flavien Roussel (Cultivar): S'il y avait des ruptures à faire, ce serait peut-être avec la dictature de l'émotion, un mal qui guette notre société. Les mouvements *vegan* et les associations ont la liberté de manger ce qu'ils veulent et ils viennent chercher des noises aux autres. C'est intolérable. On va prendre le cas de Toulouse. Combien de 13-18 ans vont au Musée des Abattoirs (Ndlr: devenu musée d'art contemporain) et sont incapables de se rendre compte qu'il y avait là des animaux qui rentraient et qui sortaient, avec les déchets qui partaient à la Garonne. Le problème, c'est l'ignorance. Ce n'est pas la faute des agriculteurs. Les consommateurs veulent des choses nouvelles et il faudrait que ce soit aux agriculteurs de donner des solutions! Ce n'est pas normal! Avec les mouvements *vegan* et anti-élevage primaires, on va vider les campagnes, tous les élevages où il y a quarante vaches. On est déjà très bien en Europe pour les conditions d'élevage, que les *vegan* et les associations anti-élevage aillent se battre ailleurs, en Chine par exemple où on peut mettre 40000 vaches dans une ferme.

Un participant: On a assez peu parlé de problèmes d'environnement. Ce système que vous avez défendu est relativement hors-sol, déterritorialisé, une bonne partie de l'alimentation vient d'où? Du Brésil. C'est du soja fait sur des friches de forêts amazoniennes, cela pose donc un problème de biodiversité et de déforestation. Le bilan carbone est catastrophique... Le bilan carbone de l'ensemble du système porcin, est-ce que vous y avez pensé? Est-ce que vous avez pensé au Togolais dont la saison des pluies, qui faisait huit mois dans le passé, n'en fait plus que quatre? Il a son mot à dire sur le type de système de production mis en place en France.

Danielle Even: C'est vrai, on a peu parlé de bilan environnemental. En Bretagne, quand on évoque ces questions, on

arrive vite à la qualité de l'eau. Pour votre information, nous sommes la seule région qui est en train de gagner en terme de reconquête de qualité de l'eau, n'en déplaise à ceux qui ne veulent pas l'entendre!

La question du territoire doit être remise sur la table. Moi, je peux essayer, sur mon élevage, de viser quelque chose de circulaire, une espèce d'autonomie énergétique. Je n'arriverai pas à être autonome en termes de céréales, mais on peut se reposer la question plus collectivement pour viser ça. Je parlais avec notre logeuse ce matin... Il y a peu de temps, tout autour de nous, il n'y avait que du maïs, disait-elle. Mais aujourd'hui, je l'ai vu autour de Marciac, il y a une diversification des assolements, plus de soja, du tournesol... Voilà, ça évolue. □

TÉMOIGNAGE DES GROUPES DE RÉFLEXION

Quatre ruptures à opérer pour la politique européenne



Avec Éric Andrieu et Marc Tarabella, eurodéputés.

Éric Andrieu, député du groupe progressiste et socialiste au Parlement européen, en charge de l'agriculture. Élu Conseiller Général de l'Aude de 1988 à 2004, année où il devient Conseiller Régional, il remplace Stéphane Le Foll au sein de la Commission Agricole du Parlement Européen depuis le 16 mai 2012. Il hérite des dossiers relatifs à la nouvelle Pac, à son écologisation et au rééquilibrage des aides vers les exploitations les plus modestes.

Marc Tarabella (Belgique). Ce fils d'exploitants agricoles accomplit son troisième mandat de député européen. Au Parlement, il est notamment membre de la Commission agriculture et développement rural. Élu conseiller communal en 1988 dans sa ville d'origine, Anthisne, il en devient le bourgmestre en 1995. Il préside la Fondation rurale de Wallonie à partir de 2003. Il quitte ces fonctions lorsqu'il est nommé ministre de la formation à la région wallonne, et ministre de l'enseignement, de la Promotion sociale et de la jeunesse à la communauté Française. Il redevient député européen en 2009.

Alors que les crispations identitaires et la défiance montent dangereusement un peu partout en Europe, deux eurodéputés, Éric Andrieu (France) et Marc Tarabella (Belgique), ont été invités à instruire la question : avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir en matière de politique européenne ? Réponses courageuses et mises en garde... Attention, nous sommes à la veille d'une rupture. Une séquence animée par le journaliste Stéphane Thépot.

Marc Tarabella, vous siégez au Parlement européen en qualité de représentant de la Wallonie. Il y a aussi des députés belges flamands. Rassurez-moi, la Belgique existe-t-elle encore ? Plus sérieusement, pouvez-vous nous expliquer comment les députés européens sont élus dans votre pays ?

Marc Tarabella : Je vous rassure, la Belgique existe toujours. Elle a un mode de fonctionnement particulier qui serait trop long à expliquer ici. J'ai beaucoup plus de chance que mon ami et collègue Éric Andrieu. Lui doit faire campagne dans

18 départements et moi dans 5 provinces seulement. Il y a 21 eurodéputés belges : 12 néerlandophones, 8 francophones et un germanophone.

Vous êtes aussi bourgmestre, « maire » en français dans le texte. La question du cumul des mandats se pose-t-elle aussi chez vous ?

M.T. : J'ai été élu maire à 21 ans d'une petite commune de 4 000 habitants, et réélu avec un score digne d'un élu du Sud-Ouest (66%). Il est possible de cumuler et c'est sans doute davantage possible, puisque Bruxelles est à seulement 120 km. Je fais le trajet tous les jours, parfois en train.

Pour terminer les présentations, vous êtes fils d'exploitant agricole et socialiste, ce qui se devine aisément à votre polo rose...

M.T. : J'aurais peut-être dû mettre du rouge ! Le rose, c'est un clin d'œil à mes origines à moitié italiennes et au Giro ; chez vous, le leader du Tour de France porte le maillot jaune, là-bas il est rose. Mon père était ouvrier-carrier de Toscane et ma maman agricultrice. J'ai vécu les 24 premières années de ma vie dans une petite ferme, 17 hectares, 50 têtes de bétail, les fameuses vaches Blanc Bleu Belge.

On ne répond pas à la question du sens

Les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon viennent de fusionner, mais votre circonscription, Éric Andrieu, est encore plus vaste puisqu'elle remonte jusqu'à Bordeaux et une partie de la Nouvelle-Aquitaine. Comment fait-on pour représenter un aussi vaste territoire ?

Éric Andrieu : Sur les 74 eurodéputés français, nous sommes dix élus pour représenter une circonscription qui s'étend de la Gironde à la vallée du Rhône. Contrairement à Marc qui peut rentrer chez lui tous les soirs, je dois m'organiser pour partager mon temps entre le Parlement et ma circonscription. Du lundi au jeudi, je suis à Bruxelles ou à Strasbourg. J'arrive le jeudi à l'aéroport de Toulouse pour aller à la rencontre des professionnels et des élus des 18 départements, essentiellement des agriculteurs puisque j'appartiens, comme Marc, à la Commission agriculture du Parlement. J'ai aussi été maire, conseiller départemental et conseiller régional, mais je n'exerce plus qu'un seul mandat.

Comment fait-on pour défendre à la fois les vins de Bordeaux et du Languedoc-Roussillon à Bruxelles ou Strasbourg ? Quelle place pour les « terroirs » dans la Politique agricole commune ?

E.A. : C'est la question du modèle agricole français et de la diversité qui a déjà été beaucoup abordée ici, à Marciac. Chacun comprend bien qu'un eurodéputé qui défend le modèle français et ses agricultures ne voit pas nécessairement les débats autour du traité Tafta, par exemple, de la même façon qu'un eurodéputé danois ou néerlandais. Nous n'avons pas la même approche du lien entre agriculture et territoires. La question n'est pas seulement celle du modèle agricole, mais aussi celle du modèle sociétal. On demande aux agriculteurs de répondre à des problématiques sur lesquelles on n'a pas fixé d'objectifs. À quelle



société aspirons-nous? Tant que le politique n'aura pas répondu avec courage à cette question-là, on sera comme de grands épiciers, on a une enveloppe financière et on demande aux représentants professionnels de la distribuer. Mais on ne répond pas à la question du sens. Il faudrait que nous puissions avoir un débat au sein du Parlement. Il faudrait amener tous les responsables de la DG Agri de la Commission européenne à Marciac pour avoir des débats de fond.

Arrêter les réformettes de cinq ans

Marc Tarabella, vous avez trois « ministres » de l'agriculture en Belgique. Votre pays a-t-il encore une politique agricole?

M.T. : On est le pays du surréalisme artistique, mais aussi politique. On a « fédéralisé » les politiques et l'agriculture est une politique régionale. Il y a un ministre wallon de l'agriculture, et un ministre flamand. Il n'y a pas de ministre de l'agriculture à Bruxelles, parce qu'il n'y a que deux fermes, et elles sont pédagogiques toutes les deux. Quand le ministre wallon prend une mesure, par exemple en faveur des quotas laitiers et que la Flandre dit vouloir sortir des quotas, le ministre fédéral doit fermer sa gueule. Il ne peut que s'abstenir. Idem pour les OGM. Les Wallons ont dit non, les Flamands ont dit oui. C'est la Belgique, mais ça fonctionne! On a un principe en Belgique : on ne doit jamais mentir aux citoyens. Pourquoi rigolez-vous? On essaie aussi de répondre aux questions posées.

Comme Gilles Allaire tout à l'heure, je vais parler de quatre ruptures qui me semblent utiles dans le concert européen. La première, c'est d'arrêter les réformettes de 5 ans. On doit avoir une politique stratégique à 25 ans, à 30 ans. Nous n'avons que 6% des agriculteurs qui ont moins de 35 ans. On a une crise des vocations. Les 3/4 des agriculteurs ne savent pas à qui ils vont remettre leurs fermes. Il manque une vue stratégique à long terme. Je vais citer deux hommes politiques français pour qui j'ai une profonde admiration. Edgar Pisani, que j'ai eu la chance de rencontrer grâce à Jean-Marie Guillaud et Valérie Péan à Toulouse, à l'Université du Mirail. Il disait que les sociétés modernes commettaient l'erreur de mépriser les métiers dont elles ont le plus besoin : médecins, enseignants, agriculteurs.

Deuxième rupture : le découplage des aides. C'est une imbécillité de payer des aides à l'hectare.

Troisième rupture : la dérégulation des marchés. Là, je veux rendre hommage à Michel Rocard. Les quotas, c'est lui. À l'époque, les 3/4 des dépenses agricoles de l'Union étaient consacrées à stocker, voire détruire des productions agricoles. L'instauration des quotas, très critiquée par le monde agricole à l'époque, a montré pendant trois décennies qu'elle fonctionnait plutôt pas mal. Aujourd'hui, on a dérégulé à la demande des ultra-libéraux et le prix du lait n'est plus rémunérateur pour les producteurs.

Quatrième rupture : le commerce à tous crins. Je ne suis pas opposé au commerce, mais les accords de libre-échange sont scandaleux. L'agriculture arrive en dernier dans les négociations, elle n'est plus qu'une variable d'ajustement. On va imposer des accords aux pays les moins avancés pour y exporter la junk food produite à bas coûts qui va concurrencer leurs productions alimentaires. On aura besoin

de plus de viande demain. On réfléchit de manière trop « euro-centrique ». Dans les pays qui se développent, on va commencer à manger moins de patates douces et plus de volailles, et peut-être plus de bœuf après. On doit permettre à ces pays de produire ces protéines eux-mêmes.

L'Europe est dans l'incapacité d'inventer demain.

Dernière réflexion sur l'Europe à 28, ou à 27. Je n'ai pas été triste après la victoire du Brexit, mais il y a aussi des Britanniques à l'Est. Il y a des pays comme la Pologne qui ne considèrent l'Europe que comme un distributeur de billets. Quand les dirigeants nationaux disent « c'est la faute de Bruxelles », chez nous en Belgique on dit « c'est la faute de l'Europe ». En fait, ce sont les gouvernements nationaux qui n'arrivent pas à s'entendre au Conseil de l'Europe et laissent la bride aux ultra-libéraux de la Commission. Baroso a joué pendant dix ans la compétition intérieure, la concurrence déloyale des pays et des entreprises. C'est contraire à l'esprit européen de départ. Il faudra sans doute repartir avec un projet commun à moins de pays, un noyau de 15 pays, peut-être moins, autour de la zone euro.

Avant de prendre les questions dans la salle, une réaction Éric Andrieu?

E.A. : J'abonde bien entendu tout ce que vient de dire Marc. J'ajouterais simplement qu'en 54 ans, l'évaluation de l'impact de la Pac sur les emplois n'a jamais été réalisée. L'emploi est pourtant la priorité n°1 de la Commission aujourd'hui. Le budget de la Pac représente encore 40% du budget de l'UE. En fait, nous n'avons pas de budget. Cela ne représente que 1% du budget de chacun des États, on fonctionne comme un syndicat à vocation multiple. Le défi, ce serait de passer du Sivom au statut des communautés de communes. On vote des dépenses, mais pas de recettes. Il faut bien prendre conscience que l'Europe s'est construite pas à pas, en prenant son temps. Aujourd'hui, tout va très vite autour de nous, les pays dits émergents ont émergé. On ne pourra plus prendre notre temps. Nous sommes à la veille d'une rupture. Quand je vois qu'on n'a pas traité la question de la sortie du Royaume-Uni après le vote, ça ne peut pas nous rassurer. On est dans l'incapacité d'inventer demain, alors qu'on aurait besoin de plus d'Europe. Pas seulement sur l'agriculture. Quand je vois l'Europe sous-traiter la question des migrants à la Turquie, je me dis que c'est la fin de l'histoire. □

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

L'inacceptable et l'intolérable...

« Si on lâche les pays de l'Est alors qu'ils frappaient à la porte il y a quelques années, il ne faudrait pas abandonner les pays de la Méditerranée » ; « Ce n'est pas une Politique agricole, mais une Politique alimentaire commune qu'il nous faudrait » ; « Qu'ont fait les socialistes et les sociaux-démocrates quand ils étaient majoritaires ? Nous sommes minoritaires face aux ultra-libéraux qui ne veulent plus d'Europe » ; « Quel noyau politique et géographique donner à l'Europe ? » ; « Sur le terrain, les agriculteurs ne comprennent pas une politique agricole européenne trop complexe » ; « Rompre avec les marchés débridés et l'ultra-libéralisme, d'accord, mais comment ? Les Chinois achètent des terres en France et les Italiens viennent acheter les noisettes de la région pour faire leur Nutella ! »

Telles furent les principales questions et remarques qui ont fusé du côté du public durant le court laps de temps laissé aux participants pour réagir aux propos des deux eurodéputés.

L'occasion pour ces derniers de réaffirmer leur credo, loin des discours feutrés et des conclusions en demi-teinte.

Pour Éric Andrieu, « Entre Poutine et Trump, qui peut être élu aux USA, nous n'avons plus le temps de prendre le temps. Et quand je vois que même dans des lycées agricoles, des jeunes ne font plus le lien entre ce qu'ils apprennent à produire et ce qu'ils mangent, ça m'interpelle. On doit se bagarrer à Bruxelles pour expliquer que dans les Cévennes, il y a encore de vraies chèvres qui font du vrai lait. Il faut emmener un Pélardon pour expliquer ce qui est produit dans les bois. Le commissaire européen a décidé de gérer la crise du lait par la faillite. Je vois des producteurs fermer boutiques, ce n'est pas acceptable. »

Du côté de Marc Tarabella : « On tolère l'intolérable dans nos familles politiques. En Hongrie, Viktor Orbán est un fasciste mais le parti populaire ne dit rien. L'article 7 prévoit d'exclure un pays, sauf qu'il faut que ce soit à l'unanimité des États-membres. Un mot d'optimisme tout de même. L'Union européenne, même avec ses fonctionnaires ultra-libéraux, est une machine qui fonctionne plutôt bien avec seulement 0,08% de la richesse européenne. Dans l'environnement par exemple : quand j'étais petit, la cime des arbres devenait rousse en été à cause des pluies acides. L'Europe a été plus contraignante pour l'industrie chimique que partout ailleurs dans le monde, malgré les lobbies. Mais quand on veut développer l'énergie solaire, ce sont des panneaux chinois qui débarquent. Soyons pragmatiques et osons le protectionnisme ! Mais sans fermer la porte aux autres. Les noisettes du Nutella, c'est génial. Moi, je suis admiratif de Ferrero, une entreprise du Piémont italien qui est restée familiale. Si elle s'intéresse à vos noisettes, créez une coopérative et contractualisez avec eux pour obtenir un prix correct et développer l'emploi. » □



LES POINTS SUR LES « i »

Un enseignement agricole trop conventionnel ?



Avec Mathieu Dalmais, agronome membre d'« Ingénieurs sans frontières » ;
Thomas Cochini, ingénieur agronome à « La Ruche qui dit oui » ;
Élise Coquillart, chargée de mission Montpellier Supagro.

Lors d'un débat à La Villette sur l'enseignement agricole⁶, beaucoup de jeunes étudiants agronomes et d'élèves issus de toutes les filières de l'enseignement agricole (400 jeunes) ont pointé le clivage fort entre filières générales et élèves de lycées agricoles. Nous sommes vus comme « les ploucs », disaient-ils. Et de critiquer également l'empêchement de ces lycées agricoles à s'ouvrir non seulement à la cité et aux jeunes de banlieue, mais aussi aux questions les plus contemporaines. « Terroirs, tradition... Ces mots ne correspondent pas aux réalités de notre génération ». Un jeune intervenant en avait alors conclu : « Enlevons le bérêt, ouvrons-nous aux banlieues et aux casquettes à l'envers et, à partir de là, nous enlèverons ensemble nos chapeaux et, enfin, nous travaillerons ensemble ». Bref, l'enseignement agricole ne doit pas rester un village gaulois de petits blancs.
Animé par Jean-Marie Guilloux (Mission Agrobiosciences-Inra)

Pour engager notre débat ici, deux questions qui s'adressent à Mathieu Dalmais et Thomas Cochini. Depuis hier, nous avons parlé de changements, de mouvements, de contradictions, de tensions particulières et aussi d'engagements... Sentez-vous que l'enseignement agronomique tel que vous l'avez vécu est à même de regarder tout cela en face et de l'intégrer ?

Élitisme et technicisme

Thomas Cochini : Personnellement je me définirai comme un ingénieur agronome « hors cadre », n'étant pas issu d'une tradition agricole. À partir de mon expérience personnelle, je

vais commencer par aborder les limites de cet enseignement, c'est-à-dire son côté élitiste, et le type de cadres qui en est issu. Ce qui m'inquiète le plus, c'est la capacité à tenir tête aux transitions politiques. Ces dernières années, dans mon école d'ingénieurs, on a beaucoup parlé d'agroécologie. C'est la spécialisation que j'ai d'ailleurs suivie. J'ai beaucoup apprécié cet enseignement. Pour autant, je m'inquiète du fait que ce projet puisse être abandonné. C'est pour cela que je préconise d'impliquer encore plus les étudiants dans les réalités de l'enseignement agricole, de la recherche et des prises de décision. Histoire d'avoir la possibilité d'ancrer des positions fortes qui s'émancipent des changements électoraux. Car il y a là les limites de cet enseignement.

Pour ce qui est du potentiel de cet enseignement, les écoles d'agronomie et l'enseignement agricole ont une capacité d'innovation importante. Dans la mesure où on touche à une pluralité de disciplines, la génétique, le marketing, la communication... en fait on touche à tout. Cette transversalité doit permettre de créer constamment de l'innovation et de la valeur. Ceci est à prioriser pour l'avenir.

Mathieu Dalmais : À Ingénieurs sans frontières, nous travaillons sur cette question : comment donner du sens à la technique ? Et donc du sens dans nos métiers. Concernant la formation, nous avons d'ailleurs rédigé un manifeste intitulé « *Manifeste pour une formation citoyenne des ingénieurs-e-s* » qui nous positionne sur l'enseignement en école d'ingénieurs. Concernant la prise en compte de l'agroécologie, Bernard Chevassus-au-Louis a rappelé les deux enjeux de la formation en agronomie : prendre en compte la triple nature de l'agronomie, entre sciences biologiques, sciences écologiques et sciences sociales, et penser la socialisation de la pratique de l'agronome.

Sur ce premier enjeu, j'ai été, et je ne suis pas le seul, assez déçu de la formation qu'on a pu avoir. Une formation très techniciste et uniquement centrée sur les sciences biologiques. Il paraît que cela a évolué, j'en suis sorti il y a 5 ans (2011). À cette époque récente, suivre un parcours sur l'agroécologie était impensable. Reste que pour associer ces trois dimensions je pense que quelque chose manque encore énormément. Je vais faire référence à Edgar Morin sur le complexe et l'importance de la connaissance de la connaissance quand il dit qu'il est aussi important d'apprendre une donnée technique que la structure dans laquelle on a pu la produire. Il s'agit donc de prendre du recul sur la façon dont on produit les savoirs. Aujourd'hui je pense qu'un des enjeux dans l'enseignement agricole et agronomique, c'est précisément de nous donner du recul sur la manière dont sont pensées nos formations pour nous permettre de comprendre quels en sont les différents acteurs. Personnellement, j'ai enfin compris quelle était ma formation quand je me suis rendu compte que les cours que je ne trouvais pas forcément intéressants étaient faits par des professeurs qui travaillaient sur le développement des OGM pour Syngenta, mais qui se présentaient comme des profs neutres nous livrant la vérité scientifique.

Sur la question de la socialisation des pratiques, je veux évoquer un travail que nous avons réalisé à « Ingénieurs sans Frontières » sur l'évolution du métier d'agronome « *Du conseil vers l'accompagnement* ». On se retrouve aujourd'hui beaucoup à être finalement en rupture avec tous les aspects

6 - Visionner le film débat « Citoyenneté et enseignement agricole ». Paris La Villette, 7 avril 2015. AgrobiosciencesTV : <https://vimeo.com/124595933>

descendant du savoir scientifique. C'est Jean-Pierre Darré qui écrivait « Arguments contre le racisme de l'intelligence » où il mentionne qu'il faudrait hiérarchiser les savoirs entre ce que l'on a appris en école d'ingénieurs et les savoirs empiriques sur le terrain des paysannes et des paysans. Nous avons fait ce travail à l'international avec des ingénieurs agronomes camerounais. Entre accompagnateurs, on s'est rendu compte que l'essentiel des connaissances sociales et des savoir-faire que l'on mettait alors en place dans notre pratique, on ne les avait pas du tout appris dans notre école d'ingénieurs. Il est urgent que les formations d'ingénieurs intègrent ces enjeux de socialisation des pratiques.

Il y a une formation qui a développé des enseignements à l'accompagnement, c'est le CNEARC dans les années 2000... Mais c'est un module de formation très peu présent par ailleurs. Quand j'étais en école d'ingénieurs, on nous expliquait comment faire de l'agronomie, comment penser les choses, et on attirait notre attention sur le fait que, malheureusement, cela ne fonctionnait pas comme ça, car il y avait ce PFH (« Putain de Facteur Humain ») qui modifiait les choses. C'est le seul moment où l'on entendait parler de paysans dans l'école. Et ce n'est pas le nombre de visites sur des fermes qui permet de rééquilibrer ça!

Les mains dans la terre

Nous avons là deux perceptions d'un itinéraire en écoles d'ingénieurs agronomes. On va maintenant extrapoler sur l'enseignement agricole avec Élise Coquillart qui va réagir à ces propos.

Élise Coquillart : Je tiens à préciser que j'ai fait la même formation agronomique dont je suis sortie en 2015. L'impression que j'ai eu dans nos débats en cercles d'échanges hier, avec d'autres jeunes agronomes, c'est qu'aujourd'hui, il n'y a pas UNE formation d'agronomes. Il y a plusieurs écoles et on n'y vit pas les mêmes choses. Alors, est-ce que les écoles diffèrent ou bien est-ce que chacun ne vit pas les mêmes trajectoires? Certainement les deux. Reste que pour y être passée trois ans après toi, Mathieu, je n'ai pas eu les mêmes cours. On m'a parlé de sciences et société et dans quel cadre sont construits les savoirs qu'on m'apprend. Est-ce que cela a évolué dans le bon sens? Je n'ai pas assez de recul, mais j'ose l'espérer. Voilà pour l'enseignement agricole supérieur.

À présent, je vais ouvrir la question à l'ensemble de l'enseignement agricole. Je travaille en effet depuis un an et demi sur l'enseignement agricole technique, au niveau Lycée et BTS. Là, les potentiels et les limites ne sont pas tout à fait les mêmes. Il y a certes des choses communes, comme la réaction aux changements politiques. L'enseignement agricole technique est en effet très soumis aux volontés politiques et doit savoir s'y adapter très rapidement. Mais il y a aussi des potentiels très forts en termes de capacités d'innovations. Je soulignerai que la plupart des établissements techniques disposent d'une ferme. Mais celles qui y vont ont les mains dans la terre et c'est au cœur de la formation. Il y a là un sacré levier pour combiner une vision conceptuelle et les réalités du métier. Les élèves voient un agriculteur travailler tous les jours.

À Arras, quand la moissonneuse sort, tous les élèves sortent. Quand la sarclieuse sort, tous les élèves observent, commentent, cherchent, modifient la pratique avec l'agriculteur. C'est là un énorme potentiel vivant en continu des pratiques et des innovations.

Reprenons la question « avec quoi nous faut-il rompre ». Je vais rappeler quelques éléments du débat sur l'enseignement agricole à La Villette en avril dernier. Beaucoup avaient évoqué une absence de recul, avec ce leitmotiv: « Il faut penser avant d'agir. Et agir en pensant ». Au passage, de nombreux jeunes ont pointé l'absence incompréhensible pour eux de filières littéraires dans l'enseignement agricole. Nous avons eu aussi, l'an dernier, un débat à l'Inra avec des étudiants en agronomie sur les ruptures nécessaires pour engager l'agroécologie. Je vais résumer leurs propos en une phrase: « Il y a eu une rupture après guerre, alors on a créé l'Inra. Il y a une rupture aujourd'hui, que doit-on créer à la place de l'Inra? » Alors, selon vous, avec quoi nous faut-il rompre concernant l'enseignement?

Thomas Cochini : Je l'ai dit, il faut rompre avec l'élitisme de la « classe » ingénieur et refaire résolument du lien avec l'intelligence des savoirs et des pratiques des agriculteurs. Après, je crois qu'il nous faut aussi rompre avec cette opposition entre d'une part un enseignement théorique, généraliste, plutôt associé à des cadres supérieurs Csp+, blancs et bien habillés et, d'autre part, la technique faite pour et par les techniciens et leurs pratiques. Il faut aller vers une transversalité.

Beaucoup de collègues m'ont confié leurs frustrations après leurs études supérieures agro car, finalement, ils ne savaient aucunement faire pousser des légumes dans leurs potagers. À l'inverse, d'autres collègues m'ont confié leurs colères d'avoir suivi des cours en première année sur le fonctionnement d'une herse rotative.

Aller vers la transversalité permettrait de donner plus d'ouverture à tous et à l'enseignement. Selon moi, il faudrait en premier lieu renommer ces écoles d'agro. Car ce terme me paraît désuet. On y fait de la génétique, du territoire, de la sociologie, du numérique, de la géomatique... On devrait appeler cela les « Écoles des Sciences de la Vie ». Et, pourquoi pas, convertir d'autres « hors cadres » de l'univers « agro » à ces métiers en faisant plus d'information au cœur de la cité, comme l'affirmaient les jeunes au débat de La Villette à Paris. Peut-être qu'ainsi, il y aurait moins de commerciaux parmi les anciens diplômés et plus de personnes liées au vivant.



Rompre avec le titre d'ingénieur...

Mathieu Dalmais : En complément de ce qui a été dit, je propose de rompre avec le titre d'ingénieur. À « Ingénieurs sans frontières », nous avons lu la thèse qu'Antoine Derouet, doctorant de l'EHESS, a réalisée sur le thème « Que sont les formations des écoles d'ingénieurs d'aujourd'hui? ». Ce qui en ressort, notamment, c'est qu'il y a aujourd'hui une tension entre deux visions de l'ingénieur. Première vision : il faut former les étudiants de façon à ce qu'ils soient capables de transformer la société par la technique. Deuxième vision : il faut formater les étudiants aux besoins du système industriel.

Et quand je dis qu'il faut supprimer le titre d'ingénieur, cela ne veut pas du tout dire rompre avec les écoles d'enseignement d'ingénieries agronomiques. Beaucoup de choses sont très positives dans ces écoles : un enseignement très interdisciplinaire qui a les moyens de former les gens comme il faut. On peut être accompagné et avoir aussi la possibilité de construire notre projet de vie et notre projet professionnel. Et puis on dispose de nombreux cours de très bonne qualité avec des professeurs dont certains nous font rêver. Contrairement à la Fac, on est dans la science tout en se positionnant acteur de la société. Ce qui est très positif.

Face à cela, on se confronte à une autre vision, celle de la Commission des Titres d'Ingénieurs (CTI) et de la Conférence des Grandes Écoles. Selon ces dernières, si on fait une grande école, on réussit ses études et si on ne fait pas une grande école, on ne vaut rien. C'est aussi la vision de la rationalisation du travail. J'ai eu des cours qui me disaient qu'il y avait une division hiérarchique dans le travail technique. Avant que les ingénieurs arrivent, il y avait des apprentis et des maîtres d'œuvre. Et petit à petit, les apprentis devenaient maîtres d'œuvre. Et puis on a posé l'ingénieur pour rationaliser ce travail technique, penser une organisation scientifique du travail, penser des ingénieurs qui resteraient ingénieurs toute leur vie et des ouvriers qui resteraient ouvriers toute leur vie, sur une distinction scolaire « méritocratique » qui permet surtout la reproduction des classes sociales, économiquement plus intéressante.

Ce système a perduré. Sous Vichy, on a transformé ces écoles de cols blancs en écoles de cadres. C'est à ce moment que l'on a inscrit les programmes de sciences humaines et sociales dans les écoles d'ingénieurs, comme la formation de cadres. Les écoles d'agro ont un peu résisté à cela avec un enseignement économique et social un peu plus fort⁷. Même si, aujourd'hui, c'est en partie remis en cause, les écoles d'agro tendent à être des écoles de management et de formation aux projets et gestion d'équipes et beaucoup moins à la question d'ingénierie économique.

Yves-Marie Abraham a écrit un texte « Du souci scolaire au sérieux managérial »⁸ pour expliquer ce qu'est une grande école aujourd'hui : déscolariser les gens, les empêcher de chercher la petite bête et la pertinence scientifique pour leur apprendre simplement à être de bons managers.

Aujourd'hui, quand on va à la CTI, on entend ce leitmotiv : l'avantage du modèle français réside surtout dans les classes préparatoires aux grandes écoles qui apprennent à nos cadres français à travailler très intensivement pendant très longtemps. Ils commencent très tôt le matin et finissent

plus tard que tout le monde. Eh bien, cette vision fait que des collègues de ma promotion sont aujourd'hui en burn-out. Je mets donc derrière le titre d'ingénieur une vision de « formatage » aux besoins du système agro-industriel, et ce avec une vision élitiste. Car ce titre a été créé par Napoléon pour redonner un titre à la noblesse, qu'elle avait perdu avec la Révolution française, et pour faire plaisir à la bourgeoisie qui devenait la reine du développement industriel.

Personnellement, et pour plein de raisons, j'ai choisi de refuser le titre d'ingénieur en ne prenant qu'un diplôme de Master 2 de Supagro, cohabilité avec l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (CIHEAM-IAM) et la Faculté de sciences sociales de Montpellier.

Je pense que c'est tout à fait possible et envisageable d'émanciper l'ingénierie agronomique d'aujourd'hui des contraintes de la CTI et des besoins des industriels. Il s'agit de refuser ces standards et de défendre des formations d'agronomes au service des paysans, de l'agro-écologie et de la souveraineté alimentaire. Ce type de formation existe dans le ministère de l'Agriculture aujourd'hui. Par exemple les écoles de paysage sont des écoles de formations qui sont émancipées des contraintes d'élitisme, et qui permettent de concilier beaucoup plus la créativité des étudiants et leurs parcours pour transformer la société.

Et puis il y a juste à regarder de l'autre côté des Alpes, en Italie, où les agronomes ne sont pas des ingénieurs.

Élise Coquillart, avec quoi nous faut-il rompre du côté de l'enseignement agricole technique?

Élise Coquillart : Une idée m'est venue à l'écoute de ces propos. La rupture avec le titre d'ingénieur n'a-t-elle pas commencé? Personnellement, j'ai choisi en troisième année de faire un master en parallèle de mon diplôme d'ingénieur et ce pour l'international. Car côté international, le fait de dire « je suis dans une école d'ingénieur » ça fait bien rire. Et là, avec le master, c'était compris et j'étais devenue crédible. Sachant aussi que les écoles d'ingénieurs se mettent à faire des licences et des masters, est-ce qu'on n'est pas déjà en train de répondre à vos critiques? Je laisse cette question en suspens.

En revanche, l'élitisme ne s'applique pas à l'enseignement technique, au lycée agricole ou à la maison familiale rurale... Du coup, cela m'amène à penser qu'il nous faut rompre

7 - Cf. la thèse d'Annie Dufour <http://theses.univ-lyon2.fr/documents/lyon2/1998/adufour#p=0&a=top>.

8 - http://theplaylist.free.fr/RFS_481_0037.pdf

avec les clivages. Clivage entre un enseignement agricole technique et un enseignement agricole supérieur, clivage entre un enseignement agricole et l'éducation nationale. Car on l'a déjà dit, l'un ne connaît pas l'autre et en a une image faussée. Créons, multiplions et animons de vraies passerelles qui favorisent tous les liens.

Contre le formatage et le fonctionnement méritocratique

Selon le rapport Pisa, la France est championne en titre des inégalités scolaires. Son système en laisse beaucoup sur le bord de la route, puisque seuls 22 % des jeunes les plus défavorisés « confinent à l'excellence », contre 26 % en moyenne dans l'OCDE, et contre plus de la moitié dans les pays asiatiques. Vous pointez qu'il n'y a pas de liens entre les lycées agricoles et l'Inra, pas de liens entre les écoles ingénieur agronomiques et les CAP... Quelqu'un qui passe un CAP doit pouvoir à tout moment regarder l'école d'ingénieur comme un lieu accessible...

Thomas Cochini : Je pense qu'il y a des nuances à apporter là-dessus. Les écoles agro ont une certaine agilité que n'ont pas les autres écoles d'ingénieurs. Je l'ai expérimenté pour l'un de mes projets de fin d'études, pour lequel j'ai eu l'occasion de faire des reportages vidéos sur le service de remplacement dans le cadre de la transition écologique. Pour cela je suis allé à l'Enfa. J'ai rencontré la Mission Agrobiosciences-Inra. Laquelle m'a fait rencontrer des paysans du Gers et des BTS-ACSE (BTSA Analyse et conduite de systèmes d'exploitation)... Tout cela pour dire que, mine de rien, il y a des projets transversaux qui permettent ce lien et cette complémentarité des différents acteurs du « campus » sur une même thématique commune. Mais évidemment, il faut savoir aller les chercher, en avoir la volonté, que cela soit reconnu, car cela ouvre immédiatement le lien et la parole de chacun pour une production collective.

De petites pépites

Mathieu Dalmais : Cette question de la démocratisation de l'enseignement technique, selon moi, ne se pose pas en termes d'accès équitable à une école élitiste pour l'ensemble de la population, d'« égalité des chances ». Un modèle tel que l'Université de Vincennes, telle qu'elle a pu le développer dans les années 70, avec la possibilité pour des travailleurs d'avoir un accès aux savoirs, me paraît tout à fait pertinent pour repenser l'ouverture et la démocratisation des savoirs agronomiques. Sinon, le fonctionnement méritocratique réservera toujours cet enseignement à une seule catégorie sociale de la population.

Il y a aussi la question de la réelle place des étudiants dans l'université, dans le lien savoir et société, dans la gouvernance et dans le choix et la décision. Personnellement j'ai été élu pour représenter l'école et les étudiants au niveau national. C'est vrai que c'est très difficile quand on n'est pas habitué à appréhender tout cela. Mais je pense que cela fait partie d'une des solutions. Combattre l'élitisme, c'est aussi laisser une vraie place aux étudiants qui sont dans l'école

et accepter une diversité culturelle sans freins à l'entrée des écoles. Bref, c'est en finir avec ce formatage.

Élise Coquillart : L'an dernier, j'ai réalisé un projet qui concernait des BTS « Agronomie productions végétales » de trois lycées. Et finalement tout ce qui est dit là en termes de solutions, j'ai un peu l'impression de l'avoir vu se concrétiser. J'ai constaté une diminution de la prescription dans l'enseignement, une responsabilisation accrue des étudiants dans leurs formations, des choix qui leur sont laissés. J'ai vu des étudiants sortir de BTS en étant forts techniquement, compétents sur une vision systémique et sachant parler avec des chercheurs, avec des techniciens, avec des agriculteurs... ce qui au passage devrait être le cas à la sortie des écoles d'ingénieurs. Mon message, c'est que c'est possible. Il faut aller chercher et reconnaître les endroits où il se passe ces choses-là. Les mettre en avant. Les diffuser. Ces innovations sont de petites pépites dont tout le monde, même et surtout les plus « grands », a besoin. □



ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

Quelles leçons en tirer ?

Passer de l'enseignement technique au supérieur? Un échec

François Colson⁹ (Ingénieur agronome, ancien directeur de l'Institut national d'horticulture à Angers): Une expérience. C'était une période de rupture en 1968. Durant trois mois, nous avons réfléchi à la réforme de l'enseignement agricole avec une assemblée générale des représentants de toutes les écoles d'enseignement supérieur agronomique, publiques et privées. Avec des projets tels que les stages collectifs... Cette rénovation permanente s'appuyait uniquement sur la dynamique des étudiants. Ça ne venait pas de la superstructure. On peut s'interroger sur cette capacité à se révolter sur le « On veut changer ». Ce n'est pas si évident aujourd'hui. Il convient donc de l'encourager.

On peut se poser plein de questions. Un enseignement agricole oui, mais pourquoi en relation avec le ministère de l'Agriculture? J'estime que cela est justifié mais sous deux conditions. Celle d'une spécificité pédagogique et celle d'une spécificité sur la relation avec les acteurs et notamment les agriculteurs. En 1968, nous avons invité des agriculteurs à écouter les cours à l'agro et on leur avait demandé d'intervenir sur le fait de rompre les pratiques à cette époque. La spécificité de l'enseignement agricole doit être bel et bien la relation en continu avec les agriculteurs. Quant au « problème » de l'ingénieur que vous avez largement évoqué, c'est le problème de la société française... Heureusement, les masters vont effectivement faire évoluer tout cela.

Ces 50 dernières années, la principale question qui n'a pas évolué, c'est la relation entre « technique » et « supérieur ». Une question pourtant fondamentale et qui marque un gros échec. Les quelques tentatives, c'est une poignée d'écoles qui recrute « post bac » ou « post BTS ». Selon moi, toutes les écoles supérieures devraient offrir cette possibilité.

Il y a aussi un échec qui est lié au corporatisme élitiste de la hiérarchie des écoles. Cette hiérarchie des écoles est vécue à partir de celle des corps d'ingénieurs. Il y a dix ans, quand on a voulu faire une « Université agronomique française », on s'est planté car les gens d'AgroParistech ont dit non, car ils s'estimaient supérieurs. Et les « véto » ont également dit non... Chacun est dans son coin avec ses propres corps. J'ajoute qu'à ce moment-là, il n'y avait pas de mouvement social pour accompagner cette réforme, donc c'est la hiérarchie qui a tranché. Reste ce gros déficit. L'absence d'un enseignement philosophique sur la relation à la nature... mais là je vois qu'il y a heureusement de nouveaux alliés. Vous, les jeunes.

9 - Ingénieur agronome, professeur émérite d'Agrocampus Ouest, François Colson a été directeur de l'Institut National d'Horticulture à Angers. Chercheur en économie rurale au laboratoire Inra de Nantes, il a occupé des postes de conseiller dans les cabinets des ministres de l'agriculture Edith Cresson et Jean Glavany. Il est à l'initiative de l'organisme Plante&Cité, centre technique sur la gestion des espaces verts et des paysages en ville.

Ce qu'on nous envie à l'international...

Philippe Prévost¹⁰ (Ingénieur agronome, directeur de « Agreenium université en ligne » et chercheur LIRDEF): Merci d'abord pour vos interventions. Les jeunes qui sont à la tribune nous ont interrogés sur le titre d'ingénieur. Il se trouve que j'ai été directeur des études à « Montpellier Sup Agro » alors que Mathieu Dalmais y était. Je reconnais bien ce qu'il évoque. Je trouve, alors même que nous sommes entre rupture et transition, que les questions sur les écoles d'ingénieurs et les questions sur l'élitisme sont des vraies questions. Cela fait longtemps qu'on en parle et on n'arrive jamais à les régler.

Moi-même, j'ai vécu des expériences décevantes. Car il faut savoir que dans l'enseignement agricole, il y a un bac S. Or seulement 4% de ces élèves S font des classes prépa alors que c'est 19% pour les bac S de l'éducation nationale. On a voulu créer un nouveau cycle, mais au dernier moment, le ministère de l'Agriculture a refusé sous prétexte que c'était compliqué de créer un nouveau concours...

La question des concours et de l'intégration, c'est là aussi un vrai problème. Nous n'arrivons pas non plus à le régler. Ceci n'est pas lié qu'à l'enseignement agricole, mais aux dispositifs français de l'enseignement supérieur.

Je pense tout de même que notre force dans l'enseignement agricole, c'est effectivement le fait d'avoir un système du « CAP » au « Doctorat » et ceci, à l'international, on nous l'envie. Et quand on fait des partenariats internationaux, ce que je fais actuellement dans le numérique, on nous dit que c'est intéressant car nous pouvons à la fois faire de la formation pour les professionnels et de la formation pour les chercheurs.

Reste qu'on ne sait pas le faire « in situ » car, comme le disait François Colson il y a un lien entre technique et sup qu'on n'arrive pas à construire. Et pourtant, c'est une priorité absolue.

Autre remarque: le caractère innovant qui a toujours fait la spécificité de l'enseignement agricole, eh bien, aujourd'hui, on ne le détecte plus. Et ce à l'heure où nous vivons une période de transition. Actuellement, au sein d'Agreenium (IAVF) on tente par le numérique de mettre en liens professionnels, ingénieurs, chercheurs etc. Cela aurait été plus simple de le faire à travers une université unique! Cela n'avance que très lentement car il y a de très nombreuses résistances.

Enfin, j'ai une question qui s'adresse à vous les jeunes. Faut-il supprimer l'enseignement agricole pour que l'ingénierie du vivant soit mieux représentée par les différents modèles de société et que cela favorise les liens nouveaux entre l'agriculture et la société?

Un participant dans le public: La liaison entre technique et supérieur est très compliquée. Il y a un problème de pilotage de l'enseignement agricole. Le pilotage de l'enseignement supérieur est national et le pilotage des cartes des formations

10 - Philippe Prévost a été notamment directeur de l'enseignement et de la vie étudiante à Montpellier SupAgro jusqu'en 2014, mais aussi Directeur de l'Établissement Public d'Enseignement Agricole Olivier de Serres de 1997 à 2004. Il a été l'initiateur des « Entretiens du Pradel » où des agronomes des différents métiers échangent en dehors de leurs institutions.

professionnelles dépend des Régions. J'ai travaillé en DRAF sur ces questions de cartes de formations. On doit travailler avec le rectorat et les Conseils régionaux sur « Comment justifier nos cartes des formations? » sachant qu'on est à la fois sur de l'enseignement général mais qui n'alimente pas les prépas et sur d'autres secteurs comme les services. Un tiers de nos effectifs de l'enseignement agricole en Pays de Loire, c'est cette filière services qui est complètement concurrentielle de l'éducation nationale avec les mêmes Bac Pros... Sachant que d'une région à l'autre, les positions sont très différentes. On a des régions qui dévient un peu la spécificité de l'enseignement agricole...

En France, on ne forme pas aux métiers d'enseignant

Isabelle Gaborieau (Accompagnatrice des équipes pédagogiques dans l'enseignement agricole technique (Eduter)) : Juste pour réagir à ce qu'a évoqué Élise Coquillart, et notamment le fait que donner à voir ce qui se fait suffirait à permettre de développer un certain nombre d'innovations pédagogiques. Ma première question est: l'innovation pour quoi faire? Et le lycée que vous avez nommé est assez singulier sur ses expérimentations. À mon avis, ce n'est pas seulement en montrant ces innovations que l'on avancera, il y a aussi la nécessité d'accompagner les équipes enseignantes. Notre travail en ce moment sur la recherche concerne plutôt ce que les élèves construisent ou non comme savoirs au regard de la transition agroécologique. La question est: quels sont les savoirs qui sont enseignés et est-ce que cela leur donne du pouvoir d'agir? J'entendais quelqu'un qui, dans les cercles d'échanges, disait qu'on n'avait pas forcément de vision des différents niveaux de l'agroécologie. On a un certain nombre de modèles qui peuvent aujourd'hui nous aider. Et travailler cela avec les Bac Pro, c'est aujourd'hui essentiel. Il s'agit de ne pas avoir une approche « militante » mais plutôt d'imaginer avec les élèves quels sont les modèles qui vont leur être proposés dans les différents métiers auxquels ils se destinent. Pour exemple, quand on est paysagiste dans une municipalité qui travaille sur la gestion différenciée du développement durable ou quand on est paysagiste dans une petite boîte privée sur la côte océanique, est-ce la même chose?

Jean Tkaczuk (Président du conseil scientifique de la Région Occitanie) : Je voudrais revenir sur les angles d'attaque des intervenants qui sont en plein dans le sujet des Controverses européennes de Marciac. Je relève ce problème concernant la spécificité française sur les écoles d'ingénieurs. Cela a été dit, une des particularités qui pose problème à l'international, c'est le fait que la France soit une exception. Nous avons un système licence-master-doctorat (LMD) qui n'existe quasiment pas en termes de marché de l'emploi en France. Nous avons dans la Région Occitanie 1300 thésards labellisés chaque année. Eh bien, parmi eux, il y a 20% de chômeurs, sans compter ceux qui sont distributeurs dans un supermarché ou manutentionnaires dans une entreprise. Je reviens également sur la question de l'élitisme liée à la production des inégalités. Je comprends bien ce que disait Jean-Marie Guilloux sur Pisa. Il existe une étude qui

compare, à Florence, les contribuables les plus riches au XIV^e siècle et au XX^e siècle. Les 300 familles qui payaient le plus au XIV^e... sont les mêmes aujourd'hui. Donc il n'y a pas qu'en France que le problème se pose.

Enfin, et pour reprendre ce qui a été dit, la formation ne se résume pas aux écoles d'ingénieurs. Il y a de grandes différences entre ce que disait la loi Rocard de 1984 et ce qu'on constate sur le terrain. Le texte mentionnait la nécessité de l'insertion dans le territoire local et le problème de l'autonomie des établissements...

Nous avons cependant des outils nouveaux pour adresser ces questions. Nous avons un Pôle de compétitivité « Agri Sud-Ouest Innovation » dans notre région, en lien et en commun avec la région « Nouvelle Aquitaine », dont l'un des trois piliers de missions concerne la formation. Et si « Agri Sud-Ouest Innovation » est un des meilleurs pôles de compétitivité lors des dernières évaluations des pôles français, on trouve malgré tout et toujours une énorme faiblesse sur le pôle formation. Aucune innovation dans ce domaine. De fait, on essaie d'inventer des choses nouvelles mais cela ne fonctionne pas.

Christian Peltier (Animateur Réseau National « EDD par une démarche de développement durable dans et par les établissements » – ministère de l'Agriculture) : Je travaille aussi sur la formation des enseignants. C'est quand même une boîte noire qu'il faut ouvrir un jour ou l'autre. Certes, par rapport aux orientations politiques, les enseignants de toutes disciplines ont reçu des orientations sur l'agroécologie, sauf que l'on oublie que la France est l'un des derniers pays au monde qui ne forme pas au métier d'enseignant. Je parle là du secondaire. On forme aux disciplines mais on ne forme pas aux sciences de l'éducation ni à la psychologie. Dans le même temps, on demande aux enseignants, et c'est un changement, d'enseigner autrement de nouvelles connaissances, de faire raisonner les jeunes différemment... mais sans les outils conceptuels liés à leur métier pour le réaliser! On se rend bien compte que certains en ont envie, testent des nouvelles approches, tentent des « bricolages »... mais cela concerne 15% d'entre eux. Et les 85% restants? Eh bien, on les laisse face aux problèmes qu'ils vont rencontrer demain dans leur matière. En clair c'est: « Démerdez-vous ».

Cela dit, vous avez exprimé et vu des trucs sympas sur le terrain. Cela veut dire qu'avec des enseignants, il est toujours possible d'avancer. Mais cela réclame une politique forte vers la formation des enseignants pour apprendre à apprendre autrement aux jeunes.

Une autre voie, l'apprentissage

Une agronome de Ingénieurs sans frontières : Quand vous dites qu'il y a des choses bien qui existent dans les écoles et qu'il faut aller les chercher en tant qu'étudiant. Moi je me demande vers qui aller chercher, car on est dans une société où les capacités à aller chercher sont amoindries pour certains groupes sociaux. Par exemple, on va apprendre à certains à avoir de l'ambition, car depuis qu'ils sont petits ce sont des choses qu'on leur nomme. Un bain de culture qui concerne les CSP+ et les enseignants. Cette approche volon-



tariste individuelle n'est-elle pas limitée à une certaine élite avec laquelle vous dites vouloir rompre? Il y a là un sacré paradoxe... voire une contradiction.

Philippe Baret (Généticien et agronome (Université de Louvain)) : Chez moi, en Belgique, on forme les ingénieurs en université. Je vous engage à vous mettre en relation avec ces étudiants car ils se posent la même question que vous au sujet du projet et du métier d'ingénieur. Par contre, ils ne se posent pas la question de l'élitisme. Car en Belgique, on n'est pas dans un système élitiste de grandes écoles. Et nous, on s'est même rebaptisés « Bio ingénieurs » avec cette idée d'ingénierie du vivant, ce qui nous permet de nous ouvrir vers l'agriculture, l'environnement, la société. C'est une démarche influencée par les Flamands, qui a débuté en 1995.

Deuxième chose, l'articulation avec l'enseignement technique. On vit le même problème. On a certes des passerelles. C'est ouvert oui... mais les échecs sont nombreux. C'est plus une question de séquence qu'une question de contenu. Les contenus ne sont pas incompatibles, mais la séquence d'apprentissage n'est pas du tout la même.

Dernière chose concernant l'agroécologie, que j'enseigne. Il faut vraiment faire attention en la matière, il n'y a pas de manuels d'enseignement. Et pousser trop vite ce concept risque d'amener à l'appauvrir.

Claude Domenget (Expert agricole foncier) : Je n'ai pas fait agronomie mais une école supérieure d'agriculture. Personnellement, je me suis aperçu assez vite que j'avais des insuffisances en matière d'analyse financière. Donc je suis allé au Cnam. Ensuite, j'ai eu besoin de me former au droit. Donc je suis allé à la fac... Peut-être faut-il copier ces systèmes pour trouver la solution.

Pauline Latapie (Chargée de mission à la Fédération Nationale des Cuma) : Je veux apporter un témoignage. J'ai fait ma formation d'ingénieur par la voie de l'apprentissage. Je n'ai pas suivi le cursus classique de prépa. J'ai d'abord fait un BTS Agricole et ensuite j'ai pu intégrer « Bordeaux Sciences Agro » par la voie de l'apprentissage, sur une exploitation de lycée agricole dans les Landes. Cela a été une expérience très enrichissante car après le BTS, j'avais obtenu un bagage technique. J'ai pu ainsi obtenir une « boîte à outils » d'éléments qui m'ont permis de gérer des projets en école d'ingénieur. J'ai même poursuivi en master spécialisé à AgroParistech, toujours en alternance. C'est là que j'ai pu intégrer la Fédération nationale des Cuma. Je pense que cela est à développer.

Mathieu Dalmais : Aujourd'hui, quand on appelle le ministère de l'enseignement supérieur sur la question des ingénieurs, ils nous répondent qu'ils ne s'occupent absolument de rien. En fait, on laisse la CTI décider et après on applique ce qu'ils disent. Car ce sont eux les ingénieurs et donc ce sont eux qui savent ce qu'il faut faire. Pour repenser la société, il me semble qu'on a besoin d'autres espaces de réflexion que la seule CTI. (Rires)

Thomas Cochini : En France, on a tendance à culpabiliser les gens s'ils font un métier qui n'est pas en lien avec leurs études. On culpabilise aussi les étudiants en leur disant « Attention tu veux faire tel métier mais tu n'as pas fait les études associées ». Moi, je pense que les écoles d'agro offrent un potentiel qui est très large. Je le dis ici à tout le

monde, et je pense que c'est un discours que l'on devrait partager de plus en plus, notamment pour les générations à venir : Tout est possible, on peut tout faire.

Élise Coquillart : Je suis d'accord avec ce qui a été dit dans le débat, cela ne suffit pas de montrer des exemples innovants. Reste ceci, je ne veux pas que l'on regarde uniquement ce qui ne va pas.

Par ailleurs, j'ai entendu que peut-être faudrait-il supprimer l'enseignement agricole. Cela m'a amenée à une autre réflexion : en maison familiale rurale, ce que j'ai pu voir récemment, ce n'est pas seulement une question d'enseignement, c'est aussi une question de réinsertion d'élèves qui étaient en échec scolaire. Du coup, je rappelle aussi que l'enseignement agricole porte la réinsertion par l'apprentissage. Pourquoi? Parce que c'est son rôle historique. □

PERSPECTIVES

Pourquoi j'ai changé mon fusil d'épaule?



L'intervention de Jean-Luc Mayaud, professeur d'histoire contemporaine, Université Lyon Lumière 2.

Je venais initialement à Marciac comme historien du monde rural, avec l'idée de discuter des termes de réinvention et de rupture. Le premier renvoi de mon point de vue aux sciences archéologiques, à la découverte – *l'invention* – d'un chantier de fouille. Quant au second, il a été fort bien explicité par Marc Gauchée ce matin. La question consiste à savoir avec quoi ou avec qui rompre.

Confrontation sans dialogue

J'avais préparé une intervention, en prenant comme exemple manifeste de rupture, la question de l'élevage et celle du statut de l'animal et, à travers elles, la fin de l'animal machine de René Descartes. Mais voilà : hier soir, j'ai décidé de changer mon fusil d'épaule. La journée d'hier fut riche d'intervention et de controverses, certes. Ceci dit, elle se caractérise également par une vaste confrontation. Confrontation des points de vue, des démarches, des échelles de lecture ou encore des pratiques disciplinaires portées par chaque intervenant. Nous aurions tort de croire que chacun d'entre nous ne parle que pour lui-même : il représente nécessairement une discipline, un courant, etc. Cette confrontation s'est manifestée dans tous les sujets abordés hier tels que nourrir la planète, penser une agriculture à deux vitesses, régir le commerce international... Or, j'ai le sentiment que nous n'avons pas véritablement dialogué – c'est un nous que je veux résolument collectif. Il n'y a pas eu de véritable communication entre les intervenants.

Ce qui se pose dans la non communication, c'est la question de *ré-inventer*. Y a-t-il une science globale en la matière? Vous devinez que je commence à agir comme historien par rapport à la représentation, aux souvenirs, à la mémoire construite, au grand récit des Lumières et de l'encyclopédisme. Nous avons l'impression que les choses étaient maîtrisables et que, finalement, 1789 était un projet contenu. Quels sont les projets de notre société aujourd'hui, particulièrement dans nos domaines – l'agriculture, l'élevage, le vivant? Nous rencontrons des difficultés au moment même où, qu'on le veuille ou non, l'approche pluridisciplinaire est à la peine. Ceux qui sont dans une réelle démarche pluridisciplinaire savent bien le travail que cela implique; ils peuvent mesurer combien nous sommes, au contraire, dans une

démarche de simplification, dans une schématisation de l'autre que l'on prétend pourtant approcher et avec lequel on prétend discuter.

Nous sommes par ailleurs dans un contexte de normalisation. Normalisation des pratiques de recherche, des modalités même du maintien du financement de la recherche et du recrutement. Tout ceci soulève nombre d'interrogations, suscite bien des inquiétudes et induit une impression de fin. Fin d'une manière de faire de la recherche, de produire des analyses et des données, ouvertes ou pas, assemblées ou non, discutables, synthétisées.

La technique domine tout

Hier soir, un autre constat m'a conduit à changer mon fusil d'épaule : celui de l'absence *du* et *de la* politique. J'aimerais saluer ici la pertinence de Jean-Louis Rastoin qui, sauf erreur de ma part, a été le seul à parler d'éthique, ou plutôt de l'absence d'éthique. Non seulement, les réponses proposées aux maux d'aujourd'hui sont techniques et non plus scientifiques, mais en outre, elles sont dénuées de tout sens éthique. De là mon interrogation sur la pratique des sciences et l'absence d'un véritable questionnement Science-Société, du moins dans la façon dont on tente de l'organiser. Bien évidemment, on pourra me rétorquer qu'il s'agit là d'un mot valise. Néanmoins, il y a derrière tout ceci de réelles volontés qu'il conviendrait d'intégrer. Ainsi, dans le domaine qui nous intéresse aujourd'hui, l'agriculture, trop souvent les seules réponses apportées sont d'ordre technique et techniciste. D'une certaine manière, on assiste à un travestissement du positivisme hérité du XIX^e siècle et de la notion de progrès. Ces termes ne sont plus guère utilisés désormais sans y adjoindre les guillemets d'usage et une foule de précautions.

Au fil de ces deux journées, je n'ai pas l'impression que nous tous, intervenants de cette 22^e édition, ayons pensé à évoquer les ruptures, et avec elles, les réinventions de nos façons de travailler. Voilà pourquoi j'aimerais vous soumettre dix propositions discutables.

Dix propositions discutables

Première d'entre elles, à propos de la « convocation » de l'historien. L'histoire n'est pas la science de l'advenu mais bien la succession des espaces possibles. C'est la définition actuelle.

Deuxièmement, mon expérience de « ruraliste », qui ne veut pas dire « maréchaliste », m'amène à conclure qu'il ne peut y avoir de levier unique au développement rural. Ce dernier relève d'une dynamique plus complexe.

Troisième élément, la bonne attitude, pour un chercheur en sciences humaines et sociales, n'est-elle pas de se méfier des objets que l'on tente de lui imposer pour, au contraire, rester ouvert et curieux à tous les autres? Je pose la question. Quatrièmement, alors que je comptais évoquer l'absence du politique, j'ai été favorablement marqué par les interventions, ce matin, d'Éric Andrieu et Marc Tarabella. En ces temps particulièrement poujadistes, le politique, comme objet cohérent et intégrateur, ne constitue-t-il pas la clé pour



agir de manière décisive dans le jeu économique touchant les enjeux agricoles, alimentaires et environnementaux ? Ceci, bien sûr, à la condition de penser l'actuel champ des possibles comme le produit des champs passés, avec les rapports de force, les dépendances, les connexions et les discontinuités créés dans l'épaisseur historique. Car tout ceci n'est pas qu'affaire de conjoncture.

Cinquièmement, il y a, à mon avis, deux conceptions du politique qui s'affrontent aujourd'hui sur ces questions. Brièvement, celle issue des Lumières françaises, à savoir le politique comme verbe transformant le monde. Et celle héritée des Lumières anglo-saxonnes, qui définit le politique comme mode d'harmonisation des intérêts affrontés. Le premier est en crise ; le second me semble aujourd'hui assimilé à l'ordre dominant. Dès lors, les observateurs critiques que nous sommes sont tentés de s'en remettre à l'utopie d'une régénération du politique par l'expérience première du lien social avec le local, avec toutes les ambiguïtés que cela implique. J'évoque la démission des clercs ; j'avais promis de l'expliquer. J'entends par-là le renoncement à l'action au prétexte de la désaliénation des acteurs et de l'échec historique supposé des Lumières. Il reste pourtant un mythe des Lumières me semble-t-il impensé, qui prétend qu'il suffit d'établir des faits pour éclairer l'espace des possibles et permettre aux acteurs de s'en emparer. Erreur. Les faits ne produisent pas de cohérence par eux-mêmes et encore moins de stratégie pour transformer le réel.

Sixième point. Ce qui est attendu des clercs, de nous tous ici, c'est bien sûr de la science mais aussi, et surtout, un exercice des responsabilités (même si le terme est discutable) dans la conception d'une stratégie politique, cohérente et ambitieuse, à la hauteur du défi posé par l'agro-industrie globalisée. De ce point de vue, sans doute est-il aberrant de rayer d'un trait de plume l'héritage de deux siècles de co-construction du changement social. Nous n'avons pas de temps pour faire un retour à la phase romantique et spontanéiste du socialisme. J'ajouterai que la pensée critique est aussi un héritage des Lumières.

Septièmement, notre défi m'apparaît plutôt clair. Il s'agit de réinvestir l'espace politique régalién, seul espace apte à nous permettre de dépasser la puissance d'action de la rationalité économique.

Paradoxalement, et c'est mon huitième point, cela passe par le renoncement à la forme trompeuse de pouvoir que nous occupons actuellement. Soyons lucides : celui-ci ne nous tolère que lorsque nous faisons ou laissons faire la politique de l'adversaire.

Neuvièmement. N'aurions-nous pas intérêt de cesser de croire que les questions agricoles, alimentaires et environnementales ne sont qu'un sous-champ dominé de l'affaire industrielle. C'est peut-être là, je l'espère, que se situe au contraire l'opportunité d'un renversement de l'utilitarisme à courte visée de la rationalité marchande.

Dixièmement, CQFD : il faut, vous serez peut-être d'accord, repolitiser la question du développement rural, se limiter à ce champ en sortant des utopies marginales comme de la rhétorique de l'adaptation. Il y a un besoin de chercheurs et de chercheuses pour cela, capables à la fois d'interdisciplinarités effectives et d'un sens des responsabilités fondé. Je pêche pour mon modeste domaine, mais fondée sur une conscience historique retrempee. □

PERSPECTIVES

Comment ré-enchanter l'avenir?



Avec Philippe Baret, agronome et généticien, Université Catholique de Louvain; et Maximilien Rouer, co-fondateur du cabinet de conseil BeCitizen, secrétaire général de la coopérative Terrena.

Bien des choses ont été dites depuis le début des Controverses. Certains termes sont revenus avec insistance – financiarisation, concentration des filières agricoles, prédominance de la logique productiviste – avec cette idée que tout ceci nous conduit droit dans le mur... Le constat posé, une question reste : comment faire, maintenant? Sur quelles bases penser le futur? Y a-t-il des initiatives porteuses de sens?

Bref, comment ré-enchanter l'avenir? Vaste chantier que nous avons confié à Philippe Baret et Maximilien Rouer. Un face-à-face animé par Lucie Gillot (Mission Agrobiosciences-Inra)

Commençons par une question volontairement naïve, adressée à tous les deux : que vous évoque spontanément l'expression « ré-enchanter l'avenir » ?

Maximilien Rouer : Je commencerai par dire que je ne partage pas l'état d'esprit catastrophiste, la culture du tout va mal. De mon point de vue, pour ré-enchanter l'avenir, il faut d'abord commencer par se dire que tout est possible. Prenons le cas de Terrena. Basée à Ancenis, cette coopérative généraliste nourrit à peu près 15 à 20% des Français, du petit-déjeuner au dîner, vin compris. Riche de 22000 agriculteurs, elle s'est dotée en 2008, sous l'impulsion de son président Hubert Garaud, d'un projet qui donne une motivation extrêmement forte, cathartique et transcendante à l'ensemble de ses adhérents : l'agriculture écologiquement intensive. Reste que le terme renvoie à deux camps traditionnellement opposés, les écolos et les intensifs, raison pour laquelle nous lui préférons l'idée de « Nouvelle Agriculture ». Cette démarche propose une rupture systémique, en optant non plus pour l'exclusion ou l'opposition, mais l'inclusion. Présents en magasin, les aliments « Nouvelle Agriculture » sont produits localement, sans OGM pour les denrées animales, et dans le respect dû aux bêtes. Je ne vous en ferai pas l'inventaire; j'ajouterai juste que ces produits doivent par ailleurs être accessibles et non pas réservés aux classes sociales les plus aisées.

Philippe Baret : L'expression a pour moi des accents de défi. Nous sommes face à deux ruptures. La première a eu lieu à la fin du XX^e siècle. Elle n'a pas été comprise par tout le monde en même temps même si désormais c'est chose faite. Je la résumerai ainsi : on ne peut plus penser l'agriculture sans penser son lien à l'environnement et aux inégalités, terme que nous n'avons pas encore prononcé me semble-t-il. C'est une leçon que la révolution verte nous a apprise. Essentiellement technicienne, cette révolution a certes abouti à certains résultats mais elle a aussi créé de nouvelles questions. Cette première rupture est derrière nous. La seconde, quant à elle, est devant nous. Elle a pour nom rareté. Il nous faudra, un jour, pratiquer une agriculture indépendante des ressources non renouvelables, en répondant aux défis de la pollution et des inégalités. Personne ne peut dire à quel moment cette rupture surviendra. Seule certitude, elle arrivera dans le courant du XXI^e siècle. Nous sommes donc dans un entre-deux. Pour moi, cette question de « ré-enchanter le monde » nous oblige à penser des solutions pour passer de l'une à l'autre et à faire des choix.

Nous devons chercher de nouveaux optimums

Je distinguerai trois niveaux d'action. Tout d'abord le regard critique, posture que nous avons considérablement mobilisée au fil de ces deux journées. La critique doit porter sur tous les systèmes. Quelle est la pertinence du système dominant conventionnel pour répondre aux enjeux qui ont émergé à la fin du XX^e siècle? Quelle est celle des systèmes alternatifs?

Deuxième niveau, la construction de nouveaux modèles. Ceux-ci doivent avoir une légitimité technique, économique, environnementale, et symbolique. Très facile à dire... Ceux qui travaillent comme moi depuis longtemps dans le domaine agricole ou écologique, savent qu'il est impossible d'atteindre simultanément une telle diversité d'objectifs.

L'émergence du concept d'agroécologie me ravit, celle de double ou de triple performance me désole car elle nie les limites du système. En dépit de toute l'estime que j'ai pour Michel Griffon, je suis en total désaccord avec lui sur ce point. Je ne crois pas que nous pourrions maintenir les niveaux de production sans avoir recours aux intrants chimiques et aux ressources non renouvelables. Atteindre les objectifs économiques et écologiques implique des compromis. Moins d'intrants et un rendement également moindre. Mais ce n'est ni une honte ni un échec de la pensée scientifique. Nous devons chercher de nouveaux optimums entre ces différentes dimensions.

Troisième chose. L'agroécologie nous enseigne que cet enjeu doit être contextualisé. Comprennez, l'équilibre n'est pas le même au Sud, au Nord, selon les contextes régionaux, les bassins de consommation, etc. Il faut penser collectif.

Si je résume ces trois niveaux d'action : primo, critiquer les modèles; deusio, construire une légitimité sérieuse et complexe aux solutions proposées; tertio, se mettre en réseau pour faire grandir ces solutions. Ré-enchanter le monde, c'est bien cette idée de travailler sérieusement sur des enjeux complexes, en distribuant le travail autour des trois types d'action que je viens de décrire.



M.R. : Quelques mots sur les méta-enjeux. Le premier d'entre eux est évident, même s'il n'est pas toujours bien pris en compte par l'agriculture. Il s'agit du changement climatique. Le deuxième enjeu porte sur les modèles alimentaires. Deux modèles peuvent être distingués : celui de l'Europe du Sud, axé sur le terroir et une certaine qualité, et le modèle anglo-saxon, au sein duquel l'agriculture fournit plutôt du minerai pour l'industrie agroalimentaire, l'essentiel de la diversité et de la valeur ajoutée étant apporté en usine. Le troisième enjeu concerne le devenir de l'agriculture elle-même ou plutôt sa disparition. L'approche financière doublée du culte de la performance et de l'efficacité écologique, sanitaire et même diététique, porte en elle une remise en cause de cette activité polluante, lourde en infrastructure qu'est l'agriculture. Avec une solution toute trouvée : non pas des pilules type « Soleil vert », mais des fermes-usines qui produisent par exemple de la viande à partir de cellules-souches, viande au profil nutritionnel totalement calibré.

Il me semble important de rappeler ces trois enjeux que sont le changement climatique, le conflit entre les modèles alimentaires qui aboutit au conflit entre les modèles territoriaux d'agriculture, et la disparition programmée de l'agriculture telle que nous la connaissons aujourd'hui.

Revenons sur l'expérience Terrena et la manière dont vous avez impulsé le changement. Je vous pose la question d'autant plus volontiers que les coopératives ont été au cœur de nombreuses contributions et discussions. À titre d'exemple, hier soir, le groupe local de réflexion organisait son off avec un intitulé révélateur de bien des questionnements : « La coopérative idéale portée par les agriculteurs est-elle l'idéal de la coopérative ? »

En caricaturant, la coopérative est tout à la fois le mal et la solution. En critique, le système lui-même avec cette idée que la coopérative incite à l'achat de produits phytosanitaires, encourage la mécanisation, etc. Une structure devenue plus entreprise que coopérateur, entendons-nous dire. À l'autre extrême, elle reste pour beaucoup la structure contre laquelle s'adosser pour vivre, survivre mais aussi opérer un changement. Comment les choses se sont passées chez Terrena ? Qui a été le moteur de ce changement en 2008 ?

M.R. : Pour répondre très concrètement, nous étions dans un contexte particulier de gouvernance. En deux ou trois années d'existence, la toute jeune coopérative Terrena avait d'ores et déjà connu trois transformations de son Comité exécutif – Comex. La fusion entre les deux coopératives mères était difficile, chacune ayant sa propre culture. Pour définir un projet commun, un membre du Comex a proposé de poser la question non pas aux dirigeants ou aux administrateurs, comme on pouvait en avoir l'habitude, mais aux agriculteurs eux-mêmes. Qu'attendez-vous de la coopérative ? Quelle sera pour vous l'agriculture de demain ? Avec ou sans OGM, avec ou sans phytos... Les enquêteurs disposaient de toute une batterie de questions. À l'époque, la démarche était relativement osée et risquée ; Terrena était l'un des leaders de l'agriculture industrielle. Et pourtant, à 80%, les agriculteurs ont fait le choix de la rupture, en faveur de ce qui est devenu le projet d'une agriculture écologiquement intensive. Cela ne veut pas dire que les objectifs de ce projet sont au même niveau, pour répondre à Philippe.

Une rupture collective

Nous nous sommes collectivement entendus sur la nécessité de changer radicalement les pratiques. Sur les parcelles comme au sein de la coopérative. Ainsi la gouvernance au sein de Terrena a elle aussi changé. Traditionnellement, il y a d'un côté l'administration, avec les propriétaires-agriculteurs, et de l'autre un comité exécutif en relation avec le directeur général ; selon les structures, ces deux mondes communiquent plus ou moins bien. Désormais, chez Terrana, nous fonctionnons par binôme, chaque membre du Comex est en relation avec un ou plusieurs administrateurs. Impossible d'oublier dans ce cadre les besoins de l'autre, de passer outre les intérêts de la coopérative ou les problèmes de l'exploitation. Le fondement de la coopérative, aujourd'hui, c'est bien de vendre des intrants, des engrais, des phytosanitaires, du machinisme, etc., on ne va pas se raconter d'histoires. Le parti pris chez Terrena, souhaité par Hubert Garaud, est de passer d'un modèle de vente de produits chimiques à un modèle de vente de services et de conseils. La coopérative est impliquée dans les résultats de l'exploitation et non plus seulement prescriptrice d'intrants.

S'ils sont encore en cours de définition, ces objectifs sont conceptuellement très clairs. En 2025, nous avons un objectif de 25% en Nouvelle agriculture. Actuellement, selon les productions, nous sommes entre 10 et 40% de pénétration de la Nouvelle Agriculture parmi les exploitants. Tout dépend aussi de leur activité. Un agriculteur peut très bien s'engager en « Nouvelle Agriculture » pour sa production porcine, mais reporter son implication pour les céréales. Les chiffres importent peu à ce stade. L'essentiel réside dans la rupture fondamentale consistant à s'engager collectivement dans ce projet. J'insiste : notre démarche est inclusive, dénuée de jugement. Par exemple, Terrena est la première coopérative bio de France, en volume. Il peut y avoir des démarches bio qui sont « Nouvelle Agriculture » ou pas.

Qu'appellez-vous concrètement Nouvelle agriculture ? L'avez-vous défini ? Quels en sont les indicateurs ?

M.R. : C'est une démarche inclusive de progrès vers le « produire mieux, si possible autant, avec parfois moins ». L'enjeu consiste à voir avec l'agriculteur comment améliorer sa compétitivité. Quelqu'un a dit tout à l'heure, « moi si je peux vivre avec 10 litres de lait, je le fais ». On est vraiment dans cette logique d'amélioration des marges en jouant sur d'autres leviers que l'accroissement des volumes. Quels sont les meilleurs technologies, démarches, systèmes pour réduire l'impact environnemental et les coûts de production ? Comment valoriser ce travail à l'autre bout de la chaîne ? Il faut jouer sur les deux tableaux. Par exemple, d'un côté, dé-densifier les élevages pour atteindre les critères du bien-être animal, travailler sur la qualité des rations alimentaires des bêtes avec plus d'oméga-3 ; et de l'autre, valoriser en aval, auprès du consommateur, le produit. Ceci en insufflant une dynamique inclusive et non pas en imposant un cahier des charges strict et gravé une fois pour toutes dans le marbre. Prenons le cas du bio. Qu'on le veuille ou non, ce mode de production reste aujourd'hui marginal – 4 à 6% de la production. Comment faire en sorte que les 96% restant s'engagent dans la transition ? C'est tout l'enjeu qui nous anime.

Philippe, vous nous avez expliqué tout à l'heure que les nouveaux modèles doivent être légitimes. Sur quelles bases construire cette légitimité? Selon quels indicateurs? Ce ne sont pas des choses que l'on décrète...

P.B. : La légitimité découle d'un double concept. Premier concept: la pertinence technique des solutions envisagées. Ces dernières doivent répondre aux problèmes rencontrés sans en créer de nouveaux. Le deuxième concept concerne les jeux d'acteurs. Peut-on garantir une chance de succès aux acteurs qui s'engagent dans le processus? C'est un élément important. Impulser un changement dans les systèmes agricoles, c'est faire prendre un risque aux agriculteurs. Pour que celui-ci soit légitime, vous devez être en mesure de leur garantir une vie meilleure. Cela signifie que vous devez valider les différentes options possibles; je rejoins Maximilien sur le fait que plusieurs pistes sont envisageables: l'alimentation industrielle, hyper-industrielle, l'agriculture écologiquement intensive, l'agroécologie, l'agriculture biologique...

La légitimité n'est pas une question de représentativité

Bien sûr ces options peuvent être comparées à l'aune du contexte actuel. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que ce dernier est le fruit de choix passés. Reprenons le cas de l'AB. Elle représente 20% de la SAU en Autriche; 10% des agriculteurs wallons sont en bio. Son faible poids dans l'hexagone est donc une histoire française. Par ailleurs, on ne peut pas dire que l'agriculture biologique est illégitime parce que minoritaire. La légitimité n'est pas une question de représentativité. De mon point de vue, au regard des enjeux planétaires, l'agriculture biologique est le modèle agricole qui concilie le mieux, à petite échelle, les dimensions environnementales, sociales et économiques. Cette option est plus légitime que le modèle industriel. En existe-t-il d'autres? Je ne sais pas. Il faut prendre le temps d'évaluer les autres modèles, de disposer de chiffres. Nous devons être très concrets. Un exemple pour illustrer l'importance des données chiffrées. En 2008, suite au Grenelle de l'environnement la France s'est dotée d'un plan Ecophyto. Objectif: réduire de 50% l'utilisation des pesticides en dix ans. Parmi les outils déployés, le recours à des fermes pilotes, qui développent et mutualisent les bonnes pratiques. Certaines d'entre elles ont réussi à réduire de 10%, chaque année le recours aux phytosanitaires. Depuis le lancement du plan, le ministère de l'Agriculture a initié par ailleurs d'autres programmes allant dans ce sens, comme « Produire Autrement ».

Pourtant Ève Fouilleux a bien dit, hier, qu'il y avait eu 30% d'augmentation d'utilisation des phytos entre 2009 et 2014...

P.B. : C'est exactement le point que je voulais mettre en exergue. En dépit de tout ceci, le recours aux produits phytosanitaires s'est accru. Question: la trajectoire choisie par les gouvernements français successifs est-elle légitime? Au regard des objectifs fixés, la réponse est non puisqu'ils ne sont pas atteints. *A contrario*, le bio, lui, répond à ses objectifs. Certes, il le fait à petite échelle, mais il réussit néanmoins.

La légitimité n'est pas un vain mot. Elle consiste à dire que nous devons répondre à certains impératifs – protéger l'environnement, réduire les inégalités économiques, nourrir les humains, gérer le territoire –, qui structurent d'une certaine manière notre cahier des charges. Pour y répondre, nous disposons d'options. Croisons les uns et les autres pour identifier les solutions les plus pertinentes. C'est la première étape.

La seconde étape consiste à tout faire pour que cette option se réalise. Cela implique de trouver collectivement les compromis. Quel est-il en bio, pour poursuivre avec cet exemple? Un rendement moindre que compense une meilleure valorisation des produits. La dernière étape consiste à définir le rythme du changement.

Le reproche que j'adresse à l'agriculture écologiquement intensive et au projet « Nouvelle Agriculture » est qu'ils n'ont pas d'horizon clairement défini. Quand je pars en voyage, je choisis au préalable un itinéraire. J'ai le sentiment que, dans le cas présent, en dépit des cartes étalées çà et là, personne ne sait vraiment où va la voiture...

J'avoue ne pas comprendre pourquoi les individus engagés dans une démarche de changement refusent de se doter d'indicateurs pour savoir s'ils en prennent ou non la direction. Pour le moment, les démarches mises en place autour de l'agriculture écologiquement intensive ou de l'agroécologie sont des démarches de *proposition*. De mon point de vue, les enjeux auxquels nous devons répondre appellent des démarches de projets collectifs avec un horizon clairement défini. J'oppose un peu cette vision positive mais naïve qu'est la vision des propositions à la vision positive mais plus dure à réaliser qu'est la mise en projet.

Changer implique effectivement une importante prise de risque. Au sein de Terrena, comment avez-vous garanti cette prise de risque aux agriculteurs qui vous suivaient?

M.R. : Sur cette question de la rupture et de l'innovation, nous avons opté pour une stratégie en deux temps. Tout d'abord nous avons fait appel au volontariat. Les adhérents qui y ont répondu, bénéficiaient d'un contrat spécifique avec la coopérative car, en changeant ainsi radicalement de pratique, ils engageaient la pérennité du modèle économique de leur exploitation. Ces « sentinelles de la terre » ont constitué le premier niveau d'action. Deuxième niveau d'action: les coop'acteurs. Il s'agit des agriculteurs fortement engagés au sein de la coopérative mais moins entrepreneurs que les premiers.

J'aimerais revenir sur les propos de Philippe. Contrairement à ce qui a été dit, qu'elle soit biologique ou pas, l'agriculture n'apporte aucune solution à la question du changement climatique. Elle peut effectivement apporter des réponses; en tant que membre de Terrena, j'y crois. Néanmoins, ce n'est pas le cas aujourd'hui. L'agriculture s'est laissée « cornerisée », c'est-à-dire mettre de côté et instrumentalisée par d'autres secteurs économiques comme la chimie ou le pétrole, devenus les vrais poids lourds de l'économie mondiale. On a laissé croire que l'agriculture était responsable du changement climatique. Pour sortir de l'ornière, il faut faire valoir sa capacité à polymériser et stocker le carbone. Actuellement, tout le monde se demande comment faire pour limiter à 1,5°C la hausse de la température du globe, sans se soucier de la survie ou non de l'agriculture. Il faut inventer une démarche systémique pour répondre aux enjeux actuels. Or, pour moi, la légitimité



se situe dans l'action. Entrepreneur pendant plus de 15 ans, j'ai toujours encouragé les jeunes qui hésitaient à se lancer, en leur disant : la seule légitimité, c'est l'action. Agissez, expérimentez, plantez des drapeaux, vous ferez le bilan plus tard.

La co-construction ne se décrète pas en un claquement de doigts

Pour revenir au cas Terrena et répondre à Philippe Baret, nous travaillons à la définition d'objectifs. Mais le sujet n'est pas tant de les identifier que de s'engager dans une démarche de co-construction. Nous sommes une coopérative de 22000 adhérents. La co-construction ne se décrète pas en un claquement de doigts au sein du conseil d'orientation ou du comité de direction. Nous devons expérimenter pour définir ensemble nos objectifs puis décider du pas de temps à adopter pour les atteindre. Chez Terrena, nous avons à cœur la défense de l'emploi territorial. Il est toujours possible de fixer des objectifs tenus et de les atteindre en laissant sur le banc de touche 90% des adhérents, parce qu'ils n'auraient pas la capacité d'investir. Notre objectif premier est d'emmener tout le monde, le plus rapidement possible. Pari osé mais que nous allons relever.

Pour vous, Philippe Baret, aujourd'hui, sur cette question du changement en agriculture, deux stratégies se font face : la trajectoire d'efficacité et la trajectoire de reconfiguration. Pourriez-vous préciser ce que désignent l'une et l'autre et, si possible, les illustrer par un cas concret ?

P.B. : Je vais être très clair : pour moi, il ne faut pas prendre tout le monde dans le bus du changement. La manière dont évolue actuellement l'agriculture montre d'ailleurs que nous perdons un certain nombre d'exploitants jour après jour... Si l'objectif est d'inverser la tendance, soyez sûr que j'en serai le plus heureux. D'ailleurs, il serait intéressant de voir les indicateurs de l'évolution de l'emploi agricole sur la zone Terrena. Si vous disposez de ces données, je suis preneur.

Deuxième remarque. Certaines personnes se sont considérablement enrichies grâce à l'ancien modèle. Face à l'impertinence dont elles font aujourd'hui preuve vis-à-vis du nouveau modèle, je ne trouve pas aberrant qu'elles perdent un peu d'argent. Il y aura toujours des personnes qu'on laisse tomber en chemin. L'enjeu, c'est bien de construire quelque chose de nouveau. Adapter l'ancien modèle est une stratégie vouée à l'échec. Ceux qui ne sont pas motivés pour s'engager dans une démarche nouvelle ne feront que ralentir la machine.

La légitimité se situe dans l'action, je suis tout à fait d'accord avec vous, à cette nuance près : l'action coûte. Avant de s'engager dans telle ou telle démarche, je fais bien un choix parmi plusieurs actions possibles. Dans le cas présent, on a l'impression que la seule forme d'action possible, c'est le modèle de l'efficacité. On poursuit dans la même voie en tentant juste de réduire l'impact. Vaste challenge que celui qui consiste à concilier production, réduction des inégalités, préservation de l'environnement, sans changer de trajectoire. Autant tenter de faire passer un chameau dans le chas d'une aiguille. C'est pourtant la démarche suivie par ce que j'appelle la trajectoire d'efficacité.

L'autre possibilité, plus compliquée, pose comme principe de départ une totale remise à plat non pas des réalités actuelles, ce qui tend à fausser le jeu, mais des objectifs. Quels sont-ils ?

Et quelles expériences de terrain sont à même d'y répondre ? De ce point de vue là, l'agriculture biologique est inspirante, tout comme l'agroécologie bien comprise et certains modèles développés au Sud. En d'autres termes, l'inspiration se situe à l'extérieur.

Cas d'école

On m'a demandé de donner un cas concret. Je citerai un exemple belge. En 1976, trois agriculteurs ont lancé un circuit-court. Rien de très original me direz-vous. En 1989, ils ont créé une coopérative – Coprosain – et acheté par ce biais une boucherie. La coopérative s'est progressivement constituée en un vaste réseau de vente en circuit-court ; elle gère plus de 2,5 millions d'euros/an. Personnellement, je n'aime pas les exemples pour la simple raison que tout le monde peut trouver l'anecdote à même d'illustrer combien son idée est géniale. Voilà pourquoi il faut toujours, parallèlement, discuter des critères de pertinence. Dans le cas présent, ils sont de trois ordres. En premier lieu, il convient de se pencher sur le projet : comporte-t-il une vision partagée ? Le deuxième critère a pour maîtres-mots, le courage et les moyens. Il y a, parfois, trop de naïveté dans la construction d'alternatives marginales, lesquelles sont vouées à l'échec faute de moyens. Le courage, seul, ne suffit pas. Troisième critère, trop souvent oublié, les compétences. Construire de nouveaux mondes implique de nouvelles compétences. Comment cela se traduit-il dans l'exemple que je viens de vous livrer ? Primo, le projet s'articule autour de la vision d'un lien direct entre agriculteur et consommateur. Deuxio, les agriculteurs se sont dotés de moyens non pas financiers mais légaux en créant leur coopérative. C'est cette structure qui a permis ensuite de faire avancer le projet. Tertio, l'achat de la boucherie s'est traduit par le recrutement d'un poste de boucher pour acquérir la compétence en matière de transformation de viande. J'ajouterai deux autres critères liés à cette initiative : l'originalité et l'expérimentation. Commençons par l'originalité. La commercialisation en circuit-court de produits agricoles se traduit souvent par la création d'un magasin. Coprosain a commencé par de la vente sur les marchés de plein-vent avec une camionnette. La coopérative en a maintenant 5 ou 6. La Belgique est un petit pays fortement peuplé. En partant d'Ath¹¹ à 5h du matin, la camionnette peut être n'importe où en Belgique deux heures plus tard. Les agriculteurs ont compris qu'ils n'avaient aucun intérêt à concurrencer les grandes surfaces sur leur propre terrain, en construisant d'abord un magasin sur Ath où la clientèle se fait rare¹². Côté expérimentation, ils ont récemment tenté de s'implanter sur le secteur de la restauration, sans succès.

Nous avons évoqué le partage de projets innovants. Il est intéressant me semble-t-il, de disposer d'une grille permettant de voir en quoi tel ou tel projet répond aux ambitions qu'une personne ou une coopérative peut avoir. Ces différents critères contribuent à l'élaboration d'une telle grille. □

11 - Ville où se situe la coopérative. http://www.coprosain.be/Accueil_770.html

12 - Aujourd'hui la coopérative dispose de points de vente en complément de sa présence sur les marchés.

PERSPECTIVES

Ruptures et cultures



L'intervention de Patrick Denoux,
Professeur de psychologie interculturelle, Université Toulouse
Jean-Jaurès.

Comme à chaque épisode marciacais, pas si simple de tirer quelques fils des propos échangés, étant donné la multiplicité des discours qui sourdent de disciplines, d'idéologies et de dogmes différents... Je n'ai donc pas la prétention de faire la synthèse de cette diversité qui frise l'éclatement.

En préambule, revenons sur la question: « Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir? ». Cette année encore, lorsque la Mission Agrobiosciences m'a soumis cette question, je fus pris de perplexité. Commençons donc par détricoter cette question de façon à proposer quelques éclairages qui me sont apparus au cours des débats.

« Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir? » D'aucuns prétendent que nous sommes dans des crises et que ces crises ne sont pas des ruptures. Cette question semble postuler quand même que rompre induirait progresser. Je ne suis pas convaincu de cela. Pourquoi la rupture serait-elle en soi positive? Il suffit d'écouter Marc Gauchée¹³ pour comprendre qu'à l'évidence, elle ne l'est pas tant que ça.

Alors, peut-être y a-t-il, en arrière-plan, une vision de l'histoire un peu surprenante. L'histoire est-elle faite de ruptures? Mon collègue Jean-Luc Mayaud¹⁴ a joliment manié le paradoxe, en définissant l'histoire comme des successions d'espaces. L'histoire est-elle une science humaine qui intègre? Qui sépare? Tout cela pose un grand nombre de questions et, dans tous les cas, l'intégration ou la rupture se voient souvent opposer la simple désuétude que les logiques historiques n'arrivent pas à saisir. Peut-être certains se rappelleront-ils ce qu'est un *favart*, une *gâtine* ou un *pâtis*¹⁵? Il s'agit d'une terre en friche. Tout cela a disparu, ces idées-là, ces signifiants-là. Obsolescence des choses, désuétude des mots. Il y a donc une sorte de gageure pour un chercheur présomptueux à vouloir identifier *a priori* des failles souterraines historiques qui, généralement, ne se donnent pas spontanément

13 - Écouter le pas de côté de Marc Gauchée,
<http://controverives-de-marciac.eu/les-podcasts-2016/>

14 - Lire l'intervention de Jean-Luc Mayaud, p.54.

15 - Termes respectivement originaires de Champagne, de Touraine et de l'Ouest.

à voir. Et, comme vous le savez certainement, parlant du point de vue psychologique et culturel, il reste assez malaisé de saisir les mutations culturelles, les grands mouvements et donc de les rassembler en une seule question.

Les glissements culturels ne sont généralement et brillamment expliqués qu'une fois que les transformations sont advenues révélant nos fallacieuses et prétentieuses préconceptions. À la manière de Bernard Maris, qui reprenait Jacques Attali, nous pourrions dire que le chercheur assigné à devenir une sommité est celui qui sait très bien expliquer demain pourquoi ce qu'il a prévu hier ne s'est pas produit aujourd'hui.

Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir? Il y a un certain nombre de préalables. Dans cette question, me semble-t-il, il y a un désir de préséance, une volonté de pouvoir agir sur l'avenir, la recherche d'un malin procédé qui nous permettrait de maîtriser ce qu'il est censé nous réserver. Anticiper ou prédire reste l'une des obsessions de notre culture. Ne cherchons-nous pas, en vain, une sorte d'intrus historique dont il conviendrait de se débarrasser, afin de pouvoir réinventer l'avenir alors que, comme nous le savons tous, couper une racine n'a jamais fait pousser un rameau? La tectonique culturelle est assez insaisissable. Est-elle une question de choix? Est-il possible de se dire, à un moment donné, que nous optons pour tel modèle, telle vision, comme on se débarrasserait d'un vêtement trop étroit pour en prendre un autre, offrant davantage de perspectives? Non. La mutation culturelle ne relève pas d'une posture surplombante à partir de laquelle nous exprimerions notre désir d'abandonner certains repères. Les mutations culturelles sont déjà là, elles sont pesantes, puissantes et silencieuses, elles s'imposent. La mutation culturelle provoquée par l'effraction du numérique dans nos vies a déjà massivement tout envahi avant même que nous n'ayons pu en constituer une représentation opérationnelle. Ainsi procèdent les mutations culturelles. Alors que faut-il faire, allez-vous me dire, s'asseoir pour attendre ce qui fatalement émergera? Bien sûr que non.

Mais quitte à rompre, ne rompons pas « avec », expression française bien étrange, emplie de dénégation. Au contraire, rompons comme on rompt la terre, en la labourant après un long chômage. Une terre est rompue pour ne pas laisser la friche s'y développer et pour la préparer à de nouveaux semis. Que l'on puisse considérer, à travers de multiples bourgeonnements, que de nouvelles bases culturelles sont en train de se mettre en place ne fait aucun doute. Regardons le développement des biactifs dans le monde rural, l'intermittence, le fait que des agriculteurs soient aussi étudiants... il existe une diversité qui trouve son écho dans les modèles traités et discutés dans nos débats. Mais la question principale reste de comprendre ces émergences, d'en saisir les prémisses pour pouvoir réinventer l'avenir.

Face à nos fantasmes outreucidants de maîtrise du temps et à nos délires programmatiques, il convient de se référer aux cultures traditionnelles qui nous renvoient à une certaine humilité face au temps, à ce que nous appelons communément le « cours des choses ». Sans en faire un renoncement, ni y voir une soumission, à nous d'entendre la leçon gisant dans tous ces processus qui échappent à la gestion partout triomphante.



Alors rompre avec quoi ?

D'abord rompre, en réinventant le passé. Rompre pour réinventer l'avenir ne peut incomber à la seule volonté humaine. Pour rompre avec le futur qui nous a été préparé, par exemple certains futurs confectionnés ont été dénoncés ici, il faut relire, réécrire le passé. À mon avis, voici d'ailleurs le premier mouvement important que l'on pourrait qualifier d'historique. J'ai entendu ici et là que les coopératives reviennent sur le tapis, qu'elles sont désormais perçues comme relativement dévoyées dans leurs objectifs car s'intéressant davantage à protéger leurs membres qu'à la professionnalité elle-même. Ce peut-être cela relire le passé. Ce matin encore, dans un petit débat sur la transmission, une personne a dit que ses enfants allaient reprendre la ferme familiale. Oui, cela existe mais pour un attendrissement constaté et largement partagé à cet endroit, combien de désespoirs affligeant ceux qui ne parviennent plus à accomplir le « magnifique » modèle antérieur de la transmission ? Il nous faut regarder en face notre ambiguïté par rapport aux modèles précédents. Rompre en réinventant le passé... Il s'agit simplement de dire que passé et avenir sont les deux faces d'une même pièce que l'on pourrait appeler le présent. Tout départ ramène à un retour, tout voyage est un périple. S'éloigner de son origine, tendre vers l'avenir, c'est d'abord être ramené sur les rives de son passé pour le reconstruire. Sac et ressac.

Le passé dépassé

La *première rupture* serait donc de tenter de reconstruire la lecture que nous avons de notre passé. Lorsque nos parents modernisaient la ferme, dans le même mouvement ils transformaient le regard qu'ils portaient jusque-là sur leurs propres parents qui, eux-mêmes, avaient jadis construit à côté de la ferme une villa avec la cuisine en formica et qui, eux-mêmes auparavant, avaient changé le regard qu'ils portaient sur leurs propres parents. Donc, c'est d'abord une réforme du passé qu'il faut mettre en place. Il n'y a pas d'avenir se bâtissant sans un passé reconstitué, reconstruction qui n'est pas faite de soustraction et d'addition mais repose principalement sur le dépassement. Un passé dépassé.

Redéfinir un nous

Deuxième rupture, la question du grand Récit a été évoquée à plusieurs reprises : redéfinir l'histoire, redéfinir ce qui nous fonde à travers un récit. « Il faut se raconter pour naître », écrivait Michel Serres. Il y a là un besoin fort d'évacuer les fables circonstanciées, le besoin d'un grand Récit qui unirait nos histoires et qui nous ouvrirait au projet, terme qui est devenu plus important au fil des deux journées. Un récit à voix multiples qui engloberait de manière polyphonique les agricultures du monde. Redéfinir le nous qui nous définit, comme un nous qui ne disqualifierait pas le monde agricole, qui ne projetterait pas nos ruptures occidentales sur les pays du Sud, qui créerait des transversalités en rapprochant les circuits courts et le souk, comme l'a fait Omar Bessaoud¹⁶, dans une fulgurance dont il a le secret... Un nous qui d'une certaine manière dépasserait les formes de

diversité et, surtout, un nous qui désenclaverait symboliquement l'agriculture.

Toutes les translations culturelles peuvent être utiles à cela. Et n'ayons pas de crainte quant à l'origine, comme l'écrivait si bien Daniel Sibony¹⁷ : « Ce n'est pas parce que notre origine se déplace que nous la perdons ». Mais il y a un effort considérable à faire pour quitter la libido d'appartenance, rompre l'attachement culturel à nos modèles pour ré-ouvrir les possibles plus impensés qu'insensés. Nous sommes quand même, au niveau anthropologique, dans une phase extraordinaire. Nous descendons d'une mutation culturelle, nous avons pris notre autonomie, nous avons transformé la nature et maintenant nous atteignons un troisième seuil qui est considérable : nous sommes désormais capables de manipuler les mutations génétiques, y compris celles dont nous sommes issus. Là, nous sommes arrivés à un franchissement déterminant pour l'espèce qui appelle un Récit englobant et fondateur.

Rompre avec les anciennes rationalités

La *troisième rupture* est celle qui nous éloigne des anciennes rationalités. L'avenir de l'agriculture, du monde rural, de l'alimentation, etc., à mon sens, est inséré dans quatre discours : 1) celui du scientifique, 2) celui du gestionnaire, 3) celui du politique et 4) celui du citoyen. À partir de ces quatre discours qui ne marchent pas nécessairement ensemble, un nouveau raisonnement doit advenir... En revanche, ils ont un point commun, celui d'hésiter entre deux rationalités : une rationalité de validation, c'est-à-dire répéter, confirmer le système existant, et une rationalité de projection, c'est-à-dire proposer, instaurer...

Vous avez compris, la validation bat son plein et la projection est en panne. Comme écrivait Aristote, nous l'emportons sur les singes quand il s'agit d'imitation. Répétons, répétons, répétons... Cependant, de multiples interrogations sont posées à ces discours-là. Ils hésitent, trébuchent et maintenant, il conviendrait de les faire basculer d'un certain côté : pour s'éloigner de la validation et les faire entrer davantage dans la projection. Comment ? Plus précisément, le discours scientifique sur l'agriculture doit désormais résolument aller vers, non pas la preuve, c'est-à-dire la démonstration dans l'existant, mais vers l'hypothèse qui ouvre l'espace des possibles. Cela signifie que le discours politique, lui aussi, doit se déplacer. Chacun a entendu de nos deux élus de référence¹⁸ que le discours politique doit lâcher la faisabilité et réinvestir la prospective donc, une fois encore, se défaire de la validation pour la projection. Le discours gestionnaire lui aussi doit délaisser la labellisation, une pensée de mise à plat, pour aller vers la conjecture, les potentialités. Et le discours du citoyen doit se rouvrir au projet.

16 - Lire « Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir, en matière de coopération internationale », p.23. http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=4169

17 - Sibony, D. (1991). *Entre-deux*. Paris. Seuil.

18 - Lire « Avec quoi nous faut-il rompre, pour réinventer l'avenir, en matière de politique européenne ? » avec Éric Andrieu et Marc Tarabella, p.44. http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=4165

Quitter le « oui, mais... » et entrer dans le « et si...? »

Il y a une *quatrième rupture* que je voudrais évoquer. Elle montre dans quelle déshérence nous sommes quant à la « dé-signification » généralisée que nous subissons. Nous avons beaucoup souri avec les réflexions sur le bien-être des truies¹⁹. Mais pour moi, il y a quelque chose d'éminemment anthropomorphique, quand notre collègue demande à Danielle Even si elle conçoit que « ses truies seraient heureuses à se rouler dans la boue avec leurs copines. ». Cela fait sourire, mais cet élan anthropomorphique que nous vivons actuellement, notamment à travers la question du bien-être animal, doit être interprété comme une volonté de réintroduire massivement des valeurs dans notre rapport à la nature et au vivant. Même si cela peut prendre des aspects qui suscitent l'ironie, ils ont, cependant, leur importance symbolique à travers l'intention de réinscrire des valeurs et de rompre avec cette dé-signification généralisée affectant nos discours inféodés à la technique et à la gestion. Quitter le « oui, mais » et entrer dans le « et si...? » et accepter l'ignorance partielle de ce qui va advenir : c'est l'ignorance de l'effet qui inspire l'espérance d'agir, qui inspire la décision joyeuse et qui inspire la liberté du destin.

Rompre avec nos aveuglements

Je terminerai avec une *cinquième rupture* : en finir avec certains aveuglements. Je suis convaincu que nous sommes pris dans des mouvements que nous ne comprenons pas, enferrés dans des méandres que nous n'arrivons pas à signifier réellement, dont nous avons du mal à détecter les signaux faibles. Il est extrêmement difficile de décoder la contemporanéité des multiples référents culturels qui nous assaillent mais, en même temps, tenter de les embrasser est essentiel car ce sont ces miroitements différents qui vont générer pour nous quelque effet de vérité.

Un peu de modestie

Pour finir, une historiette pour illustrer la difficulté et la modestie exigée que ne traduit pas vraiment l'interrogation : « Avec quoi nous faut-il rompre pour réinventer l'avenir? » Lire des réalités nouvelles avec des lunettes anciennes ne fait que renforcer l'aveuglement.

Un curé dans sa paroisse, malgré les fortes intempéries annoncées, préfère maintenir la messe. Il commence alors à officier, quand de très violents orages se déclenchent. Peu à peu l'eau se répand et monte dans l'église. Un pompier passe et lui dit que rester présente un danger. Le curé rassure le pompier et ses ouailles en disant : « Dieu nous protège ». Cependant, au fil des minutes, l'eau ne cesse de monter et, alors que les fidèles commencent à désertier l'église, deux autres pompiers arrivent et préviennent que le danger est vraiment réel. « N'ayez aucune inquiétude » dit le curé « Dieu veille sur nous ». Désormais, il est seul dans l'église pour continuer la messe. Il est immergé jusqu'au cou, quand il voit arriver une barque avec plusieurs pompiers

l'enjoignant, en vain, de s'interrompre et de les suivre. Là, il répond : « Dieu par un miracle saura me sauver, ne vous inquiétez pas mon fils ». L'embarcation s'éloigne et le curé englouti par les flots se noie sans pouvoir terminer la messe. Une fois arrivé au paradis il est furieux. Il veut demander des explications à Dieu, le rencontre donc sur le champ et véhémentement lui demande une explication. Il dit : « Père, j'attendais un miracle et vous n'avez rien fait pour moi. Vous ne m'avez pas sauvé, vous m'avez abandonné ». La réponse de Dieu fut cinglante : « Comment!? Je t'ai envoyé trois équipes de pompiers pour te manifester ma volonté et tu les as dédaignés ».

Savoir lire les signes

Dès lors, le problème n'est plus le signe mais la lecture du signe. Il ne suffit pas que le signe soit là, encore faut-il savoir le lire. Dans les standards récurrents du miracle imprégnant la pensée de ce curé, il ne peut être qu'extraordinaire. La manifestation directe et famélique de la volonté divine, telle qu'il la célébrait quotidiennement à la messe, ne pouvait pas s'incarner dans une vulgaire escouade de pompiers. Il fallait quelque chose de sublime. Le signe si peu magnifique était vraiment trop faible. Le curé a donc préféré l'idéalisation du miracle à sa réalité, l'icône au texte. Et il y a perdu la vie. Nous ne cessons de le faire chaque fois que nous chaussons nos vieilles lunettes pour interpréter des phénomènes nouveaux.

Alors puissions-nous écarter les formes canoniques du prêt-à-penser, pour essayer de discerner laborieusement sous l'épaisse gangue de notre habitus culturel quelques signaux faibles du monde à venir, alors nous saurons l'objet de nos ruptures. J'ai entendu un glissement de sens qui est revenu plusieurs fois au cours des deux jours : la question « réinventer l'avenir » s'est transformée peu à peu, dans un grand élan final et conclusif, en « ré-enchanter l'avenir ». Évolution assez surprenante. Quelle différence y a-t-il donc entre réinventer et ré-enchanter l'avenir? La différence, c'est le désir d'un avenir qui nous enchante. □

19 - Voir la dispute et le débat sur l'élevage suscités par l'intervention d'Ève Fouilleux, p.42.



ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

« Débusquons tous les faux-semblants ! »

Un participant : Un mot sur les aspects écologiques. Il faut rompre avec les querelles de chapelle et prendre le problème dans sa globalité. Prenons le cas de l'Agriculture Biologique. Certains agriculteurs vont brûler 40 litres de gasoil à l'hectare pour planter leurs cultures car, pour pallier l'absence de chimie, ils vont devoir faire plusieurs passages. D'autres, qui travaillent en semis direct ou sous couvert, vont certes utiliser quelques litres de glyphosate à l'hectare mais réduire leur consommation de gasoil à 12 l/hectare. Plutôt que de les condamner, il est préférable de combiner les efforts de chacun des modèles existants pour les rendre toujours plus vertueux. Il faut faire du ménage, bien sûr. Mais dire que l'on va mettre sur la touche tout ceux qui travaillent mal, c'est pousser la rupture trop loin.

Christophe Garroussia (Responsable d'un GIEE, référent agroécologie et agriculture biologique à la chambre d'agriculture du Gers) : Dans le Gers, département qui connaît une forte mutation agroécologique et biologique, nous sommes de plus en plus nombreux à partager l'avis de Maximilien Rouer. Lorsque l'on réduit les coûts de production et que l'on améliore la qualité environnementale et sanitaire des produits comme c'est le cas en agroécologie, il est normal d'obtenir en bout de chaîne une meilleure valorisation commerciale.

J'aimerais ensuite revenir sur la question des phytosanitaires évoquée par Philippe Baret. De mon point de vue, l'argument de leur augmentation continue et perpétuelle est en décalage avec la réalité. L'agroécologie commence à peine à se diffuser ; ses techniques sont en train de s'inventer. Il faut 3 ou 4 ans pour convertir une exploitation. Les chiffres de vente des produits phytosanitaires vont encore être élevés les prochaines années, mais ils vont ensuite baisser durablement, c'est sûr.

Gérard Peltre : Trois remarques. Il y a tout d'abord un élément central, insuffisamment évoqué : le lien social entre les agriculteurs et les autres acteurs habitant un territoire. Ce lien peut être facteur d'innovation économique. Bien des initiatives existent comme celles portées par les Fermes de Figeac, coopérative agricole et de territoire, fortement investie dans l'économie locale. Lancées par les agriculteurs, elles sont à l'origine de dynamiques territoriales qui impliquent de plus en plus d'acteurs et concernent tous les habitants.

Ensuite, il faut rompre avec l'idée de développement rural et lui préférer la notion de développement des territoires ruraux. Celle-ci fait apparaître la diversité, le lien existant entre un espace, ses acteurs et ses différents habitants. À cet égard, les agriculteurs habitent eux aussi ces espaces ; ils ne sont pas uniquement des acteurs économiques inscrits dans une logique de filière.

J'avais également une question à poser à Maximilien Rouer sur la politique de développement suivie par Terrena. Vous situez-vous dans une logique de développement classique c'est-à-dire d'accroissement du nombre d'adhérents de la coopérative ou dans un concept de mise en réseau de coopératives installées dans des territoires différents ?

En dernier lieu, j'aimerais dire un mot sur l'interconnaissance. Les orientations européennes pour la période 2014-2020 ont ceci de particulier qu'elles ont remis au centre des débats la territorialisation et l'idée d'un développement local rassemblant tous les acteurs, quelles que soient leurs origines. En France, compte tenu de la manière dont est menée la réforme territoriale, nous sommes en train de passer à côté de toutes les possibilités offertes par ces orientations européennes, au sein desquelles l'innovation n'est pas seulement technologique mais aussi sociale.

« Ce mythe ne tient pas la route »

Maximilien Rouer : Une phrase pilote ma mission : « Construire, c'est s'exposer ; détruire, c'est s'imposer ». Cette phrase est plus ou moins vraie selon les territoires. Je dirais qu'elle est particulièrement bien adaptée au cas français. Il y a, dans l'Hexagone, une culture de la destruction qui a culturellement un lien fort à la mort. J'aimerais tout au contraire que l'on s'inspire de la vie pour que les choses changent. Patrick Denoux l'a dit : nous devons passer du « Oui, mais... » au « Et si... ». C'est le premier élément de réponse que je souhaitais apporter.

Le deuxième élément porte sur la stratégie de développement de Terrena. Je ne peux malheureusement pas y répondre. Non pas que la question ne soit pas pertinente. Au contraire, elle fait partie des fondamentaux que nous devons instruire. Reste que cela relève du conseil d'administration.

Philippe Baret : Deux mots. Le premier sur ce fameux mythe du mixte, cette idée que toutes les options peuvent contribuer à solutionner les choses. Ce mythe ne tient pas la route pour deux raisons. Tout d'abord ceux censés faire la démonstration que cela fonctionne s'y refusent. J'aimerais que les acteurs des modèles dominants nous montrent comment ils les articulent avec les modèles alternatifs pour que ce ne soient pas toujours à ces derniers de faire leurs preuves. Ensuite, je mène depuis 2009 une comparaison scientifique des approches biotechnologiques et agroécologiques. Or, celle-ci montre que le mixte ne fonctionne pas, que les biotechnologies ne laissent guère de place à l'agroécologie. Pourquoi ? Parce que les ressources - intellectuelles, financières, culturelles, politiques - sont limitées. Le mixte est opérant dans un monde infini, chaque option pouvant être à sa place. Mais nous vivons dans un monde où les ressources sont limitées ce qui appelle des choix. En 2012, lors du colloque « Produisons autrement », j'ai demandé au ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll d'attribuer 5% du budget des biotechnologies à l'agroécologie pour que cette dernière se dote d'un vrai projet. Cela n'a pas été fait.

« Si vous dormez avec un éléphant,
ne vous plaignez pas d'être écrasés le lendemain »

Le mixte est un mythe. Quand vous regardez ce qu'il se passe *in fine*, c'est toujours le gros qui gagne. Les Écossais et les Canadiens ont une expression très imagée pour résumer cette situation. Si vous dormez avec un éléphant, ne vous plaignez pas d'être écrasés le lendemain. Je ne veux pas que les alternatifs subissent le même sort.

Deuxième chose. Je reviendrai dans trois ans aux Controverses de Marciac. Et je vous promets une chose : si le recours aux produits phytosanitaires a effectivement diminué de 10% par rapport à 2008, j'offre à chacun une bouteille de bière et un ballotin de pralines! Je m'y engage. Dire que l'on va y arriver parce que les pratiques vont se diffuser ne suffit malheureusement pas. Un récent rapport dresse la liste des raisons pour lesquelles nous n'arrivons pas à impulser le changement. La raison? Non pas que les agriculteurs ne connaissent pas les bonnes technologies ou que celles-ci ne se sont pas diffusées. Mais bien parce que le système dans son ensemble va à l'encontre du changement : la politique de prix, la Politique agricole commune, les acteurs de l'agrofour-niture. Croire encore aujourd'hui que ce sont les agriculteurs qui bloquent le plan Ecophyto est une erreur. Les blocages sont systémiques.

Enfin, j'aimerais préciser une chose sur le bus du changement. Ce ne sont pas les modèles que je laisse sur le bas-côté de la route mais bien certains acteurs, ceux qui s'enrichissent sans respecter les enjeux. Je n'oppose pas les modèles à ceci près que, de mon point de vue, le modèle dominant devrait être plus respectueux des modèles alternatifs. De même, je n'approuve pas cette solidarité à tous crins : le monde agricole ne doit pas être solidaire de ceux qui le tuent. Ce n'est ni une critique ni une analyse scientifique mais un constat. Cette question de la solidarité doit être instruite : jusqu'où devons-nous être ensemble? Soyons clairs : il faut arrêter de dire que les agriculteurs forment un groupe. C'est faux! Les actions de certains d'entre eux ruinent les autres, de manière plus ou moins explicite.

Il faut débusquer tous ces faux-semblants, les nommer. À l'idée de transparence, je préfère celle de nourrir les implicites pour qu'ils deviennent explicites. Libre à chacun, ensuite, de dormir s'il le veut avec les éléphants.

Jean-Luc Mayaud : J'aimerais rappeler que, quels que soient les modèles évoqués, les pistes comme les expérimentations, il est extrêmement important de paramétrer tous les facteurs. Je le répète souvent : n'oublions pas le social! La productivité ne peut être le seul facteur pertinent. Le coût est aussi social. Quel est celui lié au maintien ou à l'expulsion? Quand serons-nous enfin capables de penser cette question? Elle est pourtant universelle, dépassant le strict cas de la France ou de l'Europe. Le chômage, les indemnités présentent un coût qui apparaît rarement dans la balance ; seule la compétitivité est mesurée. On oublie toujours de quantifier les dégâts des intrants. Pourquoi ne fait-on pas ce travail en recherche pour avoir enfin des données précises et non pas une évaluation grossière, à la louche?

Donnez-nous le temps de changer

Michel Lemonnier (Administrateur de la Fédération nationale des Cuma) : Je voudrais revenir sur les raisons qui nous ont conduit, au sein des groupes Cuma, à nous engager dans des projets. Ceux-ci ont pour effet de permettre aux agriculteurs de se réapproprier leur métier, de renouer avec l'agronomie et les pratiques d'élevage. Cela passe par des démarches de groupe. De ce point de vue, l'outil des GIEE est une excellente chose. Le groupe Cuma doit pouvoir y entrer.

Je suis en désaccord avec l'idée de Philippe Baret, selon laquelle il faut impérativement se doter d'objectifs et de critères pour évaluer si ceux-ci sont bien atteints. Il n'existe pas de modèle pré-établi, descendant, applicable à chaque exploitation, et c'est tant mieux. Chacune doit penser son propre modèle. Laissez-nous travailler ; donnez-nous du temps. Nous ferons les comptes en temps voulu.

Jean-Jacques Laplante : Je souscris aux propos de Jean-Luc Mayaud sur la protection sociale. En la matière, il y a encore des progrès à faire. Il existe encore aujourd'hui des agriculteurs en invalidité qui ne touchent que 300 €/mois. Le syndicalisme majoritaire s'occupe de problématiques autres, ayant trait à l'économie, délaissant cette question de la protection sociale. Qu'il y ait, demain, des agriculteurs plus précisément des agriculteurs bien portants est pourtant une question d'avenir. Regardez ce qui se passe ailleurs : aux USA, 40 millions de personnes sont sans protection sociale ; au Sud, certains pays inventent des tontines pour faire face aux problèmes. Il faut dire aux agriculteurs qu'il y a certes des acquis, mais aussi des choses à inventer.

Jean-Luc Bongiovanni (Agriculteur) : J'ai l'intention d'arrêter les phytosanitaires et de me convertir à l'AB parce que j'adore vraiment la bière belge... Blague à part, j'aimerais revenir sur les signes évoqués par Patrick Denoux. Nous autres, agriculteurs, sommes bien partis pour aller plus vite que prévu au paradis. Nous ne voyons pas les signes. Pourquoi? Parce que notre cadre de référence, notre environnement familial ou professionnel nous empêchent de les percevoir, parce que la presse agricole majoritaire n'en parle pas beaucoup. Enfin, la cogestion de mon syndicat, la FDSEA, avec les décisions publiques, ne les masque-t-elle pas elle aussi?

Dominique Michenot (Ancien administrateur de Terrena) : J'aimerais que Maximilien Rouer et Philippe Baret travaillent ensemble, que Terrena s'inspire de la méthode de travail esquissée par P. Baret, et réciproquement.

Dans les coopératives, tout est possible, le meilleur comme le pire. Le changement opéré au sein de Terrena trouve effectivement sa source dans une discussion lancée sur le terrain, laquelle a eu pour effet de mettre les adhérents en mouvement. Bien sûr, les difficultés sont énormes car cela implique de changer les mentalités de toute la technocratie de la coopérative. Il faut par exemple persuader les techniciens et les responsables d'agence que leur salaire ne dépend plus du chiffre d'affaires et du nombre de tonnes d'ammonitrate ou de pesticides vendu. De mon temps, dans les coopératives, c'était la vente d'approvisionnement qui



faisait tourner la machine ; aujourd'hui, il faut les réduire. Terrena a pris un risque énorme, j'en suis témoin. Les résistances internes vont peut-être se lever avec le temps. Cependant, un certain nombre de questions méritent d'être posées. Il y a au sein du groupe des systèmes de production très différents, systèmes qu'il convient de mettre en critique tout comme il convient de questionner les solutions proposées. Ce n'est pas le cas actuellement. Les trois produits labellisés Nouvelle Agriculture dont vous avez parlé sont les lapins, les cochons et le blé meunerie. Certes, le principe de Nouvelle Agriculture permet peut-être de changer un peu la manière de produire, de donner une meilleure image de ces produits, de les valoriser auprès de la grande distribution. Pour autant, les lapins ne broutent pas de l'herbe ; ils sont toujours nourris avec des aliments fournis par la coopérative. Il en va de même pour les cochons. Il y a peut-être un début de réflexion, mais rien de très concret encore.

Initiatives en germe

Prenons le cas du lait. Les coopératives et les usines laitières ne manquent pas en Loire-Atlantique. Dans le Sud-Loire, une petite coopérative vient de voir le jour. Elle est le fruit du regroupement de quelques agriculteurs désireux de mieux valoriser leur travail. Ces derniers ont créé une laiterie pour faire de l'embouteillage et un peu de transformation. Ils ont passé un contrat avec Unico [Système U], en faisant valoir leur spécificité – des troupeaux de taille moyenne, avec des animaux nourris à l'herbe. Le distributeur leur garantit un prix d'achat de 360 ou 380 €/tonne de lait. Il est regrettable que Terrena ne soit pas porteur de cette démarche et que ces agriculteurs doivent monter leur propre structure.

Même type de questionnement sur l'installation. Sur ce même département, le nombre d'installation est passé de 160-180 par an à seulement une centaine. Chaque année, des producteurs-coopérateurs de Terrena stoppent leur activité. Leurs fermes ne sont pas reprises ; le siège d'exploitation disparaît ou est repris par des agriculteurs qui ne sont pas nécessairement adhérents à la coopérative. Parallèlement, l'an passé, 30 jeunes hors cadre se sont installés avec des productions aussi bien en circuits courts que longs. Qu'attendez-vous pour travailler avec ces jeunes gens ? Ils ne vont probablement pas gonfler votre chiffre d'affaires mais ils ont une vision différente de l'agriculture. Je terminerai avec un dernier exemple. Il y a quelques années, les adhérents de la coopérative avaient demandé que leur production – de la viande – puisse être commercialisée dans les magasins de proximité situés à la campagne ou dans le péri-urbain. Cela n'a jamais été fait, par crainte de la possible réaction des grosses enseignes de la grande distribution qui achètent la plupart de ces produits. C'est une erreur.

Agnès Gosselin : Quatre utopies. Première d'entre elles, que l'on revienne à la souveraineté alimentaire, en France comme dans les pays du Sud. Deuxième utopie : stopper le phénomène d'accaparement des terres ici comme ailleurs. Troisièmement, il faut arrêter de croire que le marché sauvera le monde. Si tel était le cas, ce serait déjà fait. Quatrièmement, il faut remettre l'homme au centre de toutes les réflexions. Il est anormal que l'agriculteur fournisse de

l'aliment à bas coût au prix de sa propre vie – 600 suicides d'agriculteurs par an²⁰!

J'ai enfin une peur. Au sein de Chrétiens dans le monde rural, nous avons beaucoup travaillé sur la réforme territoriale dans l'Eure. Cette dernière s'est concentrée sur l'urbain. Pourquoi ne pas faire, comme en 1980, les États généraux de l'agriculture, conviant tous les acteurs à penser collectivement un projet pour chaque territoire, au sein duquel les agriculteurs et l'agriculture ont la place qu'ils méritent.

Guillaume Oui : Je travaille à l'ouverture d'un supermarché participatif, fonctionnant comme une coopérative de consommateurs. J'ai une question pour Maximilien Rouer. La légitimité réside selon vous dans l'action. Dire cela, n'est-ce pas autoriser des projets qui ne seraient pas co-construits, alors que vous avez vous-même soulevé l'importance de cet aspect ?

Maximilien Rouer : Je commencerai par cet étonnement. Dominique Michenot a proposé à Philippe Baret ce que j'allais moi-même lui proposer : travailler ensemble. Deuxième chose. Il est toujours difficile d'initier quelque chose. Lorsqu'il s'est lancé dans le projet de l'agriculture écologiquement intensive, Hubert Garaud a essuyé des réactions suffisamment violentes pour envisager de tout laisser tomber. Le projet porté par Terrena a été critiqué, puis tourné en dérision. Il est, aujourd'hui, copié – beaucoup s'en inspirent.

J'ai énormément apprécié les interventions des deux agriculteurs, lesquels ont juste demandé du temps. Les signaux sont désormais suffisamment forts pour que les agriculteurs aient compris. Pour l'exercice 2016, le chiffre d'affaires accuse un recul de 40 à 50%. Ce n'est plus un signal faible en termes d'incidence du climat et des pratiques agricoles sur la survie d'une exploitation. Les agriculteurs l'ont compris. Ils souhaitent disposer de temps, pour stabiliser leur trésorerie, s'inscrire dans une dynamique générale.

Arrêtons d'opposer systématiquement les choses

Aux questions posées par D. Michenot, je réponds par l'affirmative. Ces interrogations sont tout à fait légitimes ; nous y travaillons. Néanmoins, à l'heure où nous parlons, l'important est d'éviter que la détresse ne gagne encore plus

20 - La dernière étude faite par l'InVS montre que le suicide est la troisième cause de mortalité chez les agriculteurs, après les décès par cancer et maladies cardiovasculaires. Les chiffres de l'InVS font état d'un suicide tous les deux jours. <http://www.msa.fr/lfr/documents/11566/31636888/Bilan+pr%C3%A9vention+suicide+2015>



le monde agricole. Nous devons donc réfléchir sur le long terme – qu’invente-t-on ? Quels indicateurs utilisons-nous ? – sans perdre de vue les enjeux à court terme. Effectivement, dans le schéma actuel, c’est la vente d’approvisionnement qui permet de faire tourner la machine. Avec cette limite : si l’agriculteur n’a plus les moyens de payer l’amont, la coopérative n’a plus les moyens de son développement. Cette mécanique a pu faire système par le passé, dans un sens comme dans l’autre ; cependant, elle n’est plus opérante aujourd’hui. Nul besoin de se donner rendez-vous dans trois ans : ceux qui survivront, seront ceux qui auront mis en place de nouvelles pratiques et cassé les frontières. Arrêtons avec cette lecture binaire des choses, d’un côté ce qui est bien, de l’autre, ce qui est mal. Cette vision du monde est datée et démagogique. Toutes les initiatives quelles qu’elles soient sont bonnes à prendre à partir du moment où elles vont dans le sens du mieux. En ces heures terribles et morbides, nous avons véritablement besoin de travailler ensemble – au niveau de la nation, de l’Europe –, de chercher ce qui nous unit plutôt que ce qui nous sépare. D’où cette invitation faite à Philippe Baret.

Philippe Baret : Je veux bien laisser aux agriculteurs tout le temps qu’ils souhaitent et reporter mes ballottins à six ans s’il le faut. Le problème n’est pas là. Les agriculteurs peuvent disposer de tout le temps qu’ils désirent, tant que le système ne changera pas, ils seront bloqués. Il faut donc en premier lieu changer le système pour, ensuite, permettre aux agriculteurs de changer de pratiques. C’est un débat que j’ai

eu avec Michel Griffon à propos de son ouvrage « Nourrir la planète ». Ce n’est qu’à la page 125 de son livre qu’il mentionne le système, les chapitres précédents étant consacrés aux solutions pratiques que les agriculteurs peuvent mettre en place. À croire que les enjeux du XXI^e siècle reposent sur leurs seules épaules... Non. La logique est inverse : il faut d’abord modifier le système afin de créer un cadre favorable au changement, puis envisager les déploiements techniques et pratiques.

Il y a des renoncements à faire

Travailler avec Terrena, oui, à deux conditions. La première est de disposer du projet de la coopérative. Il s’agit d’un préalable que je pose pour toutes les collaborations que je mène. Je siége par exemple au conseil d’administration d’une ONG. Celle-ci dispose d’un plan stratégique clair, chiffré, avec des objectifs bien identifiés. Peut-être certaines données sont d’ordre confidentiel ; néanmoins, pour ce que j’en connais, le projet *Nouvel Agriculture* relève avant tout de bonnes intentions et d’exemples. Deuxième chose, j’ai décidé de ne plus m’investir sur les aspects techniques, d’autres le font très bien, et de ne pas intervenir sur les questions liées aux sciences humaines et sociales, pour lesquelles je suis incompétent. Par exemple, pour répondre à Jean-Luc Mayaud, j’étudie les systèmes maraîchers à leur échelle, pour quantifier l’emploi. Mais je ne suis pas compétent pour parler de l’emploi, raison pour laquelle je discute de mes données



avec Dominique Méda, spécialiste du sujet. En définitive, j'opte pour une position médiane d'analyse des verrouillages du système qui existent entre ces deux aspects techniques et sociologiques. C'est à ce niveau que je peux intervenir et apporter mon aide, à Terrena et tous ceux qui le souhaitent. Sur la question des priorités, je réaffirme le fait que je suis en désaccord avec ce discours de la solidarité pour la simple raison que, dans les faits, personne n'est solidaire des désinstallations ou des initiatives portées par les petites laiteries. Les discours ensemblistes sont séduisants. Il n'y a nul poujadisme d'un côté comme de l'autre. La question qui se pose est simple: les solutions sont-elles toutes compatibles? Contrairement à vous, je crois que choisir l'une, c'est renoncer à l'autre. N'attendons pas de miracles. Il y a des renoncements à faire pour mieux s'investir sur des trajectoires plus prometteuses.

Patrick Denoux: Une réaction aux propos de Jean-Luc Bongiovanni sur les signaux faibles. Comment décoder ces signes? Tout d'abord en multipliant les lectures. Ensuite, en acceptant de mettre de côté ses certitudes. Cela implique d'accepter l'idée d'incertitude, et avec elle d'entendre que parfois la compréhension se suspend parce que les modèles existants pour saisir la réalité sont inopérants. Cette démarche est insupportable pour tous ceux qui sont tellement pétris de certitudes que la réalité doit se plier à leur pré-conception. Ceux-là vont avoir plus de mal que vous pour lire ces signaux. □





Projet
soutenu par

Fondation
de
France

Les 22^{es} Controverses européennes de Marciac
sont organisées par :
La Communauté de communes Bastides et Vallons du Gers,
La Mission Agrobiosciences - Inra

Retrouvez le live et les contributions des 22^{es} controverses ainsi que tous les actes des éditions précédentes sur le blog :
controverses-de-marciac.eu

